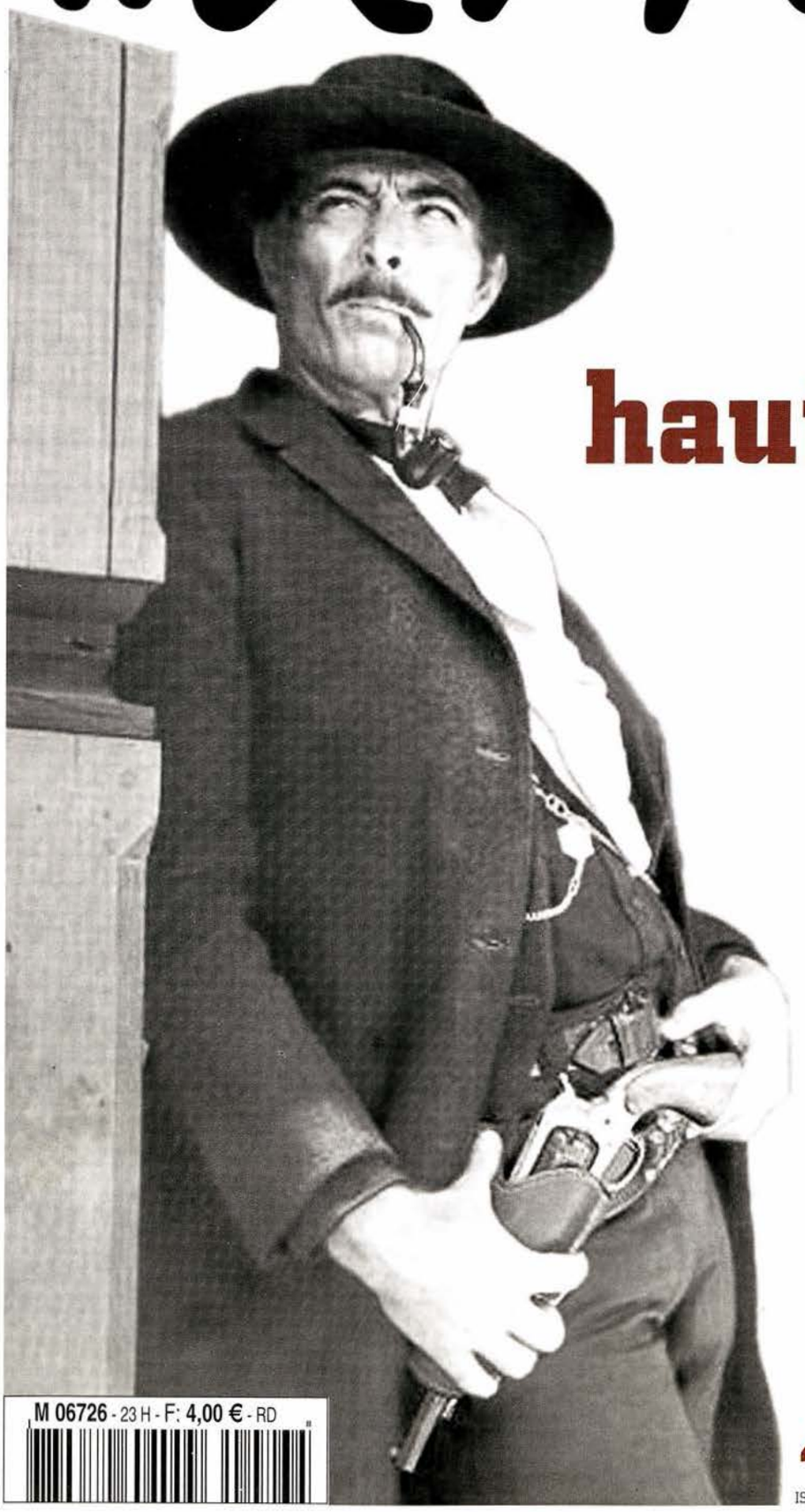
hors série n° 23
hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire



Le Peuple, l'État et les Patrons

haute tension

On proteste
Dans le Larzac du 8 au 10 août, contre l'OMC

On fait le point
Un bilan complet du mouvement contre la réforme des retraites

On maigrit
Avec Claude Guillon

On lit
Des nouvelles de J.-P. Levaray, C. Ytak, P. Autin-Grenier, J. Vallet et Y. Frémion

« Quand les opprimés bougent, ils croisent l'anarchisme sur leur chemin. Ils l'adoptent aussi, parfois, car il donne un sens à leur révolte sans lui imposer de nouveaux dogmes. Sa permanence ne s'explique que par le caractère provisoire, expérimental et social de ses propositions. »

Félix Carrasquer

M 06726 - 23 H - F: 4,00 € - RD

4€

ISSN 0026-9433

du 10 juillet au 10 septembre 2003

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation.
Pas de hiérarchie donc pas de chefs chez nous ! C'est à tou(te)s les militant(e)s qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeant/exécutant, la participation effective des militant(e)s aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont : *le Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, seulement en région parisienne pour le moment, et la librairie Publico, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA
Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique et sociale ; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation ; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !
Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité toute entière.
Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus ; l'égalité sociale, économique et politique ; la liberté de création ; la justice ; l'éducation libertaire et permanente ; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion) ; la démocratie directe ; une économie tournée vers la satisfaction des besoins ; l'abolition du salariat ; l'écologie ; la libre union des individus ou des populations ; la liberté d'expression ; la libre circulation des individus.
Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740 Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB
Diffusion NMPP
Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.
Le Monde libertaire est imprimé sur papier recyclé.

Sommaire

Bové enchristé, par J.-P. Gault, *page 1*
Le vrai visage de **l'agriculture**, par J.-P. Tertrais, *page 2*
Rendez-vous au **Larzac** sans passer par la case prison, *page 4*
Le **mouvement social**, par Manolo, Nico M. Sahuc, Pierre, F. Gomez, Davi et C. Braud, *page*
C'est l'été : spécial **maigrir** par C. Guillon, *page 19*
Cahier **littéraire** : choses écrites pour regards vierges, par J.-P. Levaray, C. Ytak, P. Autin-Grenier, J. Vallet et Y. Frémion, *page 21*
Faute de patrons, les **Argentins** font de la reprise, *page 34*
Palabres en Calabre : assemblée du **communalisme**, *page 35*
M. Enckell rend hommage à **Enrico Baj**, *page 36*
Philippe Garnier : de la psychanalyse à l'anarchie, par E. Claude, *page 36*

À la rentrée, on remet ça !

Retrouvez chaque jeudi *le Monde libertaire* hebdo dans tous les bons kiosques. Un regard libertaire sur l'actualité, les analyses et propositions anarchistes pour construire enfin un monde libre.

Bulletin d'abonnement

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 nos	◯ 20 €	◯ 32 €	◯ 27 €
6 mois 25 nos	◯ 38 €	◯ 61 €	◯ 46 €
1 an 45 nos	◯ 61 €	◯ 99 €	◯ 77 €
Abonnement de soutien	◯ 76 €		

* pour les détenus et les chomeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exhorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
_____
Code postal _____ Ville _____

◯ Chèque bancaire ◯ Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)
Réglement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)
Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Mon cher José,

Jean-Pierre Gault

Souviens-toi, nos routes se sont croisées il y a quelques années. Tu es venu nous câliner un peu et puis il y a eu l'appel du Larzac, les brebis, le fromage persillé et, maintenant, te v'là en prison pour la troisième fois. T'en rates pas une décidément. M'enfin, bon… La justice à deux vitesses, tu connais. On va pas te la faire . Il y a ceux qui la font et ceux qui la subissent. Toi, t'es plutôt dans la seconde catégorie.

C'est pourtant bien gentil ton affaire. Pas de quoi fouetter un chat. Une caméra, une faux, trois grains de riz et quatre épis de maïs, les journalistes de France 3, et roule. Mais tu sais bien, comme nous, que la République n'aime pas les pieds de nez, et la propriété privée c'est sacré. C'est pas à toi que je vais l'apprendre.

T'inquiète pas, on n'est pas les seuls à trouver ça cradingue. Tu sais comme nous que la justice n'a plus qu'une place, la place Vendôme, et que les bourrins qui sont venus te chercher en hélicoptère parce que t'es pas n'importe qui sont les pitbulls de l'État. Me dis pas que t'attendais autre chose, quand même. Je suis bien sûr que t'as même pas eu le temps d'emporter ta pipe.

Tu dois quand même la trouver un peu saumâtre. Les bons gros cons de la FNSEA qui courent ventre à terre après avoir dévasté le bureau de la Voynet doivent en rigoler encore. Mais, maintenant, ils sont obligés de se fendre d'un communiqué pour te soutenir. Je suis mort de rire.

Mais, enfin, on va te défendre parce que ta cause est juste. Parce que, ici et maintenant, un syndicaliste en prison, c'est insupportable, parce que les OGM ne résoudront rien au problème de la distribution de la bouffe. Parce que des centaines de mômes africains vont continuer de crever avec des mouches dans les yeux et des ventres gonflés, et que le riz transgénique ils n'en verront jamais la couleur et qu'ils s'en foutent, parce que le sida fait mourir l'Afrique et qu'on s'en fout. Parce que la mondialisation, c'est un peu tout ça et tout ce qu'on ne soupçonne pas.

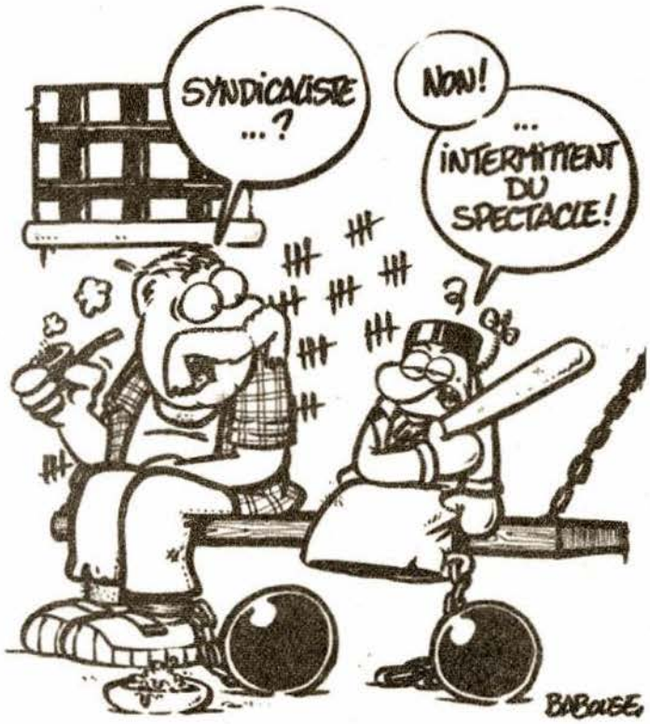
Oui, José, ton combat est remarquable. Remarquable par son culot, remarquable par l'utilisation des médias, mais qu'est-ce que t'avais besoin d'aller foutre sur ton tracteur pour te rendre en taule. Tu m'expliques un peu ? En taule, il y en a qui crèvent. Il n'y a que comme ça qu'ils s'évadent, et toi, t'y vas en causant dans le poste. Et qu'est-ce que t'avais besoin aussi de te faire éditer chez Vivendi. À la première émission de télé où tu as rencontré poliment Messier, il te l'a balancé gentiment dans la tronche.

Mais, enfin, bon, on va te défendre. Sincèrement, sans arrière-pensées, pourtant il y a la lutte syndicale… Tu sais, les trucs de mai-juin dernier. Les défilés où on t'a pas vu souvent d'ailleurs. M'enfin! tu peux pas être partout. T'as les chèvres à traire tous les matins.

Mais, au bout du compte, on va te défendre, et même pas du bout des lèvres, parce qu'un Carlo Giuliani en moins c'est un mort de trop et que c'est notre problème et aussi le tien. On va te défendre parce qu'on aimerait avoir des nouvelles de René Riesel et des inculpés après les manifs d'Évian. On va te défendre parce qu'on en a plein le cul que des syndicats croupions signent n'importe quoi.

J'ai l'air un peu salaud et un peu amer, peut-être. On ne se moque pas des martyrs, c'est vrai. Je n'irai pas jusqu'à penser qu'on ne gracie que les coupables parce que moi je suis dehors et que ça serait trop facile. Mais, quand même, obliger Chirac à se découvrir… Joli coup politique. Joli coup de pub.

Alors, à bientôt dans la rue.



Patagonie

Solidarité avec Miguel Angel Mansilla

Ce militant anarchiste du MTD (Mouvement des travailleurs chômeurs) fait partie de ces jeunes qui ont créé le Malo (Mouvement anarchiste de libération ouvrière). Depuis peu, le gouvernement a commencé à criminaliser tout le travail de propagande et d'organisation émanant des travailleurs en lutte. La police est intervenue à de nombreuses reprises dans le quartier, usant de menaces, de détentions illégales, de mauvais traitements, allant jusqu'à utiliser le tir à balles de plomb.

Le samedi 21 juin, ce compagnon a été arrêté et transféré à la section locale de la police, où il a été dénudé, frappé, mis au secret pendant quelques jours, sans eau et sans nourriture. On l'accuse de vol à main armée et de tentative d'homicide. Sa détention se poursuit.

Exigez la libération de Miguel. Envoyez vos protestations à la juge Doctora Baquero-Lascano, juridiction n° 2 de la ville de Bariloche: tél./fax: 02 944 – 42 53 91.

Société de résistance des métiers divers de la Comarca andina, Patagonie, adhérente à la Fora

l'agriculture à la recherche d'une image

Jean-Pierre Tertrais

CE N'EST PAS PAR HASARD si le seul volet retenu dans les incidences de l'agriculture capitaliste, c'est l'environnement (souci qui s'est manifesté au début des années quatre-vingt). Parce que cette agriculture peut effectivement produire un peu plus propre; il lui suffira, tout en continuant à éliminer chaque année 30000 exploitations en France et à ruiner le tiers monde, de faire payer un peu plus le contribuable et le consommateur! Pendant la réfection de la devanture, les affaires continuent!

Une agriculture plus propre?

D'ailleurs, est-ce vraiment sûr? Même l'aspect environnemental, le seul qui soit retenu, ne doit pas inciter à l'optimisme (notons que les mesures agri-environnementales ne représentaient en 1996 que 3,5 % des dépenses agricoles de l'Union européenne). Il faut comprendre que les fortes pressions exercées par les firmes de produits phytosanitaires sur les élus politiques et professionnels limiteront sérieusement les efforts de préservation de l'environnement. D'abord, si l'agriculture durable, qui ne fait pas l'objet d'un label ou d'un cahier des charges, prétend vaguement diffuser des pratiques plus respectueuses des cycles naturels, et si l'agriculture paysanne annonce sans beaucoup plus de précisions préserver les ressources naturelles, c'est surtout l'agriculture raisonnée qui risque de se généraliser.

Ce concept est apparu en France en 1993, avec la naissance du Forum de l'agriculture raisonnée et respectueuse de l'environnement, plus connu sous le nom de réseau Farre. Dès le départ, ce réseau compte parmi ses membres les principaux fabricants de pesticides et d'engrais, qui assurent une bonne partie de son financement, en collaboration avec la FNSEA. Son objectif est seulement de limiter le gaspillage, en incitant à épandre les quantités de produits chimiques « utiles ». Lors d'une assemblée générale d'une grande coopérative céréalière des Ardennes, à la question « Et si on produisait 20 % de moins et on réduisait les phytos de 50 %? », la réponse a été: « On licencierait la moitié du personnel et on fermerait une partie des sites! »

Comment pourrait-on résoudre les problèmes environnementaux quand on connaît les « contraintes » de ce type d'agriculture? Qu'on en juge plutôt: pas d'interdiction de pesticides, pas de limitation des traitements, pas de réduction d'apports d'engrais azotés, pas d'obligation de rotations des cultures; absence presque totale d'exigences en matière de gestion des sols, de paysages et de biodiversité; pas d'interdiction des OGM et contrôle de 20 % des agriculteurs chaque année – à voir d'ailleurs – soit un contrôle tous les cinq ans. La plupart des prescriptions du Référentiel de l'agriculture raisonnée ne sont rien d'autre que les règles de base d'une agriculture conventionnelle pratiquée correctement. Il ne s'agit donc bien que d'une question d'image portée par des considérations purement commerciales.

Jean-Pierre Tertrais est militant du groupe la Commune, FA Rennes.

Concernant l'agriculture biologique, qui exclut tout produit de synthèse et qui dispose de référentiels précis par production, il faut savoir qu'elle fait l'objet de tractations allant dans le sens d'une dégradation, parce que l'agriculture capitaliste s'accommode peu de ce mode de production. Ses adversaires s'acharnent pour obtenir un « assouplissement » du cahier des charges afin de pouvoir augmenter les rendements, traçant la voie d'un bio industriel qui tolérerait les grosses exploitations.

Une récupération à tout crin

Récupération économique, bien sûr: aujourd'hui, les grandes et moyennes surfaces vendent 46 % des produits biologiques, parce que le bio est un excellent vecteur d'image pour la grande distribution! Récupération politique ensuite: l'essentiel étant de se relooker. Ceux qui, il y a vingt ou trente ans, dénigraient les pionniers du bio, semblent découvrir aujourd'hui les vertus de la conservation des sols ou de la lutte biologique contre les parasites. Tous ces tartufes ont désormais intégré l'écologie, humaniste de préférence: les conseillers généraux ou régionaux, les préfets qui s'affichent aux côtés de producteurs « modernes » ou qui déjeunent dans les restaurants biologiques.

Les limites apparaissent pourtant de manière très claire, ne serait-ce que par les réticences à subventionner l'agriculture biologique, en dépit des discours. Un congrès du CNJA s'élève contre la mondialisation mais pas contre le capitalisme. On prétend concocter un « grand projet pour l'agriculture bretonne », comme si cette mondialisation ne la tenait pas fermement dans l'étau des exigences capitalistes. On brandit une opération coup de poing contre un élevage illégal en laissant dans l'ombre tous les autres. On prétend instaurer un débat sur les OGM, mais un rapport du commissariat au Plan prône une ouverture progressive aux plantes OGM (à la condition hypocrite que l'État assure un contrôle strict); l'objectif étant de provoquer une brèche et de créer l'irréversible. Lorsqu'on entend le stalinien Luc Guyau suggérer fortement qu'il ne faut pas que l'octroi des aides publiques soit trop dépendant de critères liés à l'environnement, on a vite compris que le changement se fera dans la continuité.

Dans les dépliants en papier glacé, pas l'ombre d'une allusion au fait que l'économie de marché a détourné l'agriculture de son but primitif qui est de nourrir l'homme, pour faire de ses produits des instruments de spéculation.

Pas un commentaire sur la cogestion de la politique agricole menée par l'organisation mafieuse qu'est la FNSEA, maître absolu des lieux depuis un demi-siècle, ni sur l'échec, d'ailleurs prévisible, de la nouvelle loi d'orientation agricole et des contrats territoriaux d'exploitation. Pas un regard sur le désert rural, sur les villages qui meurent, sur le gigantesque gaspillage d'énergie.

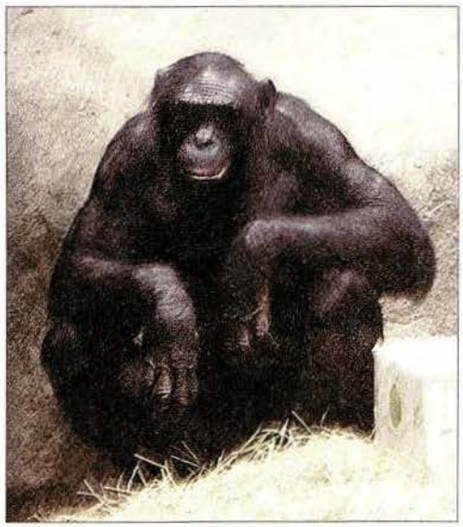
Pas une considération sur l'arnaque de l'agriculture capitaliste: c'est-à-dire l'illusion d'efficacité qu'elle a entretenue en reportant la plupart de ses coûts sur l'ensemble de la société (près de la moitié du budget européen), sur la dépendance grandissante du monde paysan à l'égard des banques et des grandes firmes agrochimiques, notamment par le biais des OGM. Pas une pensée pour les millions d'agriculteurs que ce système a condamné au chômage depuis un demi-siècle en programmant systématiquement leur élimination (alors que la libéralisation des échanges menace de mort sociale la moitié de la paysannerie mondiale, c'est-à-dire 500 millions de personnes, et que la moitié des fermes britanniques auront disparu d'ici à 2020, selon le principal expert agricole de Tony Blair). Pas un mot sur le processus d'intensification et de concentration qui alourdit financièrement l'installation des jeunes.

Le terrorisme alimentaire

Si certains se bercent encore d'illusions sur la capacité d'un système à se transformer de l'intérieur, qu'ils sachent que toutes les mesures écologiques, qui ont donc pour effet de restreindre les activités commerciales ayant un impact destructeur sur l'environnement, sont considérées par l'OMC comme des entraves au commerce, et sont donc « illégales »! Qu'ils sachent aussi que le président Bush (le père de l'actuel guignol) a refusé de signer la Convention sur la biodiversité, car celle-ci risquait de contrarier le développement de l'industrie biotechnologique qui « valait » déjà 50 milliards de dollars, et que le guignol en question s'assoit sur le protocole de Kyoto parce qu'il menace les intérêts de l'industrie américaine!

Qu'ils sachent enfin qu'un projet du ministère américain de l'Agriculture consisterait à octroyer le label de l'agriculture biologique à des fruits et des légumes ayant été génétiquement manipulés, irradiés et traités par des additifs, ainsi qu'à des élevages d'animaux dopés en batterie, nourris de déchets d'autres animaux et traités aux hormones! Comme l'écrit George Monbiot, professeur à l'université Thames, en Angleterre: « Les produits biologiques, dans le meilleur des mondes de l'impérialisme commercial américain, seraient pratiquement indistinguables des aliments classiques que l'on sait mauvais pour la santé. »

Il s'agit bien d'un « terrorisme alimen-



René Riesel encourt les mêmes peines pour les mêmes délits que José Bové. À ce jour, il n'a pas encore été convoqué par le juge d'application des peines. Rappelons que René Riesel assume entièrement la responsabilité de ses actes.
Association contre l'obscurantisme scientiste et le despotisme industriel
Pour toute correspondance:
Association COSEDI - Boîte 19 - 52, rue Damrémont - 75018 Paris.

taire », selon l'expression de Vandana Shiva. D'une volonté, pour les firmes multinationales, de dominer l'agriculture par le biais des brevets sur les semences et les plantes, du génie génétique et des concentrations de capitaux ; de contrôler l'amont de la production (fourniture de semences, produits de traitement, machines) et son aval (transformation des produits). Il s'agit bien d'une stratégie totalitaire, à destination notamment des pays pauvres (où plus de 70 % de la population gagne sa vie en produisant des biens alimentaires), et visant d'abord à dépouiller des millions de personnes de leurs moyens d'existence et de leur droit à se nourrir, à détruire des systèmes d'alimentation et d'agriculture traditionnels et des siècles d'innovation collective, à anéantir des marchés locaux, à inciter les pays du tiers monde à produire des biens d'exportation de luxe, au risque de passer de l'autosuffisance alimentaire à une situation de famine, à modifier des habitudes alimentaires, à accroître la dépendance de ces populations pour mieux leur fourguer notre surproduction céréalière ou laitière, et nos OGM. Avec la complicité des États qui permettent aux firmes privées d'acquérir des centaines, des milliers d'hectares de terre ou de négocier des baux à long terme (au moins quarante ans !). Avec aussi le recours à une argumentation fallacieuse et imbécile qui oppose une « science sérieuse » (c'est-à-dire favorable aux entreprises) à une « science de pacotille », des « scientifiques sachant ce qu'ils font » à des « citoyens mal informés », et une prétendue « raison » à des « réactions émotionnelles ».

La dégradation des sols

Mais l'une des conséquences, à long terme, les plus dramatiques des politiques agricoles conduites depuis un demi-siècle est la dégradation physique et chimique des sols, parfois irréversible. Milieu vivant et complexe, le sol remplit des fonctions essentielles : production de biomasse agricole et forestière, milieu de vie, régulateur de l'écosystème, réservoir génétique.

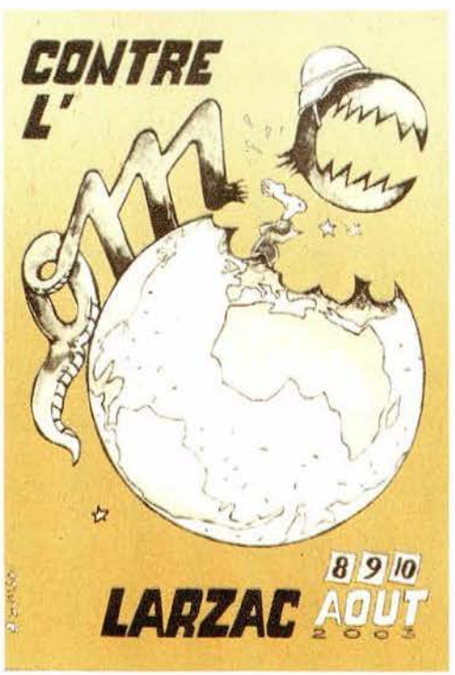
Si l'utilisation de sols de qualité pour l'urbanisation et les transports constitue déjà une lourde privation pour les générations futures, les terres agricoles restantes subissent une dégradation permanente. Déforestation, abandon des rotations culturales de longue durée, monoculture de plantes annuelles, machines de plus en plus lourdes, travail intensif des sols, drainage, utilisation abondante d'engrais chimiques et de pesticides, surpâturage contribuent à l'appauvrissement, au compactage et à l'acidification des sols.

Si les causes diffèrent dans les pays du tiers monde, les effets sont encore plus redoutables. Plus d'un quart dès terres émergées de la planète souffre d'érosion et de dégradation des sols. Et la désertification est directement liée à la pauvreté, pauvreté largement aggravée par l'économie capitaliste qui pousse les populations à détruire des sols fragiles pour seulement survivre. Plus de deux milliards de personnes vivent sur les terres sèches dans les régions rurales et les centres urbains de plus de cent pays dans le monde. Ce qui est en jeu, c'est tout simplement la capacité de nos descendants à se nourrir. « La qualité des sols pourrait très bien faire la différence entre la survie et l'extinction pour l'humanité », c'est ce qu'écrit Garrison Sposito, professeur en science des écosystèmes. La collectivité scientifique reconnaît l'urgence de la situation : irait-elle jusqu'à parler de crimes contre l'humanité ?

Un devoir de révolte

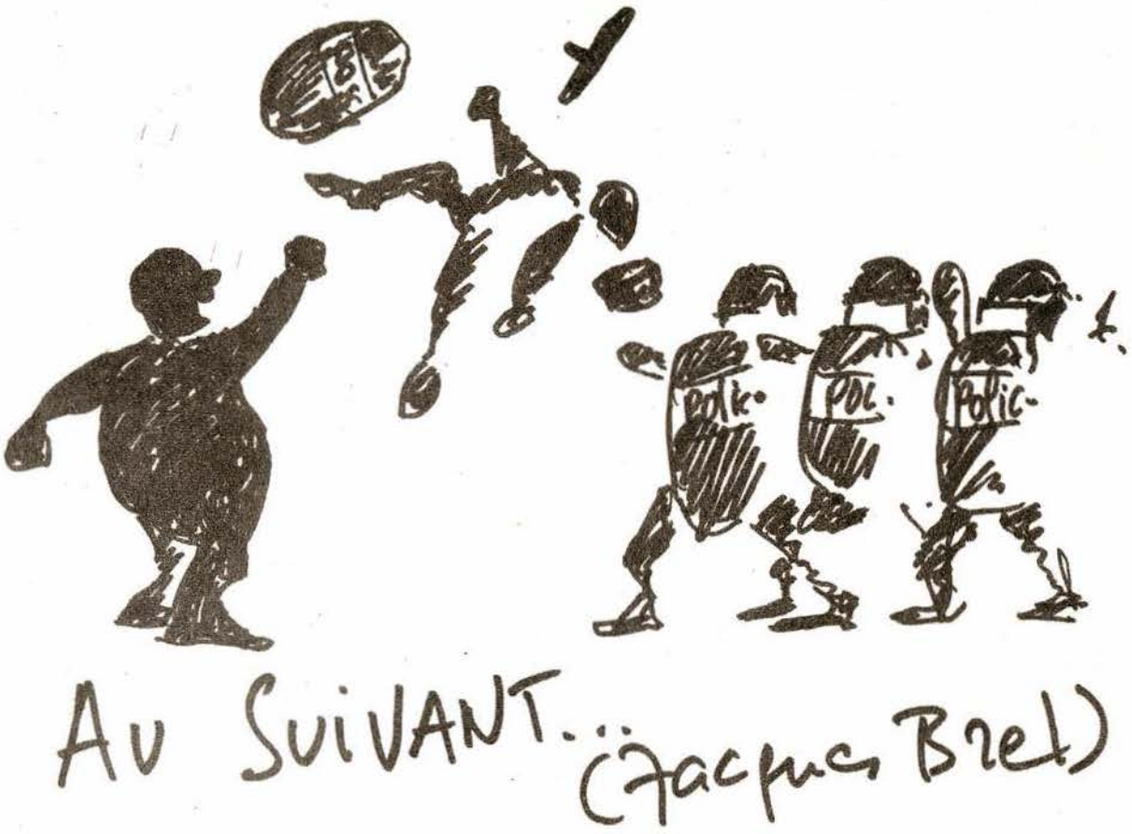
Pendant que l'on repeint en vert dans l'hémisphère Nord, les ravages se poursuivent au Sud. Et il ne s'agit pas seulement de l'exploitation quelque peu abusive d'une main-d'œuvre, de quelques débordements excessifs d'un système en voie de régulation. Il s'agit bien, comme l'indique le sous-titre du dernier ouvrage de V. Shiva, *Comment les multinationales affament le monde*, d'une entreprise criminelle qui, pour assurer des profits toujours plus vastes, risque de pousser à la faillite et même au suicide de nombreux producteurs, et de compromettre, pour des millions de personnes, la sûreté de l'approvisionnement alimentaire. Face à un tel cynisme, la seule réponse ne peut être que la mise hors d'état de nuire des firmes prédatrices, le renversement de tous les pouvoirs, la révolution sociale et libertaire : la jouissance pour tous des fruits de la terre.

J.-P. T.



Larzac, 8,9 et 10 août 2003
Rassemblement pour s'opposer à la marchandisation du monde et à l'Organisation mondiale du commerce
Du 8 au 10 août, réfléchir, partager, lutter ensemble contre l'OMC, la privatisation des services publics, le saccage de l'environnement et la privatisation du vivant. D'autres mondes sont possibles ! Débats, forums, stands. La fête c'est aussi la lutte. Pendant les trois jours, théâtre et musique de rue, expression artistique permanente.
Vendredi 8 : ciné sous les étoiles et remorques musicales.
Samedi 9 à partir de 18 heures : spectacle gratuit avec des artistes de renommée internationale.

Soutien financier et renseignements : Construire un monde solidaire, 1, rue Droite, 12100 Millau. Infos pratiques et détails du programme sur www.larzac2003.org



L'offensive capitaliste est rude : casse des services publics, de l'éducation, des retraiteset de la Sécu. Le mouvement social né en réaction n'a pourtant pas donné toute son ampleur pour y mettre un frein. Des militants inscrits dans les luttes en font lectures et analyses. Pour quelles perspectives de combat et mises en œuvre d'une autre société ?

Ce n'est qu'un combat

Manolo

Le mouvement social qui vient de passer n'est sûrement pas fini. Mais, à Lyon (certainement ailleurs aussi), il y a un sale goût d'amertume et de rancœur. Car, quoi qu'on en dise, une lutte qui ne gagne pas est toujours démoralisante. Et les grévistes ont pris un sale coup de la part du pouvoir : la réforme des retraites est maintenue dans son ensemble, et la décentralisation est toujours effective pour les TOS (90 000 personnes non enseignantes de l'Éducation nationale). On ne peut donc parler de victoire politique pour ce mouvement social. Et il y a bien un vainqueur : le Medef et sa refondation sociale.

Cela étant dit, lorsqu'on regarde tout ce qui a été tenté par le gouvernement et ses sbires (y compris de gauche) pour calmer les esprits et mettre fin aux mouvements de la rue, on se dit que le pouvoir n'est pas si bien dans ses bottes que cela. Car un esprit de fronde clairement « lutte de classe » s'est exprimé avec virulence et acharnement. Un économiste libéral bon teint, sur le plateau de la chaîne de LCI, a même parlé d'un retour de l'anarchosyndicalisme. C'est dire l'ampleur de la lame de fond.

Malgré la communication-marketing à fond de ballon (pas un soir sans un larron du gouvernement qui défendait la « réforme vitale »), la méga-campagne de presse de la désinformation, le bouquin de Ferry pour chaque enseignant, la lettre du sieur Raffarin pour 26 millions de personnes, rien n'a pu entamé la dynamique du mouvement depuis environ avril, et des luttes se faisaient encore sentir jusqu'à fin juin. Rien à faire : la majorité des salariés a soutenu la lutte.

Bien entendu, la carte de la répression a été tentée tout au long du mouvement. Le lundi 16 juin à Caluire, près de Lyon, une manifestation anti-Sarkozy s'est à nouveau terminée par les gaz lacrymogènes et par la

Manolo est militant du groupe Déjacque, FA Lyon, enseignant en lycée professionnel, syndiqué CGT-éducation et militant du collectif Croix-Rousse.

comparution immédiate d'un jeune de 23 ans qui a pris quatre mois de prison ferme. Cette répression systématique n'a fait qu'accentuer la colère rentrée.

L'incarcération récente de José Bové fait aussi partie de cet arsenal pour casser l'expression des mouvements radicaux.

S'organiser sans bureaucrates

Le point rassurant pour l'avenir proche, c'est la capacité qu'a eue la base pour s'organiser de manière autonome, et sans directives syndicales ou intersyndicales. C'est fut le cas dans le Rhône où de nombreux collectifs se sont mis en place sur des bases géographiques et interprofessionnelles clairement avouées: collectif On vaulx mieux (Vaulx-en-Velin: le premier qui s'est mis en place), collectif-AG Ouest lyonnais, collectif Croix-Rousse, AG de Vénissieux, Rilleux-Val-de-Saône, Villefranche-sur-Saône, etc. Rares les coins qui n'avaient pas leur collectif ou leur AG.

Et le ton radical et dynamique était donné par les collectifs, organes alternatifs aux structures syndicales traditionnelles. À noter qu'à Lyon les AG départementales ont regroupé jusqu'à près de 500 personnes, mais jamais ces AG très combatives n'ont pu donner naissance à une réelle coordination ou fédérations des collectifs existants. Et cette lacune devra être comblée un jour ou l'autre. Car, au final, ce sont les bureaucraties syndicales (CGT, FSU, FO) qui ont freiné la construction de la fameuse grève générale.

Coordonner les collectifs

Pendant cette lutte, à Lyon, les manifs interprofessionnelles n'ont jamais débouché sur une AG interprofessionnelle à la Bourse du travail qui, elle-même, en se structurant aurait permis la création d'une coordination de la lutte. L'intersyndicale s'est opposée fermement à toute initiative la dépassant.

Finalement, le travail interprofessionnel s'est fait à la base, mais localement, par quartier, les enseignants sont allés voir les cheminots les plus proches, diffusion de tracts devant les dépôts des transports en commun lyonnais, diffs sur les marchés... et tant d'autres actions visant à la grève générale. Tout ces liens sociaux créés pendant cette grève ne sont pas perdus, et ils sont les armes de la prochaine bagarre qui sera de fait à caractère interprofessionnelle (ou alors, politiquement, ne sera pas).

Radicalisation la base

À noter que la CFDT étant un syndicat patronal, la CGT joue maintenant le rôle de la CFDT d'antan. À savoir, la courroie de transmission de la gauche réformiste (l'ovation de Thibault au meeting du PS en est un signe). Bon nombre de cégétistes sont conscients de cette manœuvre, et le bilan critique des manœuvres politiciennes des bureaucraties syndicales doit se faire, si c'est possible, dans chaque syndicat.

Pour la CGT-éducation de Lyon, nous avons été un bon nombre de syndiqués investis dans la bagarre à réclamer vivement une assemblée générale de tous les syndiqués (profs, instits, ATOSS, etc.) pour faire le bilan critique et soulever les points suivants:

Le 13 mai, les cheminots de tout le pays étaient en grève et souhaitaient continuer après. Et le 14, c'est la CGT qui a poussé à la reprise du boulot pour attendre... le 2 juin! Pour épuiser le mouvement enseignant, on ne pouvait pas mieux s'y prendre.

Au début de l'année 2002, une structure d'épargne salariale (synonyme d'épargne retraite en langage hypocrite fabiusien) a été créée par la CGT, la CFDT, la CGC et la CFTC: le comité intersyndical d'épargne salariale (CIES). *Le Monde* daté 1er-2 juin 2003 relate les méfaits de cette structure cogestionnaire en ses termes: « Ils n'ont pas encore drainé des capitaux importants, c'est tout juste en train de se mettre en place, mais il y a beaucoup d'espoir. » (Dominique Georget, directeur général de la société de gestion Natexis Épargne Entreprise). Depuis quand le rôle d'un syndicat est-il de favoriser les plans épargne dans les entreprises? Cette démarche n'explique-t-elle pas, en partie, le peu d'engouement de Thibaud pour la grève générale?

Finalement, la réforme des retraites à la sauce Raffarin va certainement aider le CIES à se développer.

Pourquoi l'UD CGT a-t-elle freiné la mise en place d'une AG départementale interprofessionnelle alors qu'il y a eu régulièrement des AG départementales de l'éducation dans lesquelles d'autres professions étaient présentes (hôpitaux, finances, Courly, etc.)? Que signifie d'appeler à la grève lors des examens et dans le même temps appeler « à ne pas nuire au bon déroulement des examens »?

Ces questions posées à l'AG des syndiqués et le débat qui nécessairement s'ensuivra permettront aux cégétistes les plus combatifs de se compter et d'aborder la rentrée avec plus de lucidité quant à la politique de l'appareil CGT.

D'autre part, on peut penser (d'après les dires des grévistes) que la CNT, très active sur Lyon, gagnera en audience, voire en adhésions, comme ce gréviste professeur de philosophie lâché par la FSU pendant les examens et qui veut adhérer à la CNT (il n'est certainement pas le seul).

Parions que les vacances d'été ne seront qu'une mi-temps pour une bonne partie des grévistes syndiqués (ou non syndiqués d'ailleurs) qui continuent d'agir dans les collectifs de base. Espérons aussi que ce sera une bonne méditation pour tout ceux qui ont soutenu l'action des grévistes sans jamais, jamais, se mettre dans l'action.

Tant de choses à dire encore sur ce mouvement 2003, mais je finirai par ce que nous clamions pendant la manif rouge et noir de la CLAAC G8: « Unité! Action! Autogestion! Grève générale! »... pour bientôt. **M.**

Paris

Luttes dans le 13e

La grève à la Bibliothèque nationale de France, lancée le 13 mai à l'initiative de l'intersyndicale CGT, FSU, SUD, CNT et de non-syndiqués, a duré 38 jours. Un piquet de grève a eu lieu sur l'établissement de Richelieu. La direction a appelé la milice sarkosienne afin de nous virer des lieux. Nous avons rejoint d'autres établissements de la culture: musée du Louvre, musée Picasso, Archives nationales, etc. dont la grève reconductible n'a commencé que le 19 mai. 80 % des archéologues ont aussi débrayé.

Avec la section CNT-BNF, nous avons instauré la notion d'interprofessionnalité. Nous avons participé aux assemblées générales du quartier, celles de l'école Jenner, de la fac de Tolbiac, de la gare d'Austerlitz, de la Pitié-Salpêtrière.

Du côté des cheminots d'Austerlitz, il y a eu une forte mobilisation les jours de manifestation. Après le 13 mai, un comité de grève s'est créé avec Sud-Rail, FO, CGT, CFDT. Les magouilles des moines-soldats de LO l'ont brisé.

La Fgaac n'a pas participé au mouvement: la maintenance était en grève, mais les agents de conduite ne l'étaient que minoritairement, le trafic des trains était faiblement perturbé.

À la RATP, le problème, comme à la SNCF, c'est que les conducteurs ne se sont pas mis en grève. Les mécanos, en majorité CGT mais en opposition avec leur confédération, ont bien participé.

L'hôpital de la Pitié Salpêtrière a été un des seuls à être en grève reconductible, mais le mouvement est resté minoritaire.

Les étudiants de la fac de Tolbiac se sont mis en grève à partir du 12 mai, protestant contre les réformes Fillon et Ferry et en solidarité avec les profs. Une centaine de partiels furent annulés. Fin mai, l'assemblée a décidé l'occupation. Le président de la fac a fait appel aux flics.

Nous avons réuni tous les secteurs en lutte du 13e arrondissement pour créer un comité de luttes. Un état des lieux a été fait, une manifestation organisée, de la gare d'Austerlitz à la mairie du 13e, en passant par la Pitié, la BNF, Frog (en grève depuis le 16 avril) et la fac de Tolbiac.

Nous avons créé un site Internet sur les actions du quartier: http://13enluttes.mecreant.org

Infos transmises par Nico
CNT section BNF
groupe FA d'Ivry

retraites

la contre-réforme

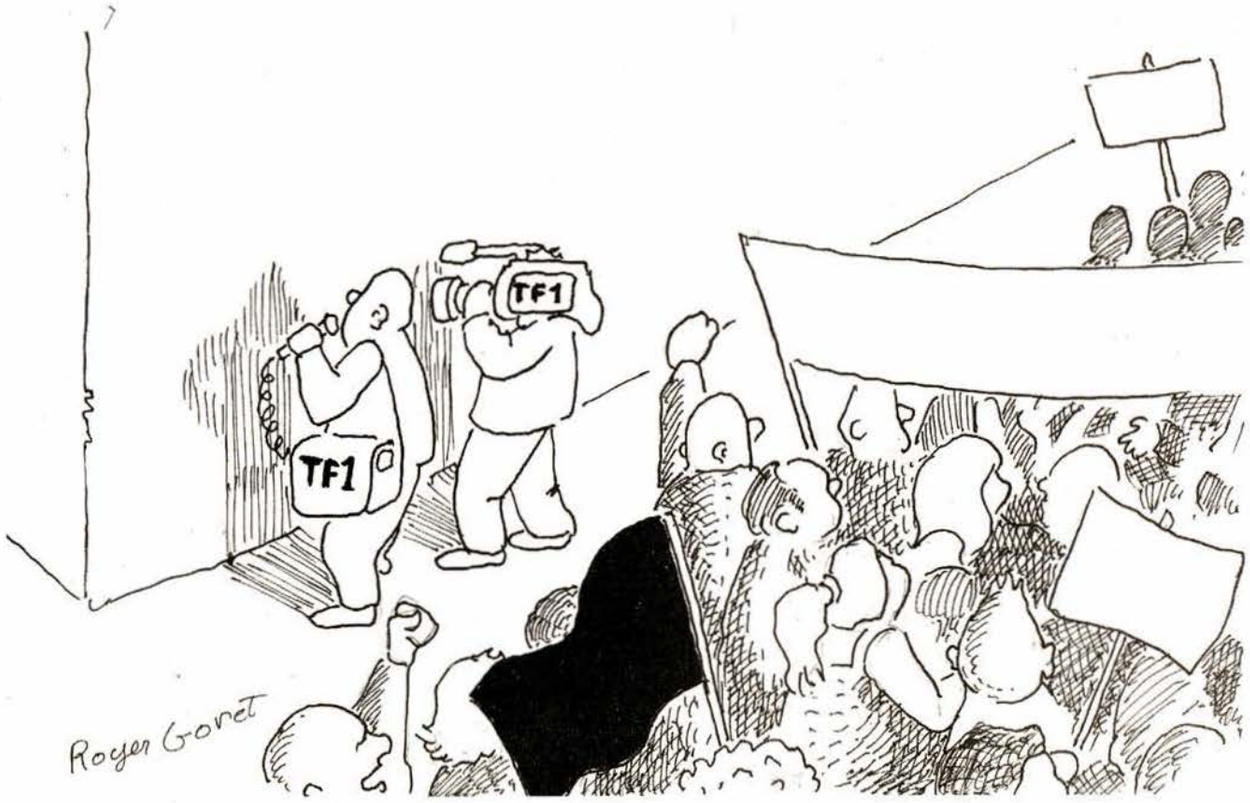
Michel Sahuc

LA PREMIÈRE MANCHE du conflit s'achève. Des millions de salariés ont fait la preuve de leur détermination à se battre et à s'opposer à l'attaque sans précédent du gouvernement Raffarin contre le régime des retraites. Lors du cirque parlementaire, l'examen des articles du projet de loi par les députés à l'Assemblée nationale n'a pas fondamentalement changé la donne. Les sondages indiquent qu'une majorité de Français reste hostile au projet de réforme. Les médias ont largement évoqué la comparaison de ce mouvement avec les grèves de novembre-décembre 1995 qui avait donné lieu à des manifestations pourtant inférieures en nombre. À cette époque, et malgré le slogan mythique « Tous ensemble ! », le pouvoir bourgeois avait délibérément sacrifié le volet consacré précisément à la retraite au nom de la « victoire des syndicats » pour faire passer en catimini une partie économique du plan Juppé (consacré à la réforme du financement de la Sécurité sociale et à l'institution d'un nouvel impôt appliqué à tous les revenus) qui fut, par la suite, parachevé sous le gouvernement Jospin.

Aujourd'hui, le problème est mondial. Tout comme dans les autres pays, le gouvernement Chirac-Raffarin et l'élite du grand capital international (OMC, FMI, Europe) qui se tient derrière lui essayent de faire payer à l'ensemble du prolétariat salarié la crise mondiale de l'économie. À ce stade, une tentative de dresser le bilan de ces événements particulièrement complexes mériterait plus de place ; tout du moins peut-on en tirer quelques observations utiles. Pour l'instant, Jean-Pierre Raffarin a mené son projet de contre-réforme des retraites à l'Assemblée nationale où, grâce à la majorité dont il dispose, et malgré la pluie d'amendements déposés par l'opposition, communistes en tête, le gouvernement ne court pas grand risque. Sous réserve d'un brutal regain de fièvre dans un mouvement social en vacances, la France, après l'Allemagne, l'Italie ou les Pays-Bas, sera entrée, au plus tard dans l'été, dans une ère ultralibérale en matière de retraite. Que retenir de cet acte politique majeur, beaucoup plus symbolique, en termes de destruction sociale, que la réforme Balladur de 1993 ? Sur la forme, une habile stratégie politique. Le gouvernement savait bien que son attaque actuelle sur les retraites allait provoquer d'inévitables réactions chez les travailleurs et travailleuses. C'est la raison pour laquelle il l'a planifiée en fonction des contraintes d'un calendrier précis pour pouvoir faire passer ses projets avec force de loi au meilleur moment pour elle : au début des vacances d'été. Malgré le mécontentement général que suscitera sa contre-réforme en alimentant une remontée de la combativité syndicale, le gouvernement a aussi conscience de ne prendre qu'un minimum de risques, car une large partie du salariat est encore dominée par un sentiment d'impuissance et de résignation… Il entendait également tirer profit du surcroît de désorientation apporté juste auparavant dans les rangs des travailleurs par sa politique d'union nationale face à « la guerre de Bush » en Irak. Ainsi que par la politique « sécuritaire » de Sarkozy qui envahit le champ du social, en criminalisant les actions militantes.

Dans un premier temps, alors que l'union syndicale s'était faite difficilement sur une plate-forme d'accord, le gouvernement a cassé le mouvement social en fermant la négociation et en reculant sur des points mineurs du projet lors de rencontres avec les syndicats « d'accompagnements ». Ceux-ci s'y sont engouffrés moyennant des concessions mineures pour les bas salaires, ou pour ceux qui ont cotisé au maximum en travaillant plus longtemps. Ce scénario est d'ailleurs un brin caricatural. Est-il crédible de voir le syndicat des cadres, la CGC-CFE, se laisser convaincre

Michel Sahuc est militant de la FA à Montpellier



par les concessions gouvernementales pour les smicards dont il ne prétend nullement défendre les intérêts? Quant à la CFDT qui, depuis le début, s'est faite le porte-parole des seules revendications précisément accordées par le gouvernement, elle s'est chargée pour cette fois encore (comme Notat en 1995) de jouer le rôle de « syndicat jaune » en « pactisant avec la droite ». De plus, la coïncidence dans le temps de deux réformes aussi lourdes que celle des retraites et celle de la décentralisation de l'Éducation considérée d'abord comme une maladresse s'est transformée en atout pour le gouvernement. Car, en jetant les profs dans la rue, le Premier ministre a dispersé les thèmes de protestation. Petit à petit, le malaise général des profs a pris le pas sur la seule inquiétude à propos des pensions. En reculant sur l'Éducation, comme il l'a fait en repoussant la décentralisation des personnels non enseignants ou encore la loi sur l'université à l'automne, le gouvernement a trouvé des munitions inespérées pour calmer la rue, sans rien avoir à lâcher sur l'essentiel, c'est-à-dire les retraites.

À travers sa position contre la décentralisation, le mouvement actuel se montre encore plus dépendant de l'État. Ressentant la régionalisation comme une crise de l'État-nation républicain, le mouvement, surtout enseignant, se bloque sur des symboles qui ne sont déjà plus des représentations adéquates d'une école qui n'est pas celle des années 1960-1970, celle du passage de l'école de classe à l'école de masse. Est-il pertinent d'avancer que la décentralisation contiendrait un risque d'accroissement de l'inégalité sociale entre, d'un côté, une dévalorisation de l'enseignement ouvrant vers une école à deux vitesses avec un secteur public sacrifié où sévirait la garderie et, de l'autre, le fait que par la régionalisation l'école s'adapterait à l'entreprise? Dans une Europe où le syndicalisme est menacé par un « assembléisme » ou les travailleurs se détermineront par voie référendaire dans un électoralisme permanent, les organisations syndicales sont de plus en plus soumises à l'épreuve de leur propre limite. Ainsi l'intransigeance du gouvernement et le sentiment d'échec de ce mouvement social construit autour de la mobilisation syndicale signent la victoire de la bourgeoisie, en ouvrant chez nos camarades syndicalisés un débat sur les fondements et la valeur des orientations syndicales des uns et des autres.

Pour ma part, je n'entrerai pas dans ce type d'analyse à chaud qui reste toujours soumise à la rancœur, à la frustration et à sa propre militance partisane.

La chute du mur de Berlin a marqué la fin d'un mouvement ouvrier qui utilisait le bloc de l'Est, comme épouvantail afin d'obtenir des concessions sociales. Dans des conditions historiques où la classe des travailleurs est affaiblie, Raffarin peut casser son image de paternalisme rassurant et se départir de son air patelin pour déclarer: « Ce n'est pas la rue qui gouverne. » Il ne s'agit pas ici d'une gaffe ou d'une maladresse mais de paroles mûrement pesées dans une interview préparée. Dans le même sens, quand on lui a demandé, à lui qui se présentait volontiers depuis un an comme le tenant de la main tendue vers « la France d'en bas », si le gouvernement allait faire un effort pour les bas salaires au lieu d'abaisser le seuil des retraites à 75 % du Smic, sa réponse a été catégorique: « Il n'en est pas question. » Pour finir, le gouvernement a délibérément dévoilé son intention de reculer encore davantage l'âge de la retraite jusqu'en 2020 et même au-delà. Du même coup, il affichait clairement, alors que rien n'obligeait à le faire, que tous les salariés, et non plus seulement les fonctionnaires, étaient impliqués dans la contre-réforme.

La limite de la méthode Raffarin est d'avoir imposé sans débat de fond, un projet préétabli, qui contractualise pour les années à venir les relations entre générations. Autre source d'inquiétude pour les Français, l'avenir même d'une « réforme » inapplicable dont le financement n'est pas assuré. Le ministre des Affaires sociales, François Fillon, lui-même l'a reconnu. L'allongement de la durée de cotisation, épine dorsale de son projet, « représente le tiers du besoin de financement en 2020, chiffré à 15 milliards d'euros ». Il manque donc bien 11 milliards, que le gouvernement espère trouver grâce à une baisse du chômage qui permettrait un transfert des recettes des cotisations Unedic vers l'assurance vieillesse. Une hypothèse possible, vu l'évolution démographique, mais loin d'être acquise puisqu'il faudrait que le taux de chômage passe de 9,3 % aujourd'hui à 4,5 % en 2020, alors que celui-ci augmente déjà! Dans le cas contraire, il faudrait une nouvelle hausse des cotisations ou une baisse des pensions pour trouver l'argent manquant. Rentrée explosive. Dernière inconnue: comment le pays sortira-t-il de l'épreuve des retraites? Dès la rentrée se profile un autre dossier, au moins aussi explosif: celui de l'assurance-maladie. Un automne chaud en perspective.

M. S.

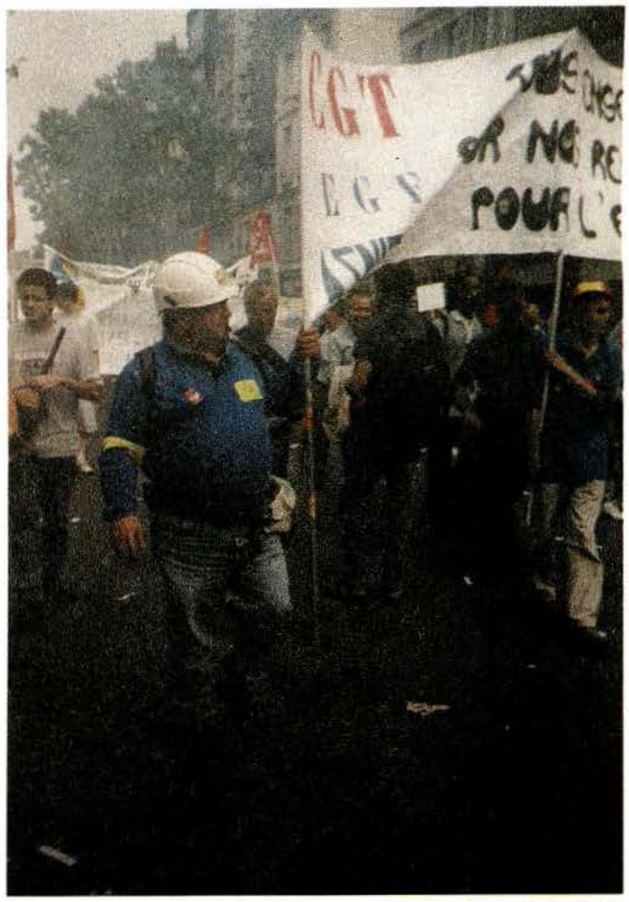


Photo : C. V.

un aspect de l'offensive capitaliste

Pierre

Il faut tirer les leçons de juin. L'une d'elles : face au désert syndical, les patrons s'en donnent à cœur joie. Contre eux et leur État, les prolos doivent se réorganiser.

Pierre est militant du groupe la Commune, FA Rennes

LES ATTAQUES de régression et de répression sociales menées par le capitalisme international avec ses institutions politico-économiques que sont l'OCDE, l'Union européenne, le FMI, la Banque mondiale, le G8 ont pour relais les États-nations. Partout en Europe, les attaques antisociales sont nombreuses. Pour la France, depuis janvier 2003, la réforme de l'Unedic, avec la signature de la CFDT, précarise particulièrement les chômeurs âgés et de longue durée (l'Unedic a annoncé le 17 juin 2003 que 613 000 à 850 000 chômeurs vont voir leurs droits diminuer ou disparaître dès le 1er janvier 2004), puis c'est le déremboursement de plus de 600 médicaments, aujourd'hui les retraites et la décentralisation, demain le RMA (revenu minimum d'activité qui contraindrait les RMIstes à signer un contrat de travail de vingt heures hebdomadaires, payées entre 2 et 4 euros de l'heure !), la privatisation d'EDF-GDF et d'Air France, puis la remise en cause des retraites complémentaires du privé (caisses Arcco, Agirc) qui assurent la moitié des pensions pour le privé, la casse de la Sécurité sociale (privatisation partielle) sans oublier les départs en retraite non remplacés dans le public et les désormais habituels milliers de licenciements secs dans le secteur privé…

Les mêmes réformes sont à l'œuvre partout en Europe. En Autriche, des mobilisations massives ont eu lieu sur les retraites. En Allemagne, le gouvernement social-démocrate casse les acquis sociaux des travailleurs… Les retraites ne sont bien qu'un aspect de toute une série d'offensives destinées à faire baisser le coût global du travail (le salaire auquel se rajoutent les prestations sociales) en France et dans le reste de l'Europe. C'est la première fois depuis 150 ans que la durée du travail augmente alors que les richesses produites n'ont jamais été aussi importantes… Nous sommes convaincus que la seule limite à l'offensive capitaliste est la capacité des travailleurs et travailleuses à s'organiser et à résister.

Évidemment, les obstacles sont nombreux : les médias, à la solde des États et du patronat international, se sont faits les thuriféraires du pouvoir en axant la stratégie de communication sur la division public-privé. Comme l'explique très cyniquement [1] un « expert » de l'OCDE sur « la faisabilité de l'ajustement », pour qu'un gouvernement puisse faire passer des mesures impopulaires, « il doit se ménager le soutien d'une partie de l'opinion, au besoin en pénalisant davantage certains groupes. En ce sens, un programme qui toucherait de façon égale tous les groupes

[...] serait plus difficile à appliquer qu'un programme discriminatoire ». Sur l'éducation, il écrit : « Il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de services, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement, et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles ou supprimer telle activité. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population. » Pour compléter le tableau, une dépêche AFP du jeudi 12 juin indique que le président de la Banque centrale européenne, Wim Duisenberg, a encouragé les gouvernements européens à mettre en œuvre les réformes de leurs systèmes de retraite malgré les protestations des opinions publiques [...]. Si les populations concernées refusent le changement, elles en « paieront le prix », a-t-il déclaré.

Le texte de loi de la contre-réforme des retraites est en finalisation de vote au palais « Bourbeux ». L'article 9 du projet de loi a été adopté par les députés. Il « assouplit » l'interdiction de cumuler un emploi et une retraite, en autorisant le cumul si le total des deux revenus reste inférieur aux derniers salaires perçus. Le texte permet en outre aux retraités de reprendre de l'activité chez leur dernier employeur, avec un délai minimum de six mois après leur départ en retraite. Le gouvernement, sachant pertinemment que la mesure d'allongement de la durée des cotisations induira une baisse conséquente des pensions, organise déjà la publicité auprès de ses agents pour qu'ils cotisent aux fonds de pension, dont les banques et compagnies d'assurance sont friandes. Pour ceux qui ne pourront pas se les payer, il faudra travailler jusqu'au tombeau avec les emplois-vieux...

Ne comptons que sur nos forces !

Un sondage CSA [2] publié dans le quotidien *la Croix* du lundi 23 juin 2003 indique qu'une large majorité de Français soutient ou éprouve de la sympathie à l'égard du mouvement sur les retraites, et ce malgré le discours très pro-gouvernemental des médias. Ce soutien se manifeste dans le privé (61 %) comme dans le public (76 %). Les Français restent également sceptiques sur le fond : 54 % jugent que le plan Fillon ne permettra pas de résoudre le problème du financement des retraites, alors que le gouvernement a fait de l'impasse financière la justification essentielle de la réforme.

À Rennes, des assemblées générales interprofessionnelles ont eu lieu quotidiennement. Ces outils d'émancipation et de coordination ont permis de décider et de mettre en œuvre démocratiquement les actions des collectifs en lutte. Dans les manifestations, le secteur privé était davantage encore dans la rue qu'en 1995, en particulier ceux qui subissent des plans sociaux : le mardi 10 juin, à Rennes, une centaine de salariés de Thomson en grève étaient présents. Leur entreprise leur a annoncé presque simultanément des bénéfices records (5 100 euros par salarié) et le plan de licenciement de 60 personnes. Ils étaient dans la rue car ils ont compris, comme d'ailleurs les intermittents du spectacle, que ce sont les bas salaires et le chômage qui vident les caisses de retraites : cela représente d'autant moins de cotisations sociales à rentrer dans les caisses de prestations sociales. Toujours à Rennes, les salariés d'une filiale privée de France Télécom, Transpac-Equant, ont pris part avec d'autres entreprises du privé à la mobilisation sur les retraites (jusqu'à 100 personnes dans les cortèges intersyndicaux, CGT-CFDT, de l'entreprise, avec même quelques sous-traitants qui ont débrayé !). Il y a eu un début de fédération des luttes locales sur la zone industrielle Rennes-Atalante, où des contacts ont été pris avec d'autres secteurs : personnel de l'université de Rennes I, France Télécom Recherche et Développement, France Télécom Ocisi, Polyclinique privée, Garage Renault, Caisse d'épargne, Centre hospitalier, Thomson, etc. Lors des manifs, ces contacts ont été mis à profit pour pouvoir défiler ensemble.

Sur l'attitude des confédérations

Le 13 mai a été une journée de grève générale et de manifestations monstres dans toute la France. Aux PTT (La Poste, France Télécom, leurs filiales et les opérateurs privés du secteur), la grève a été suivie à 77 % au niveau de la direction régionale Ouest. Par endroits, et selon les secteurs, la grève a été totale (entre 90 et 98 % dans certaines écoles, hôpitaux et dépôts SNCF). Les confédération syndicales ont réussi a épuiser le mouvement en ne donnant aucune information sur la poursuite de la mobilisation le lendemain, voire en freinant toute velléité de mobilisation reconductible (ça a été le cas à la SNCF et à la RATP pour la CGT). Ainsi trimballée de temps fort en journées d'action, la mobilisation, sans réellement faiblir, perdait progressivement ses perspectives, en particulier dans les secteurs fortement mobilisés comme l'Éducation nationale, parfois en grève depuis début avril.

Pour réussir, sur la réforme des retraites, il aurait fallu bloquer le pays, mais il est maintenant évident que la CGT (seule en mesure de mener la danse), comme les autres confédérations d'ailleurs, ne voulait pas appeler à la grève générale. La signature, le 15 mai, du plan Fillon par la CFDT a eu le mérite de la clarté aux yeux des travailleurs. La CGT ne voulant pas aller jusqu'à une crise gouvernementale majeure car la gauche plurielle, étant moribonde, n'était pas en capacité politique de revenir aux affaires. De plus, il est vraisemblable que les confédérations envisagent fortement la gestion des futurs fonds (naturellement « éthiques » !) d'épargne libérés par la casse de la répartition. Dans ces conditions, il fallait bien qu'elles restent les interlocuteurs responsables que le gouvernement souhaitait. Ainsi, dans le journal *le Monde* du 16 juin 2003, nous apprenons que François Fillon a tenu à rendre hommage à la CGT et à son secrétaire général, Bernard Thibault, pour son « attitude responsable ». En soulignant ainsi « l'opposition raisonnable » de la CGT, « même dans les moments de tension », le ministre du Travail sait gré à la centrale de Montreuil de s'être évertuée à empêcher la généralisation d'un mouvement qui risquait d'échapper à son contrôle, indique le journaliste du *Monde*.

Face à cette offensive patronale, les organisations syndicales ont donc préféré la sauvegarde des prérogatives de leur appareil à la sauvegarde des acquis sociaux des salariés. Et ce malgré une certaine pression de la base, par exemple, à Marseille, où les leaders syndicaux des confédérations étaient présents le jeudi 12 juin dans cette ville à la pointe du mouvement interprofessionnel. Marc Blondel y a indiqué que la « commission exécutive de la confédération Force ouvrière recommandait la grève générale » et a rappelé sa « proposition d'appel à la grève générale faite aux autres organisations syndicales », mais sans date d'effet immédiat, ce qui ne constituait en rien un point d'appui suffisant, en particulier pour le secteur privé qui en aurait eu bien besoin. Quoi de mieux, pour enterrer un mouvement, qu'un appel non suivi de la mise en place de moyens, pourtant très importants ? Pour sa part, Bernard Thibault a annoncé à Marseille, outre la énième journée d'action du jeudi 19 juin, le lancement d'une « vaste consultation nationale pour recueillir des millions de soutien et obtenir ainsi que le gouvernement sursoie au projet de loi sur les retraites ». Cela lui paraissait plus opportun à quinze jours de l'été ! Mais de nombreux militants CGT présents au Vélodrome marseillais ont bien compris, et ils l'ont copieusement hué et sifflé, tout en gueulant : « Grève générale ! »

La logique de « temps forts » (grèves et manifs du 1er février, du 3 avril, des 1er, 19, 22, 25 mai, des 3, 10 et 19 juin) appelle la constitution de « temps morts » (quand tout le monde travaille, et que M. le Baron s'enrichit). Pour obtenir le retrait des plans Raffarin-Fillon-Ferry, les travailleuses et les travailleurs devaient bloquer durablement le pays, comme en hiver 1995, où Juppé avait remballé son plan antisocial. Les militants de base n'ont pas pu mettre suffisamment de pression sur les instances de contrôle et d'assujettissement des luttes que sont les organes directeurs des confédérations pour qu'elles appellent à la grève générale interprofessionnelle, pourtant il y a eu des tentatives : en Ille-et-Vilaine par exemple, le secrétaire de l'union locale CGT de Saint-Malo a courageusement remis en cause la secrétaire de l'union départementale CGT pour son « attentisme ».

LE VERRIER. — J'ai versé pendant quinze ans. J'ai encore à verser pendant quinze ans, mais dans quinze jours je serai mort.

À leur habitude, les médias, propriété soit de l'État, soit de multinationales de la communication ou du BTP (TF1) ont minimisé la mobilisation. Ainsi, selon France 2, aucune manifestation n'avait eu lieu le 3 juin dans tout l'ouest de la France. La manifestation de 15000 personnes à Rennes, par exemple, n'a donc jamais eu lieu ! Et pourtant, par endroits, la grève s'est étendue aux entreprises du privé, et même davantage qu'en 1995. De nouveaux secteurs ont rejoint la grève. À Rennes, les salarié(e)s de Thomson, l'Urssaf, Transpac-Equant et des délégations de Citroën et Gomma étaient présent(e)s dans la rue. Malgré cela, la mobilisation a été minimisée à l'intérieur des organisations syndicales sur le thème : « Le privé n'est pas mobilisé, il faut d'abord aller le mobiliser car nous ne pouvons rien faire sans lui ; il ne sert à rien de décréter la grève générale ; d'ailleurs, c'est quoi la grève générale ? »

À la CGT, très peu d'informations ont filtré sur l'état des lieux en instantané de la mobilisation, que ce soit par lieu géographique ou par branche d'activité. Certains bureaucrates se sont même publiquement félicités d'avoir « empêché la reconduction dans leur service le 14 mai, car cela avait (*sic*) pour objectif de casser le 25 mai » (manif parisienne du dimanche). N'est-ce pas plutôt le 25 mai, annoncé en même temps que la date du 13 mai par Bernard Thibault, le 7 mai qui avait vocation à casser la grève reconductible ?

Nous en finirons sur l'attitude de la CGT en précisant que le service d'ordre de la centrale syndicale s'en est pris à ses propres militants cheminots lors de la manifestation de la place de la Concorde, le 10 juin, car ils voulaient aller au contact de l'Assemblée nationale. Il ne s'agissait évidemment pas de quelques centaines de casseurs sur la fin de la manif, mais de 3000 syndicalistes qui se sont fait gazer par les CRS dès 17 heures, alors que la queue de cortège en était encore au départ. Enfin, des camarades de la Fédération anarchiste, pour certains syndiqués CGT, se sont fait molester, et leur banderole a été arrachée le 3 juin à Paris.

Nos limites

Nous n'avons pas su ou pas pu dépasser les bureaucraties syndicales. Beaucoup de salariés mobilisés attendaient des confédérations, par manque de pratique et d'expérience militante, une amplification de la mobilisation. Il faudra à l'avenir être plus vigilants pour empêcher toute manœuvre syndicale et politicienne. En particulier, Lutte ouvrière, outre la volonté habituelle de contrôler le mouvement (spécialement à l'Éducation nationale) pour créer le futur grand parti des travailleurs, expliquait début juin que, si le projet des retraites passait, ce ne serait finalement pas si grave. De même, LO n'a jamais rien fait pour exercer une pression sur les bureaucraties syndicales et a repris leur discours en argumentant que le privé ne se mobilisait pas et qu'il fallait donc continuer à chercher à le mobiliser, tout en se refusant à participer à la pression faite par des syndiqués auprès de leur confédération. Ainsi, Lutte ouvrière a-t-elle été particulièrement réticente à reprendre dans les manifestations le mot d'ordre d'appel à la grève générale, pour lui préférer des slogans ou chansonnettes parfois vides de sens ou franchement folkloriques.

À l'opposé, et de façon caricaturale, le Parti des travailleurs, toujours très respectueux des institutions existantes, était lui dans une logique stricte de dépôt de motions auprès des bureaucraties.

La LCR, toujours dans sa stratégie mouvementiste, était présente dans toutes les AG, coordinations et autres comités…

Il reste encore beaucoup à faire pour garantir l'autonomie des luttes gérées par toutes et tous.

Quelles perspectives ?

Sur les retraites, les travailleurs n'ont évidemment pas gagné sur l'essentiel. Mais cette lutte n'est pas perdue, car nous avons renoué des liens entre nous qui nous permettront de repartir dans la mobilisation à la rentrée contre toutes les offensives antisociales du patronat et son bras législatif et exécutif : la classe politique.

De plus, la lutte pour la défense des retraites a été le signe pour beaucoup d'entre nous que nous pouvions nous mobiliser, parfois dans la durée. Nous avons également repris confiance en notre force d'action collective. En ayant des contacts avec d'autres professions, nous avons compris que les notions public-privé et autres multiples différences de statuts savamment entretenues n'étaient que des artifices pour nous diviser, car les travailleurs ont tous les mêmes intérêts.

Pour l'avenir, nous avons gagné en expérience et acquis quelques réflexes. Ne faisons pas confiance aux confédérations pour l'organisation de la lutte. Nous pourrons réutiliser prochainement nos modes d'organisation en assemblée générale et en comité de grève interprofessionnel, en les revendiquant comme libertaires. La lutte intersyndicale coordonnée par des comités de grève avec mandats impératifs et révocables est un acquis. Nous avons appris à laisser de côté les querelles de boutiques syndicales. Seules les revendications doivent faire la différence. La convergence des luttes est vitale. Seule la grève générale interprofessionnelle reconductible et le blocage des transports nous permettra de gagner à l'avenir. Ne comptons que sur nos propres forces. Ne nous faisons guère d'illusions sur les instances de récupération de l'autonomie des luttes que peuvent être les directions syndicales. Imposons-leur la grève générale.

Les militants libertaires devront être particulièrement attentifs à la répression syndicale, qui ne fait que s'amplifier : réquisitions de personnel dans le service public, intimidations patronales ou gouvernementales quant aux dépôts de préavis, mise en place de service minimum, licenciement de militants, criminalisation judiciaire de l'action syndicale, lois Sarkozy assimilant séquestration ou occupation d'un bâtiment avec acte terroriste sont autant de moyens utilisés par les puissants pour casser le droit de grève, intimider les militant(e)s et faire régner la « paix sociale » pour les patrons, seule garante du pseudo « intérêt général » de l'État. Hors, nous savons que l'État sert les intérêts de la classe politique qui lui est propre, et les intérêts de la bourgeoisie économique.

Dans les mois à venir, et suite aux différents positionnements des organisations syndicales dans la poursuite de la lutte, nous constaterons certainement une nouvelle recomposition – ou bien plutôt décomposition – syndicale. Une minorité de militants va se radicaliser, et donc sans doute venir nous rejoindre. Dans le même temps, il y a le danger d'une plus grande banalisation auprès des syndiqués de base de l'aspect cogestionnaire de leur confédération. Il y a un réel risque chez les salariés et syndiqués de perte de confiance dans la lutte, et ce à une bien plus grande échelle que la frange en cours de radicalisation. La perspective syndicale est donc relativement sombre : d'un côté des organisations de lutte minoritaires sans aucun espoir à moyen terme de peser d'une manière ou d'une autre sur le cours des événements et, de l'autre, des organisations de masse (plusieurs centaines de milliers d'adhérents) mais sans plus aucune référence à la lutte de classe…

Il va nous falloir mettre le paquet pour redynamiser et resyndiquer le secteur privé. Il y a une réelle opportunité de syndicalisation auprès de structures de lutte (CNT, SUD) dans les secteurs les plus précarisés du salariat, d'autant plus qu'il n'y existe souvent aucun syndicat, il y est donc plus facile de s'y implanter.

Dans les grosses entreprises du privé ou dans le secteur public où les structures syndicales sont déjà légion, les anarchistes ont tout intérêt à entrer dans la structure syndicale la plus combative et la plus représentative du personnel pour pouvoir y peser. Cela suppose un mode de fonctionnement démocratique dans la section. Celui-ci dépend souvent de la qualité des militants de base qui y sont organisés, le syndicat n'étant rien d'autre que la forme d'organisation collective des travailleurs. Les anarchistes investis dans les confédérations représentatives vont devoir pousser plus que jamais les bureaucrates dans leur retranchement dans les mois à venir : ils nous doivent des comptes ! **P.**

1. http://www.oecd.org/dev/publication/cahiers/cahier13.pdf

2. http://fr.news.yahoo.com/030621/202/39sp4.html dépêche AFP

variations
sur une protestation avortée

« Tous ensemble, tous ensemble... »

« Qui se met en chemin et se trompe de route ne va pas où il veut, mais où le conduit la route. »

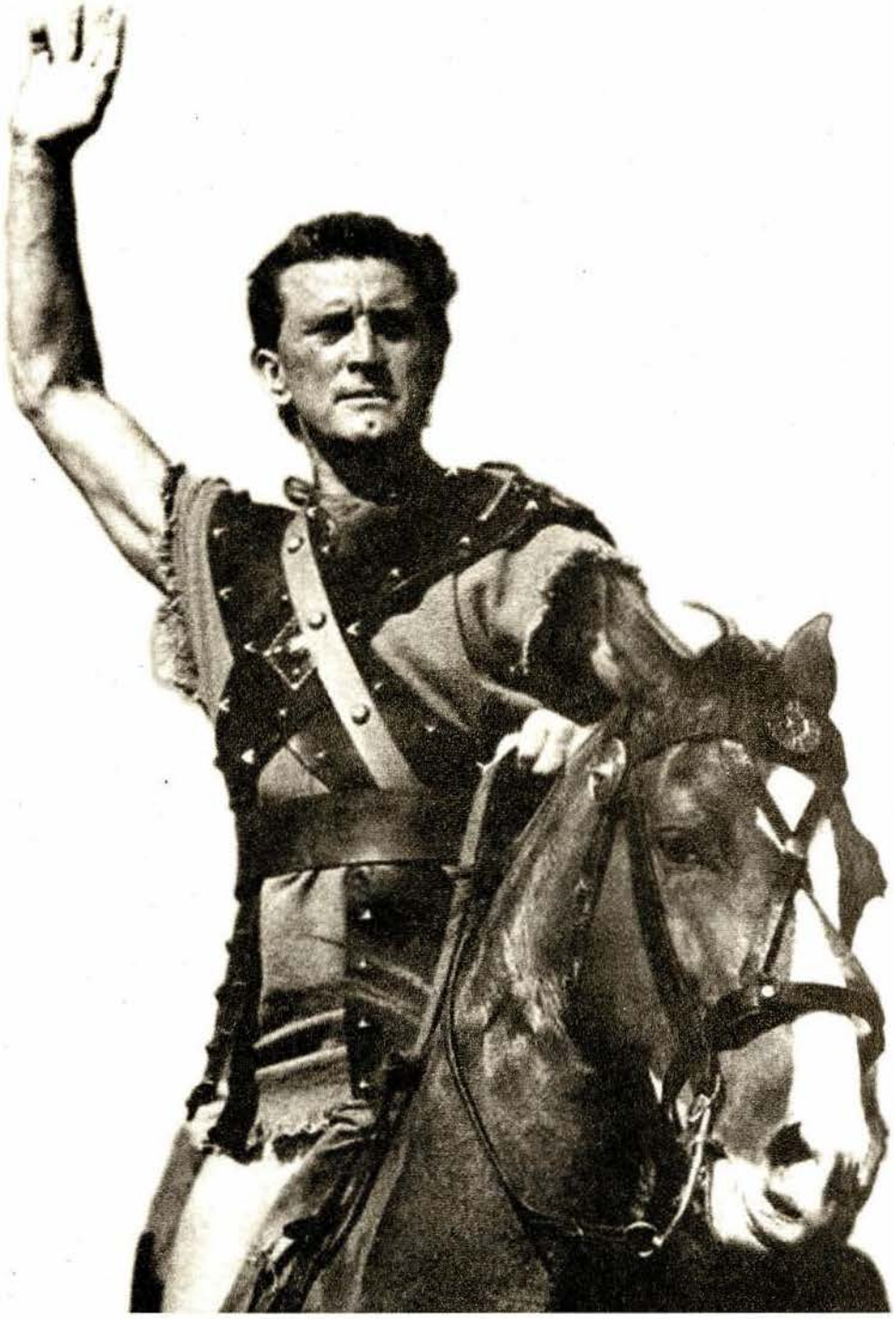
Errico Malatesta

Freddy Gomez

ON AURA TOUT VU et tout entendu en ce printemps : la sereine inconsistance d'un Thibault occuper les écrans de contrôle social d'un quelconque « 20-heures » en brandissant d'inaudibles menaces de grève reconductible ; les rodomontades obligées d'un Blondel jouant sans conviction et sans rire sa partition lamberto-keynésienne ; la pitoyable prestation d'un Chérèque faisant de son prompt ralliement à la contre-réforme des retraites la preuve ontologique du sauvetage du système par répartition ; les bredouillages d'Aschieri soutenant du bout de la langue ses ouailles en les mettant en garde contre le boycottage des sacro-saints examens ; les sempiternels usagers de leur triste survie se prendre pour d'héroïques otages ; les menteurs du social-libéralisme à la rose se rappeler à leurs électeurs de gauche ; les chiens de garde appointés du PPA (Parti de la presse et de l'argent) lécher la main de leurs maîtres ; les héroïques grévistes d'un jour s'imaginer que la grève conduirait à la victoire finale ; Besancenot défiler déguisé en facteur de base ; l'extrême gauche du capital clamer ses dernières certitudes ; de pacifiques anars se faire tabasser par quelques barbares du SO de la CGT. On aura tout vu et tout entendu, et de ce vacarme il restera d'abord ceci : la principale leçon de cet équivoque printemps, c'est qu'un mouvement social s'est trouvé méthodiquement conduit dans une impasse, et d'abord par des organisations syndicales transformées en tour-opérateurs de la contestation canalisée. De cortège en cortège, l'apparence du mouvement chassait le mouvement réel et les « damnés de la terre » usaient leurs semelles en serrant leurs poings. En somme, la manif ouvrait la rue, mais bouchait la perspective. Il suffisait d'attendre la suivante. Jusqu'à épuisement... Nous y sommes.

Pour être dans la ligne, il faudrait s'arrêter là, mais ce serait bien sûr trop simple. On pourrait, en effet, jouer les affranchis en plaçant l'épisode qui nous occupe en queue d'une longue série de trahisons bureaucratiques, la énième et la dernière en date, et se contenter de l'explication. En somme, c'était couru, parce que c'est toujours comme ça. L'avantage de l'assertion est certain : quand l'histoire se répète, les mêmes causes produisent les mêmes effets et, éternellement, la base – par définition, innocente – est victime de ses chefs. Admettons-le, pour être encore dans la ligne, même s'il n'est pas interdit de penser que la base, les bases plutôt ont souvent les dirigeants qu'elles méritent, et que cette dichotomie réductrice ne permet pas de comprendre une réalité autrement plus complexe, et probablement plus sombre.

À l'heure du bilan, on lit ici ou là que la CGT – entendons par là le premier cercle de son appareil – aurait refusé le combat frontal parce qu'elle aurait admis que, faute de pouvoir le contrôler, la défaite sur les retraites était préférable au risque de la généralisation d'un conflit social aux conséquences imprévisibles pour elle. Il fait peu de doute que, fantasme du débordement aidant, un tel calcul ait pesé dans la mise en place par la centrale de Thibault de ce dispositif de grève non-grève noyée dans la répétition de longues marches ponctuant davantage les progressives étapes de son extinction que les points forts d'un conflit réellement absent. Il n'en demeure pas moins que sa base – la seule qui comptait au demeurant, la seule qui faisait nombre aussi, si l'on



excepte les personnels de l'éducation – s'y plia sans enthousiasme, mais sans tróp rechigner, consciente au fond que la force de l'habitude suppléerait sans gloire à la capacité mobilisatrice de la lutte syndicale d'un jadis aboli. Elle aura marché pour la victoire jusqu'à la déroute finale.

Car le fait est là, incontournable: hormis quelques escarmouches, la base – entendons par là la base militante et non la consentante multitude –, cette base qu'un certain gauchisme (y compris libertaire) continue de déréaliser pour mieux la mythifier, n'a finalement opposé à ce nouvel épisode d'un massacre social planifié en haut lieu que ce qu'elle a pu trouver dans son pauvre havresac d'arpenteuse de bitume, quelques illusions de résistance et quelques poussières de radicalité. D'ici on ne lui jettera pas la pierre. Se battre est devenu si problématique que le moindre sursaut est désormais héroïque. « Aujourd'hui dans la rue, demain on continue » n'était en somme que l'expression d'un impossible désir.

Il y a en France deux salariats: un « salariat à droit de grève » et un « salariat sans droit de grève ». Le premier, affaibli mais encore vaillant, se regroupe autour des derniers bastions d'un secteur public d'abord mobilisé pour la légitime défense de ses acquis. Son « privilège » essentiel, assurément archaïque pour nos modernes adorateurs de la dérégulation, c'est de pouvoir peser encore dans le rapport de forces. Le second salariat, morcelé, individualisé, flexibilisé, précarisé, sous-syndicalisé, a perdu, lui, jusqu'au droit de se battre. S'il fait grève, désormais, c'est non en s'abstenant de travailler, mais en se gardant de trop râler contre un train qu'on attend, « par procuration », comme disent les gazettes, c'est-à-dire virtuellement, par public interposé, traînant les pieds mais humant, parfois même avec bonheur, un air chargé de revanche sociale. L'hiver 95 révéla ce paradoxe: plus la grève durait, plus ses « otages » en redemandaient. Sept ans plus tard, la leçon fut tirée. Méthodique, Fillon tapa où il fallait et se garda bien, contrairement à Juppé, de se payer d'abord les régimes spéciaux. On attendra. Et le piège fonctionna, sinon pleinement, du moins suffisamment pour que, abandonné à son triste sort, le « salariat sans droit de grève » n'eût pas même, cette fois-ci, l'illusion d'exister comme partenaire passif d'un mouvement d'ensemble. Le « salariat à droit de grève » ne le porta que sporadiquement, ce mouvement, malgré le bel entêtement de certains de ses acteurs, minoritaires avec constance.

Réduites à gesticuler pour faire accroire qu'elles s'opposeraient avec toute la détermination nécessaire à la contre-réforme sur les retraites, les bureaucraties syndicales cherchèrent obstinément, et ce dès le début de ce pseudo-conflit, une porte de sortie. Il fut un temps où on la leur aurait offerte sans barguigner, à charge pour elles de « suspendre » le mouvement en convainquant ses protagonistes que la partie était terminée et qu'il fallait retourner au chagrin. Le problème c'est que, cette fois-ci, il n'y avait pas grand-chose à suspendre, hormis le simulacre d'une bataille sociale non menée. Confortablement élu il y a un an – et d'abord par ceux-là mêmes qui, un an après, exigeaient sa clémence –, l'« antifasciste » et « anti-impérialiste » Chirac pouvait la jouer ferme et, par ministre interposé, leur donner l'estocade au nom des intérêts supérieurs de la nation et du marché universel. Le déshonneur se paye longtemps et à crédit.

Parler, dans ce contexte, de « trahison », c'est sans doute prendre le risque de se tromper d'époque, car, pour trahir un mouvement social, il faut d'abord le mettre en branle et l'amplifier. On ne trahit pas ce qui n'existe qu'à l'état de théâtre ou d'abstraction. S'il est une leçon à tirer de ce printemps, c'est bien celle-là: la trahison suppose la capacité de paralysie, et c'est précisément elle qui a manqué, contrairement à décembre 1995, non tant parce que les bureaucraties syndicales l'ont refusée, mais parce qu'elles ont été incapables de l'organiser. Le pragmatisme de la CGT indique d'abord cela. On est en droit de penser qu'elle eût préféré pouvoir l'organiser cette mythique grève générale pour mieux la

« Aucune protestation n'est en mesure de se passer aujourd'hui de la claire conscience de ce qu'elle veut et peut atteindre. Sur ce terrain, et celui-là seul, les anarchistes ont probablement un rôle à jouer, à condition de ne pas céder à la facilité, à la démagogie et au mythe. »

trahir à son heure, mais elle en est désormais incapable. Et elle le sait. Dorénavant, elle ne fait pas mieux que les randonneurs « altermondialistes ». Comme eux, elle conglomère des foules. Quant au reste, elle n'a plus qu'une très faible prise sur un champ social remarquablement dévasté.

Reste à tenter de comprendre ce qui s'est joué sur la scène de ce paradoxal printemps et d'en déceler quelques signes apparemment prometteurs. Quiconque a battu le pavé en ces jours de rituel social a pu sentir, par exemple, la charge de rancœur qui montait des cortèges, cette sourde envie d'en découdre qui chargeait l'air, une évidente combativité. Non qu'il faille, là encore, mythifier une base – encore très largement contrôlée par ses appareils et confiante en leurs capacités –, mais simplement constater qu'un authentique désir de résistance l'habitait. Cette résistance, les personnels de l'éducation nationale l'incarnèrent davantage et beaucoup moins symboliquement que d'autres. Les formes organisationnelles qu'ils donnèrent à leur mouvement, la dynamique qui le caractérisa, la volonté que manifestèrent les grévistes de l'élargir en sortant du cadre purement corporatif furent autant d'éléments d'une prise de conscience des enjeux réels du combat. Porté essentiellement par de jeunes profs dont c'était souvent le premier conflit sérieux, il sut, dans un premier temps, se passer des structures syndicales, puis s'en défier quand elles se mirent en branle, même si, in fine, il céda une fois de plus à cette illusion tenace qui veut que la base se batte et que les bureaucrates négocient. Avec les pitoyables résultats qu'on sait. Avec la rage au ventre quand la division règne et qu'elle annonce la fin de partie.

Au fond, tout porte à croire que ce printemps 2003 laissera une autre trace dans la longue mémoire des défaites ouvrières. Il aura prouvé en tout cas que le syndicalisme réformiste – dont la légitimité reposait pour une large part sur sa capacité de mobilisation – n'avait plus les moyens de ses ambitions. La seule perspective qui s'ouvre désormais à lui c'est, à l'exemple de la CFDT, de pousser sa mutation jusqu'à devenir un simple supplétif du système d'exploitation pour préserver au moins les intérêts particuliers de sa bureaucratie. Cette faillite n'ouvre pas mécaniquement l'espace, comme on pourrait le penser, à un syndicalisme clairement revendicatif, type SUD, ou résolument d'action directe, style CNT. Si, selon leurs forces, l'une et l'autre de ces organisations ont eu leur place dans le mouvement, elles n'ont à aucun moment pesé de fait sur le rapport de forces, se situant soit en position de suivisme critique par rapport aux syndicats traditionnels, soit en position purement incantatoire de mouche du coche. Derrière l'obligation d'optimisme qu'elles manifestèrent avec constance et naïveté tout au long de ce conflit se cache la confortable certitude véhiculée par un répétitif et très daté discours gauchiste : radicaliser les luttes et faire en sorte qu'on ne les trahisse point. Tant bien que mal, ce discours fonctionnait du temps que les citadelles ouvrière se mettaient en branle au signal convenu par les appareils.

Aujourd'hui que le « salarié sans droit de grève », tétanisé par le chômage et autodévalué, n'est capable, au mieux, que d'attendre que les autres se battent pour lui et que le « salarié à droit de grève » n'aspire qu'à défendre ses acquis, il tourne définitivement à vide. Car il s'obstine à croire en un prolétaire modèle, intégrable à son bréviaire et prêt à se battre, quand, depuis longtemps déjà, celui-ci s'est transmué en « usager » – des services publics ou des grèves – et que, le plus souvent, il se vit en « otage », non de sa propre exploitation, mais des perturbateurs qui dérèglent les horloges de sa survie. Cet esclave moderne, victime consentante ou passive, aucune organisation syndicale ne le trahira jamais, dès lors qu'il n'a même plus l'idée de résister à son malheur.

L'autre et dernière leçon de ce printemps, il serait peut-être bon de se l'appliquer *ad hominem* et d'admettre, ici, dans les colonnes du même *Monde libertaire* qui a vibré d'appels à une impossible grève générale, qu'aucune envolée lyrique ne brisera jamais la dure réalité des faits. Car ce n'est sûrement pas sur le terrain de la surenchère sans risque que la voix libertaire aura quelque chance de porter, un jour. Pour elle, il n'est que deux chemins possibles : celui de l'euphorie ou celui de la lucidité. Le premier est plus commode, c'est certain. Il cultive nos légitimes nostalgies et accable les autres de toutes les trahisons passées et à venir, sans s'interroger sur nos propres manquements. Le second, lui, est plus ardu. Il suppose de s'interroger sur le monde tel qu'il est devenu, de le rendre intelligible et d'en tirer quelques conclusions provisoires. Il en est une, désormais : cette grève introuvable que nous venons de vivre – et dont les derniers adeptes esseulés paieront au prix fort les pots cassés – indique, peut-être au-delà du nécessaire, qu'aucune protestation n'est en mesure de se passer aujourd'hui de la claire conscience de ce qu'elle veut et peut atteindre. Sur ce terrain, et celui-là seul, les anarchistes ont probablement un rôle à jouer, à condition de ne pas céder à la facilité, à la démagogie et au mythe. Cette triste époque ne permet plus les subterfuges. Il faudrait enfin l'admettre, car nous n'en sommes qu'au début. Non de la lutte finale, mais d'une catastrophe programmée.

F. G.

On vaulx mieux !

L'autogestion au quotidien

Village du livre « off » de Merlieux
Groupe Kropotkine de la FA

Samedi 27 septembre
Prix Ni dieu ni maître 2003
par Los Solidarios
Serge Utgé-Royo et Fred Alpi en concert

Dimanche 28 septembre
Salon du livre « off »
FA, CNT-Picardie, OCL et No pasaran.
Éditions Sansonnet, Ressouvenances, le Goût de l'être.
Débats :
– L'Algérie, avec Didier Daeninckx, Benoist Rey, Gérard Lorne, etc.
– La Confédération paysanne, avec José Bové (sous réserve).

De nombreux auteurs, dont Tardi, dédicaceront leurs livres.
Renseignements : 03 23 80 17 09.

Lancé dès le mois d'avril 2003, le collectif des personnels et des parents d'élèves de Vaulx-en-Velin, « On vaulx mieux », a été un élément incontournable des mobilisations de l'Éducation nationale sur la région lyonnaise, tout en présentant des formes de lutte d'inspiration libertaire : autogestion, démocratie et actions directes.

Face aux mauvais coups du gouvernement sur l'Éducation, convaincu que les ZEP (zone d'éducation prioritaire) se retrouveront en première ligne, et face à la timidité des grosses centrales syndicales à se lancer dans une bataille à la hauteur des enjeux, un petit groupe de militant(e)s (principalement issus de la CNT-éducation) a pris l'initiative d'appeler à la formation d'un collectif sur la base territoriale de Vaulx-en-Velin par-delà les appartenances syndicales et catégorielles, rassemblant syndiqués comme non-syndiqués et étant ouvert aux parents d'élèves.

Après plusieurs AG rassemblant entre 60 et 80 personnes, le collectif s'est lancé dans la rédaction d'un Livre blanc de l'éducation à Vaulx-en-Velin ayant pour but de dresser un état des lieux de nos problèmes et de faire émerger des demandes et des revendications. Le travail autour de ce Livre blanc a abouti à une journée « école morte » sur Vaulx-en-Velin, le 10 avril, où des dizaines de classes étaient fermées et où 75 % des enseignants des quatre collèges de la commune étaient en grève. Face au mépris et au refus de nous entendre des autorités, qui ne se sont pas déplacées à notre invitation, la colère montait et nous étions déterminés à nous lancer dans un mouvement de grève reconductible, dès le 6 mai, à la rentrée des vacances de printemps.

Le 6 mai, plus d'une quarantaine de personnes du collectif partaient en grève reconductible avant d'être rejointes par de nombreux collègues le 13 mai.

Au total, c'est entre 150 et 200 personnes qui ont participé au mouvement qui s'est poursuivi jusqu'au 19 juin. Lors des grosses journées d'action, c'est plus de 350 enseignants, sur les 500 que compte la commune de Vaulx-en-Velin qui étaient en grève.

Durant toute la lutte, le secteur de Vaulx a été le plus mobilisé et le plus actif de l'agglomération lyonnaise. Le collectif se trouvant souvent en tête de manifestation et sa médiatisation témoignent de cette réalité. De plus, les propositions du collectif dans les AG départementales ont souvent été reprises, et le collectif à joué un rôle central dans des opérations « coup de poing », comme le blocage ou l'occupation du rectorat.

En terme de fonctionnement, le collectif, qui s'est très rapidement confondu avec l'AG des grévistes de Vaulx, était structuré sur une AG quotidienne le matin de 9 à 11 heures où les décisions étaient prises. Nous avons tenté de faire tourner au maximum l'animation de ces AG où chacun avait un libre accès à la parole et pouvait faire les propositions qu'il souhaitait avant de les voir passées au vote. Chaque AG comportait un point info, un compte rendu des commissions, une discussion et un vote sur la reconduction de la grève décidée au quotidien.

Afin de préparer ces AG et de faire circuler l'information un GAG (Groupe d'animation de la grève) a été mis en place composé d'un(e) représentant(e) de chaque école et établissement de Vaulx. Il jouait en quelque sorte le rôle d'un secrétariat de coordination. Chaque AG mandatait à chaque fois une ou deux personnes différentes pour nous représenter aux AG départementales.

Afin d'organiser nos actions, plusieurs commissions ont donc été mises en place : une commission relation avec les parents, chargée d'élaborer des tracts et lettres à destination des parents, d'organiser des réunions d'infos avec eux ainsi que nos présences sur les marchés de la commune ; une commission animation afin de préparer une animation thématique lors de chaque apparition publique du collectif et, enfin, une commission élargissement de la lutte afin de tisser des liens interprofessionnels avec d'autres secteurs en lutte, en priorité sur Vaulx.

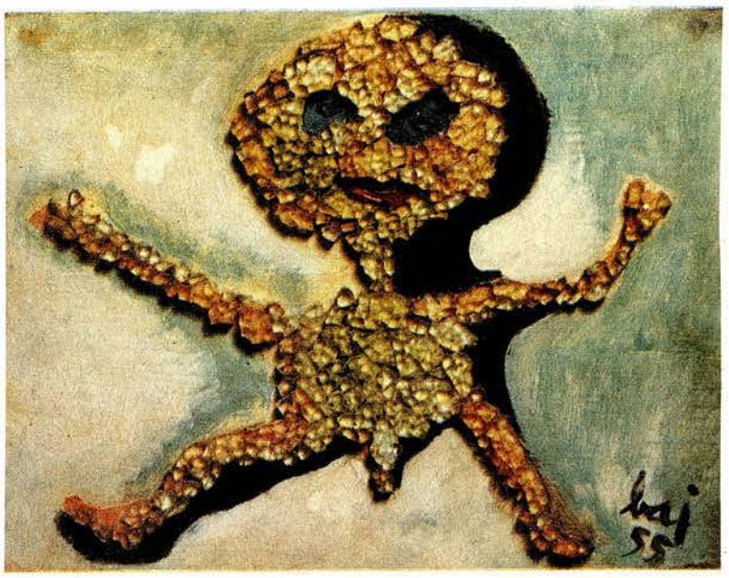
Dans cette dynamique, lorsque les communaux de Vaulx sont à leur tour partis en grève reconductible sur la question des retraites, nous avons investi ensemble durant une dizaine de jours le centre culturel de la ville transformé en véritable conseil de grève. En plus des AG, nous avons aussi mené plusieurs actions en commun, notamment dans la zone industrielle de la ville en direction des salariés du privé. À partir de ce moment, nous avons, dans chaque manifestation, défilé ensemble, personnel de l'Éducation et communaux, derrière une banderole « Vaulx-en-Velin en lutte ». Nous avons fait là l'expérience de la lutte et de la solidarité interprofessionnelle.

Cette organisation transversale des grévistes a permis de déborder les blocages des bureaucraties syndicales et de donner plus d'ampleur au mouvement. Elle a garanti l'unité de la lutte tout en permettant à chaque gréviste de s'approprier le mouvement en en étant pleinement acteur.

Quel que soit le résultat de notre mouvement en terme de revendications, nous avons déjà gagné en ce qui concerne la construction d'un réseau de lutte, autonome de toute logique bureaucratique ou politicienne et des logiques d'appareils, fondé sur des pratiques d'auto-organisation et qui ne demande qu'à redémarrer, tant la détermination est encore forte à vouloir promouvoir d'autres choix de société. Une AG de rentrée est déjà prévue !

David
groupe Kronstadt, FA Lyon, CNT-éducation, Vaulx-en-Velin

L'université en danger



Bambino, collage sur toile, Enrico Baj.

Claude Braud

La semaine la plus longue

L'École émancipée tiendra sa Semaine d'été du 8 au 18 juillet à Forcalquier.
L'École émancipée est une tendance intersyndicale rassemblant des militants engagés dans divers syndicats, voire non syndiqués, réunis par la volonté d'impulser un syndicalisme de lutte, démocratique et orienté vers le changement de société. L'Éé se définit comme anti-hiérarchique, anticapitaliste, antimilitariste et anticléricale.
***École émancipée*, c'est aussi une revue syndicale et pédagogique.**
Nous sommes persuadés que la convergence des différents courants émancipateurs est une nécessité pour permettre d'opposer une alternative à l'exploitation, aux dominations, aux oppressions. C'est pour cela que nous vous invitons à participer à la semaine de l'École émancipée. Nous serions heureux de votre présence dans nos débats.

L'Équipe responsable de l'Éé

La réforme des universités et la mise en place des nouveaux diplômes L (licence, bac + 3), M (master, bac + 5), D (doctorat, bac + 8), mises sur les rails par Allègre, poursuivies et expérimentées par Lang, vont se généraliser sous Ferry en même temps que l'autonomie des universités va être renforcée avec l'aval d'une majorité de présidents d'université.

Ce sont bien sûr d'abord les étudiants qui vont pâtir de ces réformes et, tout particulièrement, les étudiants issus des milieux populaires.

Rappel de l'architecture du LMD

Le LMD va se mettre en place progressivement pour remplacer les actuels sorties de cycle, à savoir bac + 2 (Deug), bac + 4 (maîtrise), bac + 5 (DEA ou DESS) qui, après une période transitoire, vont disparaître. Les grands perdants seront les étudiants qui connaissaient des difficultés pour obtenir un niveau de bac + 2 et qui devront affronter une année de plus s'ils veulent obtenir un titre universitaire; les plus pénalisés seront les jeunes qui, pour des raisons financières, hésitent à se lancer dans de longues études. En effet, le risque sera grand, quand on connaît le taux d'échec actuel à l'université, de voir une ou deux années n'être pas validées. Surtout, au moment où les MI-SE sont supprimés pour laisser la place aux assistants d'éducation. Les assistants d'éducation devront travailler 1 600 heures par an soit 35 à 41 heures par semaine selon qu'ils travailleront ou non durant les congés scolaires, pour un salaire équivalent au Smig, c'est-à-dire nettement inférieur à celui des MI-SE. Ces postes ne seront offerts en priorité aux étudiants boursiers qu'à aptitudes égales et, du reste, ils ne permettront pas aux étudiants de financer leurs études, soit qu'un emploi à temps plein, avec 35 ou 41 heures par semaine, sera de fait incompatible avec la poursuite d'études, soit qu'un emploi à mi-temps, rémunéré la moitié du Smig, ne permettra pas aux étudiants de vivre décemment.

Européanisation des cursus

Cette réforme a pour but d'harmoniser les diplômes européens, par exemple la licence s'obtiendra désormais avec 180 crédits « ECTS » (European Credit Transfer System)*, unité de compte européenne qui permettra de valider la réussite aux épreuves, le master vaudra 120 « crédits » de plus. Sous couvert de favoriser la mobilité des étudiants au niveau des pays européens en permettant par exemple d'additionner les crédits obtenus dans différentes universités françaises ou européennes, c'est la soumission des formations aux lois du marché par la préparation de la main-d'œuvre en fonction des besoins à l'échelle européenne qui est à l'ordre du jour. Toutes les universités françaises devront avoir adopté le LMD d'ici à la rentrée 2005, dans toutes les universités des équipes ont déjà élaboré leur plan de formation dans le cadre du LMD, certaines sont déjà opérationnelles.

Pour Bernard Belloc (Toulouse-I), vice-président de la CPU (conférence des présidents d'université) : « Potentiellement, c'est une révolution qui va faire craquer nos habitudes de partage des territoires et d'organisation de l'année. » Il s'agit surtout de la déréglementation généralisée qui met en cause le caractère national des diplômes et s'inscrit dans une logique de concurrence entre établissements, au moment même où intervient un deuxième volet de la réforme, le renforcement de l'autonomie des universités, fortement soutenu par les présidents des plus grosses universités et où les universités de moins de 15 000 étudiants sont clairement dans le collimateur.

Luc Ferry : « Nos universités sont souvent de petite taille – la moitié d'entre elles ne compte pas plus de 15 000 étudiants – et si la mise en commun des moyens permettait d'aboutir à une diminution de leur nombre, je ne m'y opposerais pas, bien au contraire. » La mutualisation des moyens et la rentabilité sont déjà les maîtres mots à l'université, il est

à craindre qu'une plus grande autonomie ne conduise à de graves dérives au travers de l'attribution d'un budget global et de la dévolution du patrimoine immobilier. Le risque est également grand de voir chaque fac se spécialiser en réduisant de fait l'offre de formation dans chaque université, les diplômes évoluant parallèlement en fonction du bassin d'emploi, donc des besoins du patronat, c'est la politique d'aménagement du territoire qui est gravement remise en question en renforçant le déséquilibre entre régions.

Absence de logique scientifique

L'université française est construite autour de disciplines scientifiques, les étudiants devant s'approprier une discipline à partir de laquelle ils élargissent leurs connaissances, or la logique de la réforme repose sur une architecture thématique, sans formation disciplinaire, qui est à l'œuvre dans de nombreux pays européens où la démocratisation de l'enseignement supérieur n'a jamais été véritablement engagée. Il ne s'agit donc que de renforcer l'aspect élitiste de l'université. En effet, les étudiants ayant des difficultés à s'approprier la cohérence générale des formations sont ceux qui aujourd'hui échouent dans notre système (déjà bien peu démocratique), qu'en sera-t-il lorsque les cours seront transformés en crédits capitalisables entre différentes universités, dans le cadre d'une formation qui sera davantage une addition de contenus isolés, et pas forcément complémentaires, et sans les moyens financiers nécessaires à la mobilité ? D'autre part, l'architecture des formations étant en Y, après un tronc commun laissé à l'initiative de chaque université, les voies se sépareront entre formation « recherche » ou « professionnalisante ». Certaines licences donneront accès à un master « recherche » menant au doctorat; d'autres licences auront pour seule fonction de mener directement à la vie professionnelle, éventuellement ouvrant vers un master professionnalisant, mais interdisant de fait l'entrée à un master « recherche ». Les parcours de certains étudiants issus de milieux plus défavorisés risquent d'être fortement influencés par des choix de rentabilité, diminuant ainsi leurs chances de s'engager dans un doctorat. La réforme induit des choix de filières de plus en plus irréversibles, faisant ainsi porter la responsabilité de ce choix aux individus.

Par ailleurs, la question des DUT et des BTS n'est pas encore tout à fait tranchée, et c'est encore les enfants des classes les plus défavorisées qui peuvent être pénalisés.

Mobilisation à La Rochelle

C'est dans ce contexte de libéralisation du système qu'est intervenue la réforme Fillon sur les retraites, ce qui a conduit à de fortes mobilisations dans l'enseignement supérieur : Montpellier, Perpignan, Toulouse, Rennes, Caen, Le Havre, Jussieu, etc.

Après avoir rappelé le contenu des réformes, il faut maintenant faire un rapide état des lieux dans notre petite université, 6 500 étudiants, largement au-dessous de la barre des 15 000 fixée par le ministre. Paradoxalement, si l'ensemble de ces réformes avait suscité, dès octobre 2002, quelques discussions dans les UFR (unités de formation et de recherche) et à l'IUT, alimenté les débats dans les (rares !) réunions syndicales, elles n'avaient débouché sur aucune mobilisation, pas plus que la suppression du statut d'étudiants-surveillants (disparition des MI-SE) ; c'est plutôt la question des retraites et la contagion du mouvement fort dans le premier et le second degré à La Rochelle et en Charente-Maritime qui ont abouti à une réelle mais marginale prise de conscience. Les temps forts du mouvement ont été peu (pas) suivis avant le 13 mai, où des personnels enseignants et non enseignants ont rejoint la grève. Les AG se sont succédé à l'université, parallèlement à la mobilisation dans les autres secteurs, les stagiaires de l'IUFM, en particulier, ont été un élément moteur de cette mobilisation, la réforme des IUFM, remettant en question l'avenir même de la formation des enseignants. Dès lors, quelques étudiants, syndiqués ou non, se sont organisés et ont pris en charge, dans le cadre d'un comité de grève avec les personnels grévistes, l'organisation de la mobilisation à l'université. Pour dire vrai, le mouvement est resté très minoritaire, environ 500 étudiants et une centaine de personnels, les participations aux AG et aux manifs ainsi qu'aux coordinations ont été régulières mais n'ont jamais permis une mobilisation massive, seuls les examens à l'UFR de lettres ont été repoussés d'une semaine et, bien que conscients des dangers qui guettent les universités, et la nôtre en particulier, tant les personnels que les étudiants ont repris les cours ou passé les examens début juin.

Cependant, une dynamique a été engagée, dont on espère qu'elle nous permettra de rebondir dès le mois de septembre lorsque la réforme sera à nouveau présentée (sans discussions sur le fond, a tenu à préciser Ferry) ; un comité de grève pourra être réactivé ainsi que les liens personnels-étudiants, malgré un certain désenchantement chez ces derniers après la manif du 25, et le refus des organisations syndicales d'appeler à la grève générale. Frustration largement partagée par tous les acteurs de la mobilisation, à La Rochelle et ailleurs.

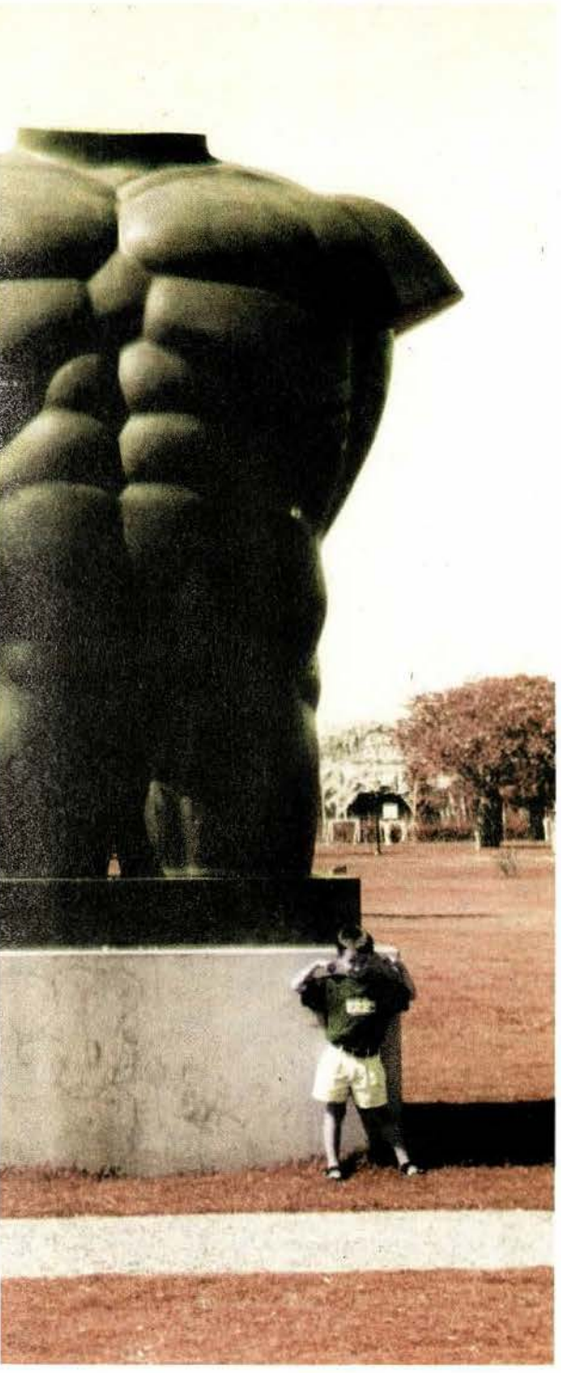
La question de l'enseignement supérieur et des formations post-bac sera en débat à la Semaine d'été de l'École émancipée à Forcalquier (04) cette année et fera l'objet d'une communication à la rentrée, faisant état de la réflexion de la tendance en la matière. **C. B.**

Claude Braud est militant de l'École émancipée de Charente-Maritime.

* Ce système n'existe encore en l'état dans aucun des pays européens, malgré l'accord conclu entre 29 pays au sommet de Bologne en 1998.

Botero

Je n
Elle
Nous



'aigris
s'aigrit
maigrissons

Spécial m'aigrir

Le terrorisme normatif contre les femmes

Claude Guillon

COMME à l'approche de chaque été, les couvertures des magazines chargés de diffuser les normes de la féminité recommandent de nouveaux régimes amaigrissants. Il s'agit pour les femmes de pouvoir se dénuder partiellement sur les plages sans faire injure au format corporel dominant. Dans le même temps, les publicités exhibant des pièces d'anatomie féminine (seins, fesses, etc.) se multiplient encore par rapport à la profusion habituelle. On voit des morceaux de femmes partout : sur les Abribus, dans le métro, sur le « mobilier urbain ».

J'illustrerai ici brièvement l'hypothèse que la fonction de répression et de contrôle idéologique des femmes de ces campagnes récurrentes est première, même si leur rôle d'incitation commerciale ne peut être nié.

Les industriels du prêt-à-porter, qui ne produisent pas pour une centaine de snobs fortunés, se sont d'ailleurs avisés récemment qu'ils s'adressaient à des femmes dont ils ignoraient les mensurations réelles, qu'ils ont entrepris d'évaluer par une enquête nationale. Les femmes sont aujourd'hui plus grandes, et leurs seins plus lourds qu'il y a trente ans. Le modèle dominant caricature la première donnée et ignore la seconde. Les mannequins sont recrutées, après casting mondial, parmi des filles présentant, d'un point de vue statistique, des anomalies physiques : longueur des jambes par rapport au tronc, notamment. Il s'agit de présenter à l'ensemble des adolescentes et des femmes un modèle que l'on sait hors d'atteinte.

Outre la presse féminine, une nouvelle production spécialisée dans le terrorisme normatif est apparue récemment : *Light, savoir maigrir*... Cette dernière revue publie par exemple un dossier sur « Les méthodes les plus efficaces pour vaincre la cellulite[1] » : liposuccion (chirurgie), lipotomie (injection de sérum physiologique et traitement aux ultrasons). L'article est illustré d'une part de photos en couleurs de jolies filles minces à la peau dorée, d'autre part de clichés hideux, flous et jaunâtres, qu'on dirait tirés des archives d'un camp d'épuration ethnique. Quelle impression peut retirer une femme « moyenne » d'une telle lecture ? Elle peut bien se priver de manger ou passer sur le billard, elle restera bedonnante et fripée, bien loin des lumineuses apparitions de la page d'à côté. Dans une livraison antérieure[2], le magazine publiait un article faussement mesuré, intitulé : « L'opération de la dernière chance : l'anneau gastrique. » Une femme y témoigne qu'elle a choisi cette opération, alors qu'elle sait que son obésité (réelle) était consécutive à un traumatisme (séparation d'avec ses parents à 11 ans). « Dès la première année, dit-elle, j'ai perdu 61 kg. Aujourd'hui, j'ai une pêche

d'enfer, un moral d'acier et j'ai décidé de fonder cette association pour conseiller les gens souhaitant ou s'étant fait opérer. [...] J'explique aux gens que la gastroplastie doit rester une aide et n'est pas une solution miracle. » Comment douter que pareille évocation fasse au moins rêver beaucoup de femmes, très éloignées de l'obésité, mais confrontées à l'échec (d'ailleurs annoncé) de tous les régimes? Croit-on que la crainte de la souffrance, d'effets indésirables ou de dépenses absurdes soit dissuasive? C'est sous-estimer l'effet du terrorisme normatif. Des milliers de jeunes Chinoises aisées se font opérer des jambes[3]. On coupe les tibias; on installe des broches métalliques et des écrous que l'on tourne; si tout se passe bien l'os se reconstitue. Au prix de six mois d'immobilisation, de risques très élevés de complications, et de 1150 euros, les patientes peuvent espérer gagner 10 cm. Dans les townships sud-africains, des centaines de femmes recourent à la ligature temporaire des mâchoires, effectuée par un dentiste, pour s'empêcher de manger, dans l'espoir (d'ailleurs déçu) de maigrir enfin[4].

Le modèle pornographique

Régimes amaigrissants et implants mammaires, on persuade les femmes qu'elles gagneront dans les tortures endurées un sauf-conduit érotique, comme on gagnait, par un pèlerinage, des indulgences pour le paradis. Si elles souffrent et modifient leurs corps, elles deviendront désirables comme elles le souhaitent, c'est-à-dire « pour elles-mêmes », dans la plus niaise et schizophrène des confusions romantiques. Il était logique que d'obscénité en obscénité, de nez en sein et de sein en croupe, ce terrorisme atteigne le sexe génital. Aux États-Unis se développe une chirurgie « esthétique » du sexe féminin: réduction des petites lèvres, rembourrage des grandes lèvres, liposuccion du mont de Vénus, recréation de l'hymen, lifting du capuchon du clitoris, et même « amplification » du point G au collagène[5]. Le chirurgien de Los Angeles qui a lancé la *Design Laser Vaginoplasty* explique que ses patientes fortunées viennent le trouver avec, comme modèle, des magazines pornographiques où les femmes ont des sexes de jeunes adolescentes, lèvres discrètes et glabres. Ce modèle infantile – que l'on peut interpréter comme une généralisation de l'érotisme pédophile, par ailleurs dénoncé jusqu'à l'obsession – puise aux sources des fabricants d'angoisse médicale: les lèvres développées étaient supposées trahir des habitudes masturbatoires. Aux États-Unis encore, ce modèle à la fois et contradictoirement esthétique, érotique et pudibond est imposé chaque année à « deux mille bébés de sexe féminin », dont le clitoris est jugé trop proéminent (connotations

mêlées: laideur et excès sexuel[6]). Il sera chirurgicalement amputé ou replié. La journaliste du *New York Times* Nathalie Angier, qui cite cette information, remarque que les États-Unis disposent bien d'une loi interdisant l'excision, mais seulement pour motif religieux... On voit quelle haine sauvage du corps et du sexe féminin se perpétue sous couvert d'érotisation laïque et marchande de la société.

Le corps marchand comme cadavre

Au XVI[e] siècle, des villes comme Arras s'entourent d'une ceinture de cadavres ou de morceaux de corps de supplicié(e)s, fixés sur des pieux ou accrochés aux arbres. Parmi les victimes, nombreuses sont les sorcières. Il s'agit le plus souvent de paysannes qui vaquent au lavoir, aux fours banaux, autour des puits et fontaines, connaissent la médecine des plantes et assistent les femmes en couches... heurtant ainsi le pouvoir ecclésiastique. Cadavres ou quartiers de cadavres sont autant d'enseignes de l'ordre: « Baliser les frontières de restes humains permet notamment de se rassurer en dominant une zone de danger, en montrant aux arrivants que la justice est efficace [...]. Les détenteurs de l'autorité produisent donc une image de l'autre, de l'étranger à la ville, du non-domicilié qui souffre dans sa chair pour avoir transgressé des commandements ou des valeurs sociales fondamentales, sens du travail, obéissance, orthodoxie religieuse en particulier. »[7] Il me semble que l'on peut estimer pareillement que le système du terrorisme normatif impose une image de la Femme – d'abord aux femmes elles-mêmes – en suspendant en tous lieux (ville et campagne) des représentations féminines du corps érotique, dont on a vu que l'effet, outre l'enrichissement des fabricants de sous-vêtements, est un délire hystérique d'auto-agression, de mutation et de mutilation. Affranchi des pudibonderies religieuses, le capitalisme a su travestir une ancestrale peur des femmes en culte marchand. Les superbes photos des campagnes de la marque de lingerie Aubade ne sont pas supposées faire vomir, mais bander. Elles ont pourtant la même fonction – et le même effet – que des chairs en putréfaction: créer la peur, l'angoisse et la honte. Le système réussit le prodige que ce sont ensuite les victimes elles-mêmes qui s'affament jour après jour ou viennent réclamer qu'on les découpe au scalpel, en payant cher pour cela. Il manquait aux inquisiteurs le marketing et les mass média.

Je relève sous la plume d'un chirurgien esthétique, à propos de la « plastie mammaire d'augmentation », la formule suivante: « La rançon cicatricielle est minime. » Et pourquoi diable faudrait-il accepter de payer une « rançon », même minime, à de pareils voleurs de vie? Ne serait-il pas préférable de refuser la captation quotidienne de nos désirs (et de nos inhibitions) au profit de l'ordre social? Ce dernier sait, lui, quelle est la place de l'imaginaire érotique, du désir de plaire et de jouir, dans l'âme des humains cultivés. Il semble parfois que les révolutionnaires, eux, soit tentés de l'oublier. Or, pour imaginer pratiquement de nouveaux rapports passionnés, ce que Fourier appelait un *Nouveau Monde amoureux*, il importe pour nous d'avoir, comme l'esprit, le « corps critique ».

C.G.

1. *Savoir maigrir*, n° 7, novembre 2002.
2. *Savoir maigrir*, n° 3, juin 2002.
3. « La Folie des grandeurs », *Marie-Claire*, avril 2002; « Pour gravir l'échelle sociale, faites-vous couper les tibias! », *The Guardian* (Londres) reproduit in *Courrier international*, 20-26 juin 2002; *New York Times*, reproduit in *le Monde*, 12-13 mai 2002.
4. *Mail & Guardian* (Johannesburg), reproduit in *Courrier international*, 27 septembre au 3 octobre 2001.
5. « Ces femmes qui se font lifter le sexe », *Marie-Claire*, février 2003.
6. Nathalie Angier, *Femme! De la biologie à la psychologie, la féminité dans tous ses états*, Robert Lafont, 1999, pp. 100 et 104.
7. Robert Muchembled, *le Temps des supplices. De l'obéissance sous les rois absolus. XV[e]-XVII[e] siècle*, Armand Colin, 1992, pp. 120-121.

Toutes les agressions sociales actuelles font monter la moutarde au nez. Mais lutter contre, c'est comme la mayonnaise : ça ne monte pas toujours et ça épuise parfois aussi. L'été se prête au repos. Pour l'agrémenter, des compagnes et des compagnons partageant nos colères et nos rêves nous offrent le fruit de leur imagination littéraire. Merci à Jean-Pierre Levaray, à Cathy Ytak, à Pierre Autin-Grenier, à Jacques Vallet et à Yves Frémion !

Caterpillar

Jean-Pierre Levaray

MICHEL a le vin mauvais. Déjà qu'il boit, en plus il s'emporte souvent. Il vient d'être pris en flagrant délit par son chef d'équipe, dans le vestiaire, complètement ivre. C'est la fois de trop. Il a déjà eu de nombreux avertissements. Ses collègues ont vainement tenté de le raisonner, l'ont parfois caché lorsqu'il était particulièrement bourré, mais là, il est allé trop loin. C'est la lettre recommandée du directeur et la mise à pied avant le renvoi définitif, à la fin du mois.

Dans le coin cuisine de son petit appartement, ce soir, Michel est particulièrement énervé. Il va se retrouver au chômage, lui. Pourtant il a toujours fait son travail, il s'est levé tous les jours pour venir bosser.

Bon, d'accord, il buvait, et alors ?

Maintenant, assis seul à table, il lit et relit la lettre du directeur : « Le salaud ! » Michel boit pour se donner du cœur au ventre. Il boit des bières qui n'éteignent pas cette colère qui monte. Au contraire. « Qu'est-ce que c'est que ce directeur qui me fout dehors, il ne me connaît même pas ! Il ne m'a jamais vu travailler, alors qu'est-ce qu'il peut savoir ? Moi, je le fais mon boulot, alors que lui, planqué dans son bureau… »

Le directeur, il ne l'a vu qu'une fois, il n'y a pas très longtemps, lorsqu'il lui avait annoncé sa première mise à pied. Michel avait dit qu'il essaierait de ne plus boire. « À la bonne heure », avait dit le directeur avec, déjà, un air de se fiche de lui.

Les choses ne peuvent pas en rester là, Michel ne peut pas accepter d'être lourdé sans réagir. Il veut se venger.

Lorsqu'il n'y a plus de canettes de bière, Michel se sert un cognac, suivi d'un autre, puis il se dit que ça suffit. Il est bientôt minuit, il faut passer aux choses sérieuses.

Sortir, ça pourrait le dessaouler. En fait, ça semble pire. Michel sait qu'il est ivre mais ça n'a aucune importance, au contraire : l'alcool l'aide à mettre en œuvre son plan.

Michel prend sa mobylette, court à côté pour la faire démarrer et celle-ci répond comme à chaque fois. Il l'enfourche et, dans la nuit, prend le chemin connu – archiconnu – de l'usine.

Il n'y a presque personne sur la route et c'est tant mieux, parce que Michel ne s'arrête à aucun feu rouge, ni à aucun stop. C'est comme s'il était en mission. Le but qu'il s'est fixé est tout ce qui lui importe désormais.

Il s'approche, longeant maintenant l'immense mur d'enceinte de l'usine qui longe le boulevard industriel. Les panaches nauséabonds de fumées sont encore plus spectaculaires la nuit, menaçants dans l'éclairage orangé. Et puis, il y a le bruit de toutes ces machines, le ronronnement des turbines, le passage des produits dans les tuyauteries ou dans les godets, comme des cris de machines. Ce soir, il y a aussi comme un léger brouillard qui pique la gorge.

Michel passe devant l'entrée principale sans s'arrêter. Le gardien le connaît et le laisserait sans doute passer, mais il pourrait se demander ce qu'il vient faire ici, à cette heure. Il est peut-être ivre, Michel, mais il réfléchit quand même.

Il dépasse les grilles de l'entrée d'une cinquantaine de mètres et arrête enfin sa mobylette qu'il pose le long du mur, prenant soin d'y attacher son antivol. Geste machinal. Ensuite, il se dirige vers cette porte dérobée à laquelle plus personne ne pense.

C'est une vieille porte métallique, totalement rouillée, abandonnée, comme témoin d'un autre temps. Elle semble ne pas avoir servi depuis des années. Pourtant elle s'ouvre sans difficulté. Peut-être grince-t-elle, mais, avec le bruit des machines, ça ne s'entend pas.

Cette porte-là, ils sont peu à l'emprunter. Michel l'utilise lorsqu'il lui manque un paquet de clopes, un casse-croûte ou, surtout, quelque chose à boire. Il file par-là pour se rendre à la Sanac tout à côté. Ni vu ni connu. En franchissant la porte, Michel a une pensée fugace : c'est la dernière fois qu'il passe par-là.

Une fois dans l'usine, Michel se déplace dans les parties sombres pour ne pas être repéré. Mais qui le verrait ? Il n'y a quasiment personne dans l'usine, la nuit. Il n'y a que ceux des ateliers qui surveillent les machines, mais d'après ce qu'il en sait, ils sortent peu de leurs salles de contrôle, et surtout ils ne vont pas là où il se rend. Quant au rondier, ce serait vraiment de la malchance de tomber nez à nez avec lui, alors que l'usine est si vaste.

Même de nuit, même ivre, Michel s'avance sans difficulté dans cet endroit qu'il connaît comme sa poche. Ça fait quand même dix ans qu'il travaille ici. Il se dirige vers les grands hangars, là où on stocke les engrais.

Le hangar n° 4 paraît encore plus immense la nuit, lorsqu'il n'y a personne. L'éclairage des lampes au sodium donne au lieu un aspect irréel. Le bruit est spécial, sourd, pas du tout le même qu'en plein jour, c'est l'engrais qui continue à se déverser sur le tas au fond du hangar, comme une pluie de graviers. Ce n'est pas là où se rend Michel.

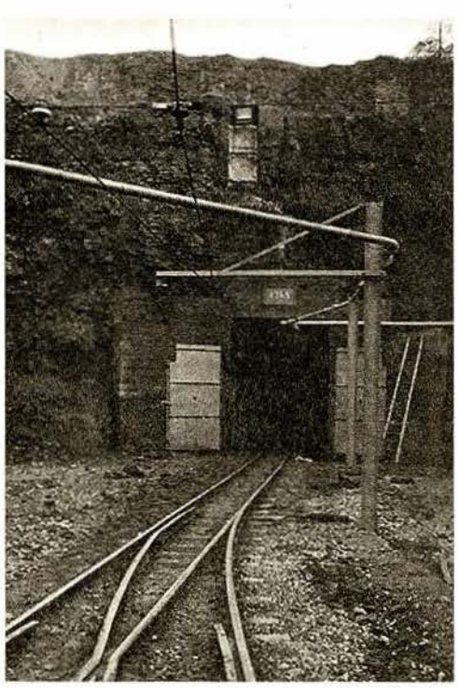
Il se dirige, en fait, vers l'endroit où sont garés les Klarks, les tracteurs, les camions et le Caterpillar. C'est ce dernier qu'il est venu chercher : ce chouleur, ce monstre gigantesque aux roues démesurées, qui avec un godet de trois mètres sert à transporter l'engrais par plusieurs tonnes à la fois d'un tas sur un autre, ou vers les ensacheuses pour la manutention.

C'est ça son boulot, à Michel : conducteur d'engins, et en particulier du Caterpillar. Des engins comme ça, il en a conduit des tas, et de toutes les tailles, mais le Caterpillar reste son préféré. Lorsqu'il est en haut, dans la cabine, aux commandes de ce monstre, il a un sentiment de puissance. Et on veut lui retirer ça !

Michel se hisse sur l'engin, ouvre la porte de la cabine et prend place sur le siège en skaï. La machine n'a pas de secret pour lui et Michel la démarre presque au quart de tour. Le moteur doit chauffer quelque temps, Michel en profite pour redescendre du véhicule et ouvrir en grand les portes du hangar. Lorsqu'il reprend place devant le volant, un gros nuage bleuté de fuel brûlé s'est répandu dans le bâtiment.

Le monstre métallique s'ébranle, et la longue route commence. Ça s'annonce bien, le réservoir est presque plein.

Michel ne prend pas le chemin de l'entrée principale. Ce serait une erreur, même si les barrières ne résisteraient pas : le gardien avertirait les flics. Non, Michel prend à travers le terrain vague, pour rejoindre la ligne SNCF qui traverse l'usine. L'engin est facilement repérable, par sa masse et son bruit, mais Michel préfère ne pas allumer les phares, du coup c'est plus compliqué de se déplacer, même si les quatre roues motrices autorisent de passer dans des chemins chaotiques comme celui qui est emprunté tout de suite. Michel s'aperçoit qu'il passe sur les ruines d'un ancien atelier, démonté il y a peu de temps : il y a des poutrelles de béton et de la ferraille à escalader. Ça passe quand même, mais Michel est secoué comme dans un manège de la foire Saint-Romain.



Arrivé sur la voie de chemin de fer, l'affaire est entendue, il n'y a qu'à la suivre jusqu'à la porte qui doit être restée ouverte. En plus, il n'y a pas de danger : aucun train ne manœuvre la nuit dans ce secteur.

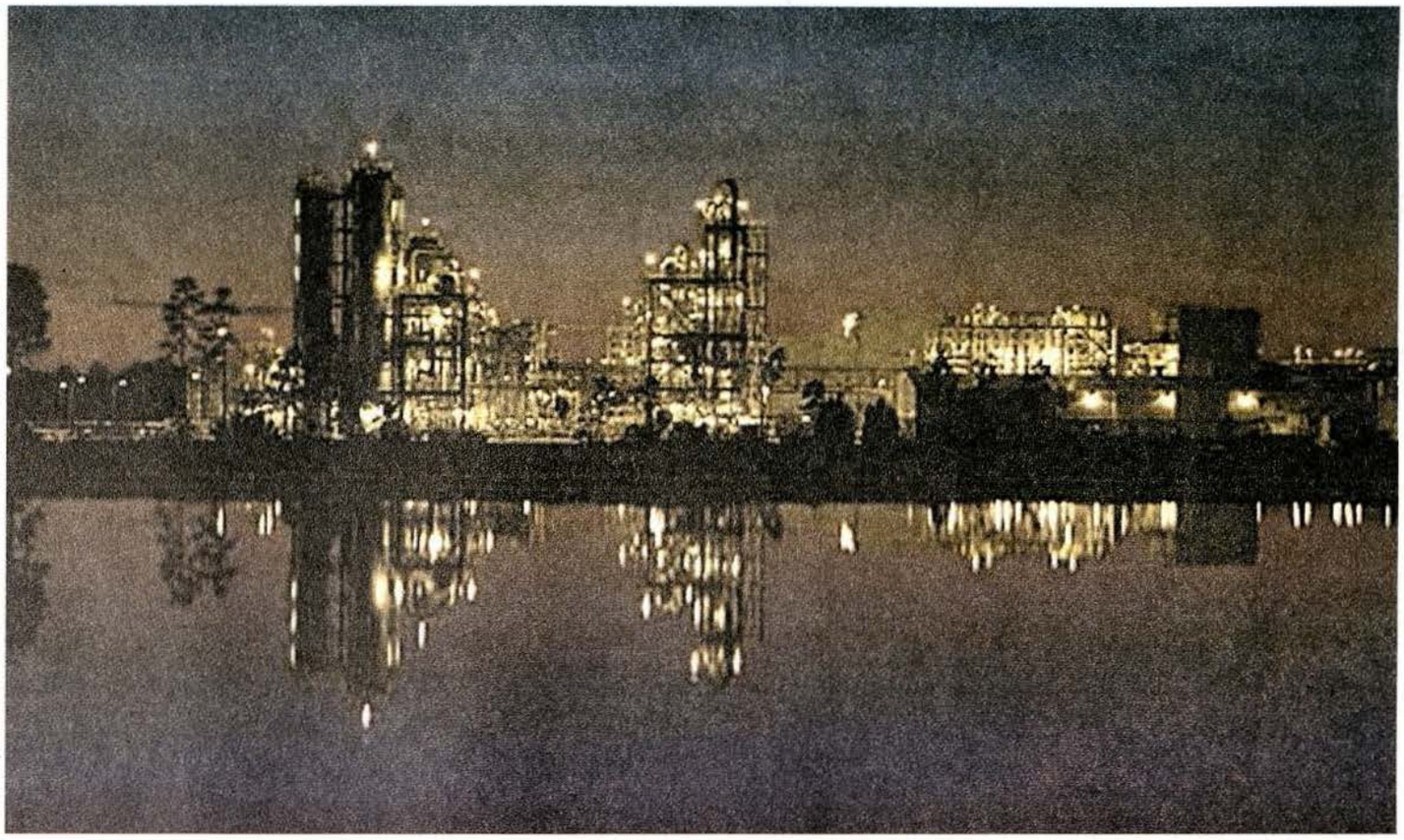
Michel avait raison, la porte sur les voies est restée ouverte : par ici la sortie.

Le chemin est simple. Michel quitte les rails et rejoint la route pour atteindre son but qui est, maintenant on peut vous le dire, la maison du directeur. Michel veut lui bousiller sa maison à grands coups de chouleur. Comme ça il comprendra peut-être.

Michel était passé un jour devant la maison du directeur, c'était Pierrot qui la lui avait montrée. Michel n'en était pas revenu. « Putain ! », avait-il laissé échapper. Il ne croyait pas qu'on pouvait vivre dans une telle maison. C'était autre chose que son meublé au-dessus du bar Le Balto. Une maison moderne – on sentait que l'architecte n'avait pas eu à s'inquiéter du coût – et un jardin immense où la présence d'un jardinier s'imposait. Peut-être y avait-il une bonne et un valet ? pensait Michel. Un monde comme il n'avait pu l'imaginer. Pour lui, c'était juste bon pour la télé, pas pour la vraie vie.

La maison du directeur se situe à une quinzaine de kilomètres de l'usine, sur les hauteurs de Rouen, avec vue imprenable sur la vallée de la Seine, dans un secteur où cohabitent cadres supérieurs, juges, docteurs et autres notabilités. C'est là que Michel veut s'inviter et il y met les formes et les moyens.

Michel est particulièrement énervé ce soir, mais en même temps tout lui semble encore limpide. Il sait ce qu'il fait et il sait ce qu'il a à faire. Le Caterpillar continue sa route, plutôt lentement, toujours tous phares éteints sur les boulevards industriels. L'usine est vite dépassée, suivent les fantômes des bâtiments de l'ancien chantier naval fermé depuis des années, un nuage suffoquant d'un produit qu'une usine profite de la nuit pour délester, et cette vieille usine métallurgique, elle aussi fermée, dans laquelle Michel travaillait jadis. On appelle ça des friches industrielles. Pour Michel, les friches ça lui rappellent la campagne quand il était petit, pas des usines abandonnées.



Et puis c'est Rouen, Michel est moins sûr de lui. Il y a un peu de circulation, il faut faire plus attention. D'autre part, il faut traverser la Seine et il ne va jamais rive droite. C'est plus son monde. Michel engage son Caterpillar sur le pont Guillaume-le-Conquérant et il se retrouve au milieu, ça ne va pas. Des voitures le klaxonnent. « Vos gueules ! » Il faut que Michel se calme et il a du mal à y parvenir. Pourtant, il rejoint la droite et arrive au bout du pont sans encombre. C'est en prenant le boulevard qui contourne le centre ville, qu'il rate son tournant et percute, avec son godet, une voiture en stationnement. En manœuvrant en marche arrière, il percute une autre voiture garée. C'est le début d'une longue série.

Dégagé, le Caterpillar reprend sa route. Michel a chaud d'un seul coup. Rien ne va plus, rien n'est jamais simple. Michel rouspète tout seul dans sa cabine. Au feu rouge, il ne s'arrête pas, une voiture fait crisser ses pneus et évite le véhicule. Plus loin, une pute, encore en faction à cette heure avancée, semble interloquée de voir un tel camion en ville. Michel la voit et ça le fait rire.

C'est quand Michel doit quitter les grands axes pour monter vers les hauteurs de la ville que les choses se compliquent. Le Caterpillar tourne sur sa gauche et c'est là que Michel s'aperçoit que son plan n'était pas aussi précis qu'il le pensait. La rue est étroite et il y a des voitures garées tout du long. Michel arrête l'engin et réfléchit. De toute façon, maintenant, il ne peut plus faire machine arrière et c'est la seule route existante. La machine démarre de nouveau dans un bruit effrayant et la première voiture se voit en partie broyée sous les grosses roues. Le Caterpillar a du mal à avancer, mais Michel arrive à se dégager dans un bruit de moteur surchauffé. Des gens ouvrent volets et fenêtres et assistent interloqués au massacre des voitures. Il y en a qui sortent sur les trottoirs. L'engin continue son avancée et il y a une bonne dizaine de voitures détériorées. Des personnes essaient de se mettre devant l'engin pour l'arrêter, mais reculent au dernier moment lorsqu'ils voient que rien ne peut stopper ce monstre.

Ça ne va plus pour Michel, il sue à grosses gouttes. Il a comme un sentiment d'étouffement. Il ne va pas y arriver. En plus, tout le monde s'est mis contre lui. Et puis, voilà qu'au bout de la rue il voit les gyrophares de deux voitures de flics. Il voudrait reculer, mais c'est pareil : derrière, arrivent des voitures de police.

C'est le piège.

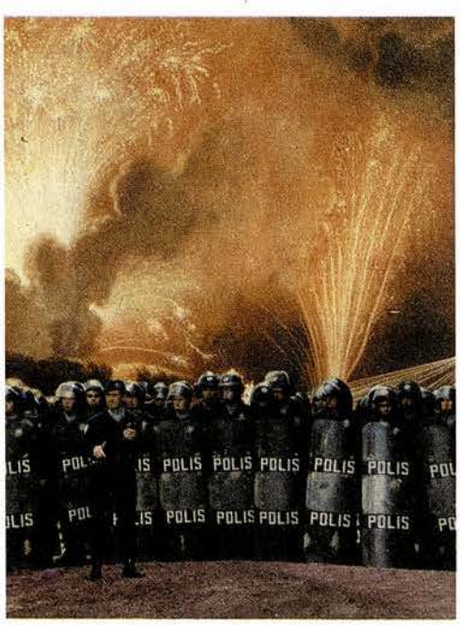
La respiration de Michel s'accélère. Il voudrait être ailleurs. Il ne sait plus quoi faire et continue à rouler. Des flics sortent de leurs voitures, l'un d'eux braque un phare éblouissant dans les yeux de Michel qui, d'un seul coup, ne voit plus rien. Il stoppe le Caterpillar. « Descendez de votre véhicule, les mains en l'air », crie l'un des flics. Michel n'entend rien dans le bruit du moteur et l'excitation, mais il se doute. Il ne veux pas entendre. Il n'est pas allé au bout de sa mission et n'a pas envie de perdre à tous les coups. Alors il continue son chemin, lentement, dans un bruit de plus en plus assourdissant.

C'est lorsque Michel atteint quasiment les voitures aux gyrophares hypnotiques qu'il est contraint d'arrêter tout : les flics ont sorti leurs armes et les braquent sur lui. Michel a encore un peu d'instinct de survie, il lève les bras. Les flics lui crient des mots mais Michel n'entend toujours pas. L'un d'eux s'approche du camion, grimpe sur le marchepied et tente d'ouvrir la portière. Michel ne veut pas que ça se termine ainsi : il y a une grosse clé à molette qui se trouve à sa droite, il s'en empare et menace le flic. Ce dernier saute du Caterpillar et recule. La bavure n'est pas loin. Les flics s'énervent, il y a de la tension de tous côtés, en plus la foule s'approche. Michel, retranché dans sa cabine ne peut plus rien faire, mais il ne veut pas se rendre. L'histoire ne peut pas s'arrêter de cette manière. Pourtant c'est comme ça qu'elle va se terminer.

Michel voit un flic sortir un objet d'une des voitures, il s'approche du Caterpillar et lance l'objet dans sa direction. Le pare-brise éclate en morceaux et la grenade laisse échapper un gaz blanc. Michel ne comprend pas tout de suite ce que c'est mais c'est insupportable, ses yeux le piquent, il ne peut plus respirer. Il est obligé de quitter son engin : il ouvre la porte, se jette dehors et tombe sur le trottoir. Les flics s'approchent, pointent leurs armes. Il est couché par terre et ne veut plus bouger. C'est la fin. Il a mal partout. Il pleure. Il voudrait mourir. Il voudrait être ailleurs, dans un autre monde. Les flics le tirent pour qu'il se relève. Il se laisse faire. C'est comme s'il n'était plus là. Ce n'est pas lui qu'ils emportent dans la voiture qui roule maintenant sirène en action. Michel a encore perdu et ce ne sont pas les mois de prison qui arrangeront sa vie. **J.-P. L.**

Cette nouvelle est extraite de *Classe fantôme*, à paraître en octobre aux éditions Le Reflet.

Du moral et des huîtres



Éric Coulaud, collage.

Recevoir un Grand Prix ne faisait pas partie de ses priorités. Le fric qui l'accompagnait, en revanche, ressemblait bien à un cadeau de Noël arrivant en plein cagnard d'été. Et comme elle ne croyait ni à Dieu ni au père Noël, force fut pour elle de constater qu'elle devait croire en sa bonne étoile (il y en a des millions dans le ciel et ça n'engage à rien d'en choisir une au hasard).

Le calcul était vite fait: de quoi payer le loyer. Et une douzaine d'huîtres en bonus, puisqu'il s'agissait d'un prix de bord de mer.

Et les huîtres, c'est bon pour la santé.

Son regard balaya l'en-tête gaufré et doré, et elle relut pour la énième fois la dernière phrase:

« Le prix ne sera remis qu'en présence physique du lauréat. Aucun représentant ne sera accepté. »

Y aller ou pas.

« Le prix sera remis lors d'une réception à la mairie, en présence du ministre de... »

Son esprit vagabonda un instant: ministre, ministre de, perle de culture, huître perlière, culture, cul.

On dit que les huîtres sont aphrodisiaques. Les ministres, non.

Celui-là était une ombre, à peine si l'on savait son nom. Il promenait sa silhouette d'une inauguration à l'autre, se fendant d'une intervention insipide aux journaux de 20 heures que le fracas des conflits en cours se chargeait d'effacer illico.

C'était une année étrange. Avant ce Grand Prix, il y avait eu une éclipse dans le ciel, quelques parties de jambes en l'air sur terre, le vol de son vélo, et le débordement de sa cuvette de chiotte.

Mais il n'y avait pas que sa cuvette qui débordait. Les hommes à l'étroit des casernes s'éjectaient avidement de cars blancs et bleus. Ils matraquaient les sans-papiers, les sans-abri, les sans-pognon, les sans-ceci et les sans-cela. Arrosaient de gaz lacrymogènes les artistes fauchés, et fauchaient Giuliani sur une place sans gènes, un jour d'été.

C'était une année étrange, tellement étrange que c'étaient peut-être deux années ou trois, ou dix ou cent. Enfin, c'était une année.

On dit que les huîtres, c'est bon pour le moral.

Mais les trains sont au taquet, sur les quais, comme de gros scarabées gris métallisés, sans climatisation interne, paralysés.

« Le prix ne sera remis qu'en présence physique... »

Pas de problème, Madame, on vous paiera l'avion.

Les avions sont cloués sur les tarmacs, comme des corbeaux apprivoisés auxquels on a brisé les ailes.

Pas de problème, Madame, on affrétera une voiture particulière avec chauffeur.

Les chauffeurs ne sont pas souvent syndiqués. Parfois, ils préfèrent même partir en congé éternel un peu avant l'heure de la retraite. C'est élégant et c'est économique.

La route est longue. Madame est bien installée?

Madame, recroquevillée au plus profond de la voiture, pense aux factures impayées.

Au bout du voyage, les banderoles de bienvenue s'agitent sous le vent. « La culture est en danger. » « Je ne veux pas bosser jusqu'à la mort. »

Fermer les yeux. Se concentrer sur le buffet, là-bas. Ne pas LES voir. Ne plus LES voir. Ils puent, ils braillent, ils lui ressemblent.

« Madame, madame... »

Il y a un air d'accordéon et un homme qui chante, avec une voix si haute et si perchée qu'elle en donne le vertige.

De l'autre côté descendent des colonnes d'oiseaux bleus, mauvais augure. Ils vérifient que leurs protège-tibias, protège-genoux, protège-bite-et-couilles sont bien attachés.

Elle ferme les yeux, se laisse guider. Pas touche au buffet avant le discours du ministre. Et le voilà qui arrive, entouré de trois têtes chercheuses qui balayent le paysage, à gauche, à droite, à gauche, à droite, à l'abri derrière leurs lunettes verre fumé.

Enfin, la fin du discours. Et le chèque dans les mains, et « Quelques mots, madame? »

D'accord, mais juste quelques-uns: J'ai faim.

Les sourires sont crispés et les huîtres ouvertes. Ne pas manger trop goulûment. Du pain beurré salé, du bon pain de seigle et du bon beurre salé. Autant qu'on veut, madame. C'est le Prix, le Prix qu'on paye pour vous, madame.

De l'autre côté, on crie.

Elle a une pensée émue pour son vélo volé (où peut-il être désormais), à son loyer, à ses jambes en l'air par terre, à l'éclipse, à ses chiottes qui débordent, à...

« La culture, la culte, la cul... »

C'est curieux comme l'air est étouffant dans cette cour en plein air, bourrée jusqu'à la gueule de courbettes et de faux culs amidonnés.

C'est étonnant.

Elle marche vers les manifestants, son chèque au fond de sa poche qui la rassure. Elle le froisse même un peu de contentement.

– Votre combat est juste, et c'est aussi le mien. Je préfère finalement ce côté-ci de la barrière.

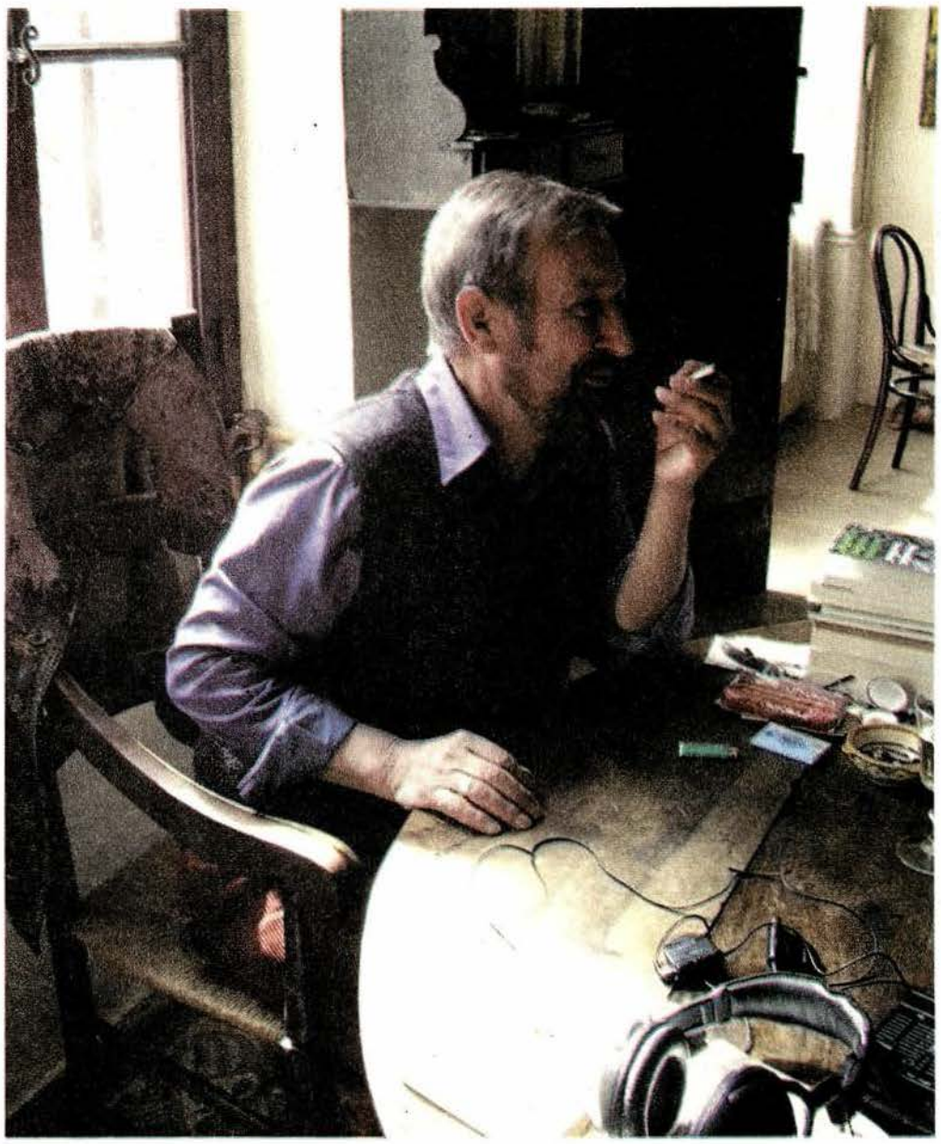
C'est ce qu'elle pourrait leur dire, mais elle a peur de puer le champagne, les huîtres et le bon pain, alors elle la ferme, un sourire niais sur les lèvres, celui qui s'affiche mécaniquement à la fin des repas trop copieux.

Lorsque les premiers gaz lacrymogènes éclaboussent la foule en colère, elle est en première ligne. Du bon côté. Elle se retrouve alors bousculée, chahutée, les yeux plein de larmes, le visage brûlant et rougi. Une brusque remontée d'acide gastrique et une pensée fugitive la traversent avant de l'étouffer: les huîtres, finalement, c'est un peu dur à digérer.

Cathy Ytak

Pierre Autin-Grenier

le refus de parvenir



Interviewé par l'équipe la Philanthropie de l'ouvrier charpentier de Radio libertaire, le romancier nous fait partager sa révolte tranquille.
« Par l'écriture, j'essaie de traduire ce que je n'accepte pas, de transcrire un certain refus et mes espérances aussi bien sûr. »

Radio libertaire: Tu es né à Lyon dans le 6e et…

Pierre Autin-Grenier: … comme j'étais déjà de trop alors on m'a mis de suite en nourrice, puis à la traîne chez les uns et les autres, enfin dans divers pensionnats. À 16 ans j'ai pris ma liberté, à 23 je me suis installé à Caromb près de Carpentras et me suis déclaré poète; nous étions encore pour ainsi dire en Mai 68! Trois semaines après, la gendarmerie est venue me voir pour savoir « ce que je faisais ». J'ai alors mis sur ma porte « écrivain » et j'ai ainsi changé de statut social et acquis une respectabilité!

Radio libertaire: Dans tes livres tu es assez violent sur Carpentras dont tu dis: « Dans cette contrée en cul-de-sac où je vis, quand vient la pluie il vaut mieux… se flinguer ».

Pierre Autin-Grenier: La mentalité a beaucoup évolué depuis quelques années et pas forcément dans le sens d'une ouverture extraordinaire. Les gens, ici, restent entre natifs du canton. L'esprit Front national imprègne la ville mieux qu'une répugnance. Cela dit, je n'ai jamais eu de problèmes personnellement et j'ai même ici quelques amis; on y achète mes livres… C'est comme partout, il existe cette révérence imbécile envers l'écrivain. Cela me met presque à l'écart. Jadis il y avait l'instituteur, le curé; aujourd'hui l'écrivain qui n'est rien du tout, qui ne gagne rien, est toujours traité avec déférence, c'est assez curieux.

Radio libertaire: Il y a dans tes livres une « chanson des mots ». On sent bien que lorsque tu écris une phrase il n'y a pas seulement les mots avec leur sens direct, mais il y a aussi une organisation entre les mots.

Pierre Autin-Grenier: Toute personne qui écrit procède sans doute de la même façon. Il faut faire entendre une musique, quelque chose, un petit style, un phrasé un peu particulier. Ce qui fait qu'à la lecture et malgré le fond un lecteur trouvera ça épatant, un autre insupportable.

Radio libertaire: Tu pars d'un thème, tu l'écris, tu vas reprendre, modifier pour avoir du son.

Pierre Autin-Grenier: J'écris beaucoup avec le dictionnaire. Je cherche tel mot qui m'amène à des synonymes lesquels m'amènent à d'autres synonymes, jusqu'à ce que je trouve la note que je veux. C'est presque une technique, un petit turbin. Il y aussi un plaisir qui doit, si possible, se sentir à la lecture. C'est un travail bête, en somme, avec le dictionnaire mais aussi un travail d'émotion, d'enthousiasme. Cela nécessite une atmosphère bien personnelle, voilà pourquoi il m'est très difficile de faire un texte sur commande.

Radio libertaire: Tes étincelles arrivent de partout, il y a une variété très, très large mais une très grande unité.

Pierre Autin-Grenier: Moi, j'ai l'impression que j'écris toujours la même chose! Mais je suis très content quand on me dit que c'est différent d'un livre à l'autre. Ce que je raconte, c'est d'où je viens, ce qui m'a fait, ce à quoi j'aspire, avec une toile de fond fondée sur le quotidien et une certaine révolte.

Radio libertaire: Après ces commentaires sur ton écriture, j'aimerais revenir à une approche plus idéologique, plus philosophique de tes textes. J'y ai lu ce qu'on appelle dans le milieu libertaire « le refus de parvenir ». Est-ce que cela faisait vraiment partie de ta réflexion?

Pierre Autin-Grenier: Ce n'est pas une prise de position délibérée, c'est un ressenti comme ça, un vécu. J'ai vu tellement de gens « parvenus »! Je reste étranger à tout sentiment d'ambition. Ce n'est pas un renoncement à tout, ce n'est pas non plus une modestie effrénée. Je trouve que l'ambition c'est déjà le pouvoir. Je ne me suis refusé à rien d'emblée, c'est un peu ma nature, aussi mon expérience de vie; ensuite, avançant en âge, ma réflexion a rejoint ce qu'on m'avait fait, ce que j'étais déjà en fait. Ce qu'on appelle « la réussite » me laisse dans une indifférence abyssale. On peut très bien réussir soi-même vis-à-vis de soi-même.

Radio libertaire: Certains critiques considèrent tes textes comme étant « noirs », « négatifs » portant au renoncement.

Pierre Autin-Grenier: Non, surtout pas au renoncement! Ce n'est pas ça. Qu'il y ait quelque pessimisme, c'est évident. Mais j'ai toujours entendu un pessimisme « combatif ». Je reste assez révolté pour ne pas me vautrer dans le renoncement. Des tas de choses me révulsent dans nos sociétés bourgeoises et capitalistes, mais, si je n'ai pas grandes possibilités pour faire avancer la situation, ce n'est pas pour cela que je les accepte ni que je m'y résigne. Dans certains cas, transgresser les lois est un devoir.

Radio libertaire: Dans tes deux premiers livres, la filiation libertaire était en filigrane. Dans le dernier, tu t'es laissé aller? Tu commences d'abord par une nouvelle sans équivoque *Un petit bout de chemin en compagnie d'Ascaso et de Durruti* et on retrouve assez régulièrement le terme « drapeau noir », le terme « anarchisme ».

Qu'est-ce qui t'a poussé aujourd'hui à marquer par des mots quelque chose qui était déjà dans le contenu des livres précédents?

Pierre Autin-Grenier: Dans *Je ne suis pas un héros* et dans *Toute une vie bien ratée*, l'esprit libertaire est moins apparent, c'est vrai, que dans *L'éternité est inutile* où j'ai d'ailleurs placé le texte sur Ascaso et Durruti en ouverture volontairement. *Je ne suis pas un héros* n'a trouvé que 639 lecteurs à sa parution. *Toute une vie bien ratée* a eu un succès d'estime avec 10000 exemplaires, une édition en folio et de nombreux articles de presse. La plupart de ces articles laissaient entendre que je fainéantais toute la journée sous un baldaquin, clope au bec et verre en main. Mon livre se résumait à ça. Épicurien qui se la coule douce, fume comme un pompier et vide verre sur verre. J'ai trouvé qu'il y avait là un relatif malentendu et j'ai ainsi voulu rectifier un peu le tir!

Écrivant *L'éternité est inutile*, je me suis très vite aperçu, au bout de deux ou trois textes, que j'avais une réaction comme inconsciente aux critiques et à la présentation qui avait été faite de *Toute une vie bien ratée*; je me suis alors laissé aller, appuyant parfois davantage sur le côté rebelle du narrateur. J'ai souhaité montrer ainsi l'aspect plus à vif des choses où il n'y a pas que l'andouillette et le vin blanc mais aussi une autre vision de la vie et un sens de la rébellion. Mes histoires ne peuvent quand même pas se résumer à un doux farniente et à un alcoolisme chronique!

Radio libertaire: Pourtant quand tu fais l'éloge de la paresse, c'est fondamentalement politique, non?

Pierre Autin-Grenier: Oui, si l'on veut. On peut d'ailleurs lire aussi *le Droit à la paresse* de Paul Lafargue, le gendre! Ou, mieux encore, *En vue d'un éloge à la paresse* de Georges Perros aux éditions Le Passeur.

Radio libertaire: Quel rapport entre la réalité de ce que tu vis et ce que tu écris?

Pierre Autin-Grenier: L'écriture, toujours, m'a apporté un certain équilibre. Elle m'aide à vivre, à régler certains problèmes. Quand j'écris, ça va mieux.

Je n'ai pas de temps vide. Je suis toujours frappé par les gens qui s'ennuient. Je suis étranger à l'ennui. Je peux rester des heures sur une chaise, à une terrasse de café, sans rien faire en apparence, mais je ne m'ennuierai jamais. Il n'y a pas de trou, de vide à combler. Je suis un homme qui vit l'instant, le moment; qu'il soit positif ou négatif. Je me projette très peu.

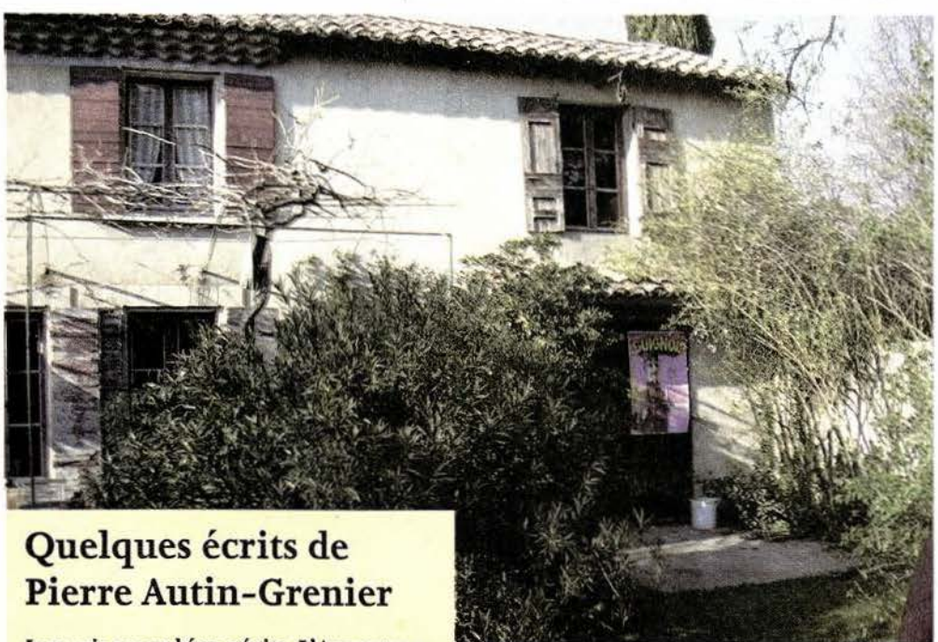
Radio libertaire: Certains de tes textes te permettent de partir?

Pierre Autin-Grenier: Non, non! ce n'est pas une fuite, une évasion. Par l'écriture, j'essaie de traduire ce que je n'accepte pas, de transcrire un certain refus et mes espérances aussi bien sûr. Par l'écriture, je dis: ça ne me va pas, ça m'empêche de vivre; voilà ce à quoi je rêve.

Radio libertaire: Et ton rapport à l'édition?

Pierre Autin-Grenier: Jusqu'à la trentaine je partageais en photocopiant mes textes pour une vingtaine de copains environ. Je n'ai jamais tellement pensé à la publication à tout prix, ça s'est fait presque par hasard et ça continue à se faire, voilà tout. Quand même, je me suis surpris ces temps- ci, me basant sur le livre précédent, qui a connu un relatif succès, et constatant que *L'éternité est inutile* n'a pas rencontré le même accueil, à me dire: où on en est, y'en a pas mille de plus?

Heureusement, je me suis vite ressaisi; quelle importance? me suis-je dit? Ne vaut-il pas mieux avoir 5000 *lecteurs* plutôt que 10000 acheteurs? Je ne cherche pas un succès public, médiatique. Il y a quelques années, je me disais: ce serait extraordinaire si j'avais 1500 vrais lecteurs; alors, aujourd'hui, les quelques amis connus et inconnus qui me lisent suffisent à mon bonheur. Et puis, si on passe un cap, ça entraîne des contraintes. S'il fallait aller faire la promotion ici ou là, j'avoue que j'irais peut-être une ou deux fois pour voir comment ça marche, mais je crois que ça me briserait très vite le moral et l'existence avec! Ne publiant finalement qu'un livre tous les quatre ou cinq ans, je crois que je suis bien à l'abri de tout cela, non?



À Caromb, la maison de Pierre. Sur la porte, Guignol.

Quelques écrits de Pierre Autin-Grenier

***Je ne suis pas un héros*, récits, L'Arpenteur, 1993, 125 pages, 10,67 euros;**
***Toute une vie bien ratée*, récits, L'Arpenteur, 1997, 170 pages, 12,50 euros;**
***Toute une vie bien ratée*, récits, Folio 3195, 2001, 124 pages, 3 euros;**
***L'éternité est inutile*, récits, L'Arpenteur, 2002, 170 pages, 12,50 euros.**
Disponibles à Publico.

Un petit bout de chemin en compagnie d'Ascaso et de Durruti

Pierre Autin-Grenier

MÊME au mitan de décembre au Mexique il fait toujours beau, et Durruti et Ascaso, pistolet Star au poing, à contre-jour soudain surgissent, il braquent la caisse et crient bien fort: « Haut les mains! » (en espagnol, bien sûr). Il y a aussi Gregorio Jover qui, d'un revers de manche, récupère vite fait le peu de ferraille resté sur le comptoir comme si les grosses coupures, déjà dans le sac, ne suffisaient pas. « C'est pour faire l'appoint! » il dit en rigolant, pour décrisper Durruti et Ascaso tandis que leur guimbarde pourrie démarre en crachant ses poumons et les emporte tous les trois vers un joyeux Noël pour le journal du syndicat et des panoplies de Robin des Bois pour les petits morveux des favelas. Nous sommes en 1925, un peu comme aujourd'hui: à Paris, Fréhel – la Reine des apaches! – chante *Du gris*, et déjà Buenaventura Durruti, le rebelle, est mon ami.

Quand il m'arrive (pas souvent) de pousser la porte de la Banque populaire Provence & Corse, alors, c'est plus fort que moi, toujours je pense à Durruti et à son pistolet magique. Dans ma tête je crie bien fort: « *Manos arriba!* » Mais parce que rien de ce qui m'est naturel ne peut apparaître comme vraiment très dangereux, les paniquards de derrière les guichets, ne reniflant que dalle de louche là-dessous, du coup ne bronchent pas d'un cil et m'accueillent froidement tel n'importe quel quidam dont le compte depuis des lustres est dans les choux. Ainsi je reste planté au beau milieu de la banque, l'air un peu triste avec mon pistolet tirant à blanc dans ma tête et, oubliant tout à fait d'être odieux, je m'entends demander poliment au charançon de service s'il ne voudrait pas, par hasard, me consentir une petite avance, juste pour tenir jusqu'à la prochaine paye et ne pas mourir de faim ni surtout crever de soif avant le trente du mois. Sûr, je reste trop modéré au milieu des furieux et ne manifeste hélas pas, dans mon quotidien, la même impatience révolutionnaire que mon ami Durruti.

J'écoute Fréhel chanter *la Gouine* en lavant la vaisselle et je me demande si j'aurais marché dans la combine quand, revenu à Paris, il veut trucider Alphonse XIII, Durruti... Vite affranchis des moindres méandres de l'affaire, les flics se jettent alors sur lui tels des bêtes fauves sur un steak-frites et, avec Francisco Ascaso, les voilà pour six mois embastillés ferme du côté de la Santé! Personnellement je me suis toujours assez bien débrouillé pour n'aller jamais en prison (du moins jusqu'à présent) et, croyez-moi sur parole, je ne pense pas que j'aurais pris semblable risque seulement pour éliminer de la planète un rejeton royal roulant carrosse officiel sur les Champs-Élysées; quand même l'intérêt du moment, aussi la satisfaction artistique qu'on pourrait légitimement retirer d'un tel acte créatif. Je lui dis ça à Buenaventura en rigolant et que décidément, non! jouer les Ravaillac de nos jours ne suffit plus; nous ne sommes plus en vingt-sept, mon vieux! Il pique une athlétique colère dans la cuisine Durruti, Fréhel fait couic! Je casse deux assiettes et trois verres à pied dans l'évier...

Une autre fois – parce que c'est toujours branle-bas et castagne avec lui –, il bondit à la tribune d'un meeting, à Figols, et harangue fiévreusement les mineurs catalans qui aussitôt se révoltent. Nous voici embarqués dans cinq rudes journées de combats, d'une rue l'autre, chausse-trappes et barricades; attention les yeux! Fusillades entre gardes civils et ouvriers auxquels se sont joints des soldats retournés par Buenaventura; proclamation, entre deux mitrailles, du communisme libertaire: abolition de la propriété privée et de l'argent. Ça canarde de toutes parts, nous sommes le 19 janvier 1932; on ne sait vraiment plus où on en est!... Moi, « Ce n'est qu'un début, continuons le combat! » je hurle avec les autres au milieu des pétarades et étincelles; mais quand même je m'inquiète de ce qu'ils vont penser les gratte-papier de la Banque populaire quand, retour de rêveries, je vais leur siffloter à l'oreille que l'indice CAC 40 n'existe plus et que, désormais, payer son loyer me paraît du dernier superflu... Sans compter que, 32! 33! 34!,

Cette nouvelle est extraite de *L'éternité est inutile*, Pierre Autin-Grenier, L'Arpenteur, © Gallimard, 2002.

comme toujours Durruti se retrouve en cellule et moi bien seul, traînant savates à la traque d'un petit potage populaire. À l'Olympia, Fréhel de plus belle continue de chanter *Il n'est pas distingué*. C'est le triomphe du music-hall!

Drôle d'époque où toutes sortes de gens, parce que la misère est bonne conseillère, se précipitent au ventre des grands magasins et, de rayon en rayon, assouvissent leur fringale de saucisson à l'ail et d'œufs d'esturgeon en tube avec, parfois, quelques difficultés à ingurgiter sans faiblir une boîte de cassoulet froid qui fait ensuite dans l'estomac comme la chute brutale d'un pan de mur sur un terrain vague. C'est en plein printemps, l'apothéose du libre-service et les débuts d'application de la méthode Durruti. Parce que justement, et pas plus tard qu'hier au soir, ma copine me dit comme ça: « Est-ce que tu ne crois pas que, petit à petit et sans trop s'en apercevoir, on est en train de devenir pauvres pour de bon dans cette société truquée? »

D'abord un peu surpris, c'est en suite de cela que je me suis mis à lui parler de Durruti et aussi qu'on pourrait faire un petit bout de chemin avec lui. Parce que, tu comprends, on ne va pas attendre un improbable au-delà pour se branler bêtement avec les anges. Tout de suite, on a décidé de faire l'amour, remettant au prochain paragraphe la question de savoir ce qu'il adviendrait de nous et de Durruti si, d'aventure, la bourgeoisie et ses pitbulls venaient sérieusement à se rebiffer.

Précisément le prochain paragraphe commence assez mal. Si le style un tantinet anarchique de l'auteur n'est pas illico presto collé au poteau, celui de Durruti si et franco. Au bas des Ramblas, à Barcelone, on dresse à la hâte des barricades, Francisco Ascaso et Buenaventura sillonnent la ville à bord de camions de la CNT, ça sent la poudre, le peuple a rejoint ses postes de combat; les possédants, paniqués par la victoire du Front populaire et la menace libertaire, viennent partout de lâcher les loups. Il est cinq heures, le 19 juillet 36, le coup d'État a eu lieu, il faut défendre

Barcelone contre les militaires factieux. Ici, place d'Espagne, le régiment Montesa plie bagage face à la contre-offensive ouvrière. Un caporal alors harangue ses camarades qui retournent leurs armes et fusillent les officiers félons. Là, sur le *paseo* de Gracia, c'est le régiment de Santiago qui est contraint au repli sur le couvent des carmélites. Durruti dirige les combats place de Catalogne; nous sommes avec Ascaso qui coordonne la lutte de son état-major place d'Arco del Teatro. Partout les mutins cèdent du terrain, la foule envahit la caserne Pedralbes aussitôt rebaptisée Bakounine (vous dire si j'applaudis des deux mains!). Buenaventura donne l'assaut au central téléphonique. Sanglant corps à corps, des dizaines de camarades restent sur le pavé (dont Obregon, secrétaire des groupes anarchistes). À 16h30, des troupes loyalistes bombardent le QG des militaires, on me crie dans les oreilles que se constituent partout des comités de soldats et d'ouvriers; Barcelone, je veux le croire à ce moment-là, est en train de l'emporter sur les fascistes.

Elle bondit d'entre les draps, comme diable d'une boîte d'allumettes, à poil et faisant tournicoter sa petite culotte par-dessus tête, elle hurle: « Hourra! Hourra! Hourra! » Elle trépigne sur le lit en danseuse de flamenco tombée dans un cuveau bourguignon pour le foulage du pinot blanc. Elle croit que tout est fini, que Fréhel sur le pick-up radoteur peut à nouveau nous seriner *la Valse des costauds* et *la Java bleue* jusqu'à perpète. Stop! je crie en faisant crisser le saphir sur toute la largeur du microsillon: travelling arrière!... Résistent encore une poignée de factieux, certains retranchés dans le couvent des carmélites; « Qu'on y foute le feu! » Elle s'enflamme en pétroleuse avertie. C'est fait.

Mais quand il s'agit de déloger ceux de la caserne Atarazanas et qu'un groupe de francs-tireurs monte à l'assaut, alors une balle en plein front et Francisco Ascaso, au cœur brûlant de Barcelone, tombe sous le feu des franquistes. Il est fou, dites donc, Durruti! La douleur. Nous aussi, soudain drôlement abasourdis. Les yeux éraillés d'Ascaso une dernière fois nous regardent, on reste pantelants une seconde sur le rebord du lit, on saisit vite que dans le quotidien d'aujourd'hui on est cernés nous aussi. Face à cette marée humaine les franquistes, terrorisés, hissent le drapeau blanc.

Mais maintenant elle a compris: Saragosse est tombée, de nombreuses autres villes aussi et même Madrid est menacée.

Madrid que bien resiste
mamita mia
los bombardeos
De las bombas se rien
mamita mia
los Madrileños.

À force de rengaines sans cesse ressassées sur le pick-up rayé, parfois Fréhel nous ferait presque pleurer.

Elle passe à la va-vite sa petite culotte, enfile un polo et un jean crado, saute dans des mocassins flagadas: on s'en va prendre un remontant au café Les Marronniers, métro Hôtel-de-Ville, le cœur enveloppé de velours noir parce que tout d'un coup, bien qu'à la mi-juillet, il fait comme frisquet. En marchant elle dit: « Tu crois qu'on mourra sans avoir changé le monde? »

Elle aura donc toujours vingt ans, ma parole! Je lui dis le 20 novembre 36, à six heures du matin dans Madrid assiégée, la mort de Durruti. Fréhel, tu sais, est enterrée au cimetière des Chiens-Perdus; Durruti, je ne sais pas, je ne sais plus. Peut-être il est encore vivant.

Alors elle se penche vers moi et me glisse, mon amour, pour l'avenir un attentat dans la poche. On siffle nos deux cafés glacés et on part sans payer.

P. A.-G.

L'île aux chiens

Jacques Vallet

À la mémoire de René Clarac.

Tristan Moreau resta un long moment sur la terrasse à humer les effluves végétales qui montaient de la terre.

La nuit libérait des parfums capiteux.

Il avait retrouvé la chaleur lourde dès sa sortie de l'aéroport du Lamentin. L'enseigne lumineuse indiquait : 29 °C. Dans le taxi qui l'avait conduit à cet hôtel de Fort-de-France, il s'était ouvert tout entier au parfum de la Caraïbe, cette touffeur, cette moiteur, avec le fond musical des grenouilles.

Il avait simplement dit :

– J'aime beaucoup.

Et maintenant, face à la Savane, il buvait lentement un whisky glacé.

Tristan avait quitté l'île à l'âge de dix-sept ans. Il avait noté dans son carnet : « Partir, aller, quitter cette chaleur, cette moiteur où l'on s'enlise, se débat, où l'on s'enfonce dans la démission, le moindre faire, le désespoir. Ah, partir ! À n'importe quel prix ! »

Il avait vécu au Venezuela, puis au Pérou. D'abord de petits trafics. Vols de voitures, deal de cocaïne. Belle gueule, du bagout, il ne prenait rien au sérieux. La jeunesse ne se pose pas de problèmes : la vie est devant. Les filles aimaient son côté sportif de plage, le corps sec, nerveux. De plus, doté d'une force incroyable.

L'argent filait. Le milieu lui fit comprendre qu'il n'irait pas loin comme ça, Tristan rentra dans le rang. Devint homme de main d'un souteneur, et fit régner l'ordre parmi les filles qu'il recrutait, surveillait et punissait.

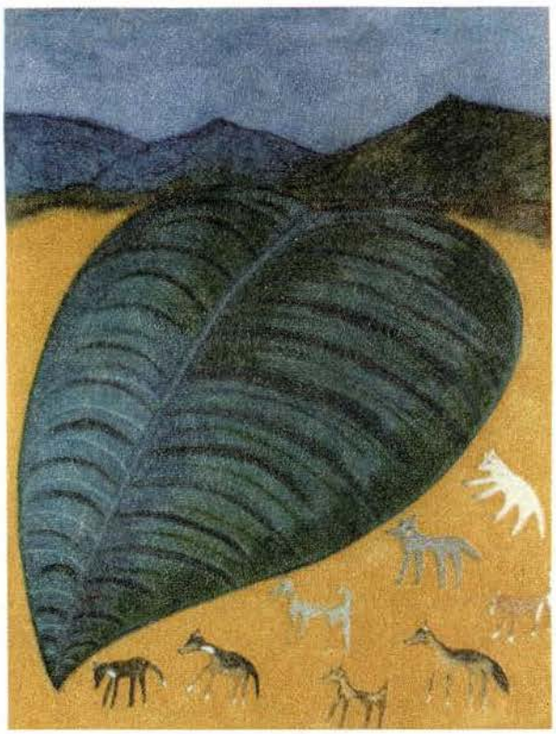
Une fois, cependant, il réussit à échapper à cet engrenage : avec Denise, une théâtreuse, qui l'entraîna à Quillabamba, au sud de Cusco. Dans la forêt. Ils prirent distance avec la société. Se séparant du superflu de la ville. S'installant en dehors. Vivant dans une baraque qu'il avait construite. Parenthèse heureuse, qui tourna au drame quand les gros bras du milieu retrouvèrent sa trace. Tristan et Denise réussirent à leur échapper avec une petite barque sur le fleuve qui conduisait à la frontière avec la Bolivie, hélas, la barque chavira et la jeune femme se noya.

Inconsolable, Tristan reprit une existence vagabonde et solitaire qui le mena au Brésil, dans le Mato Grosso.

Au Brésil, il s'échoua à Jupia, un minuscule village de pêcheurs sur le Rio Panama. Se saoula consciencieusement au Coin des pêcheurs avec du *pinga*, un méchant alcool de canne. Et, peu à peu, devint un de ces sans-le-sou qui s'enfoncent chaque jour davantage dans un coin paumé, sans espoir d'en sortir, et que les Indiens appellent *Blancs cassés*.

Pourquoi s'était-il à nouveau lié à la mafia locale ?

Il regarda sur le bord de la Savane une meute de chiens errants qui étaient affalés sous un arbre aux larges feuilles. Ils étaient tous d'une maigreur effroyable. Un grand chien jaune s'excitait sur une petite chienne impassible. Les autres fixaient la scène, accablés devant cette dépense d'énergie.



Nobuko Watanabe

Tristan Moreau se passa le mouchoir sur le front, la nuque.

– Oh! toujours chaud, gémit-il

Cette chaleur accablante et continuelle expliquait l'indolence des gens d'ici. Il savait qu'il ne pourrait dormir. Il décida d'aller faire un tour dans la ville. Demain, il irait se réfugier à Saint-Pierre dans la maison de Perle, la vieille servante noire qui l'avait élevé. Là, il serait à l'abri.

Il venait de faire une grosse connerie, et maintenant les tueurs de Don Philippo le recherchaient partout.

Fort-de-France, rues étroites aux maisons basses. Complètement désertes la nuit. Seuls des chiens sans maître qui marchent, marchent, la langue pendante, à la recherche de nourriture. Il se souvenait: les Noirs détestaient les chiens, les battaient, les chassaient. Sous prétexte qu'au temps de l'esclavage les Blancs les lâchaient contre les fugitifs, les nègres marrons, quand ils se sauvaient vers les bois de la Montagne pour échapper au fouet, aux mutilations.

Un jour, enfant, il avait voulu intervenir en faveur d'une chienne noire, efflanquée, qui errait dans la rue, le museau flairant le sol. Elle allait déboucher plus bas sur la rue principale quand elle était tombée nez à nez avec une famille nègre. Le petit à la vue de l'animal poussa un hurlement de frayeur, la chienne fit un bond de surprise, le père la chassa à coup de pied... Il la vit traverser la rue la queue entre les jambes. Tristan avait dans la main un sandwich. Alors il alla à sa recherche. La rejoignit un peu plus loin, lui tendit le repas. Elle l'avait regardé avec de grands yeux étonnés, s'était approchée, avait flairé la nourriture... Mais brusquement, s'était sauvée, craignant un piège.

Tristan avait eu alors un accès de colère incontrôlable.

Il se dirigea vers la Rivière Madame. Passa devant une boutique funéraire dont l'enseigne le fit sourire: « Au coin du deuil ».

Noël approchait. Une vitrine affichait un hymne à Noël, déclinant tout l'alphabet: « Noël est Amour, Noël est Amitié, Noël est Accord. Noël est Bonté, Noël est Beauté, Noël est Bonheur. Noël est Cordialité, Noël est Chanson, Noël est Charité. Noël est Dévotion, Noël est Dévouement, Noël est Don de soi. Noël est Entente, Noël est Espérance, Noël est Échange. Noël est Ferveur, Noël est Famille, Noël est Fête, etc. » Tout y passait: Noël était miracle, nativité, offrande, pardon, recueillement... Mais aussi ivresse, kilo de boudins, orchestre endiablé, table garnie, week-end mouvementé, whisky, xérès, zouk et zeste de citron du ti-punch antillais.

Il eut hâte de retrouver Perle. Sa *da*. Elle préparait au moment des fêtes des liqueurs aux coloris extravagants. Des punchs aux quénettes, aux cerises, aux pruneaux, aux goyaves, aux fruits de la passion... Sa spécialité était une belle liqueur rose bonbon appelée Alexandra...

Peu avant son départ, elle avait voulu qu'il se marie. Elle avait préparé une mixture qu'elle appelait *mabi*. Faite avec le bois d'une liane.

– C'est bon pour l'*anmou*... C'est fait pour ça!

Elle avait éclaté de rire en présentant sa potion d'amour.

La vieille négresse habitait à l'entrée de Saint-Pierre, près de l'Anse Turin, la plage où avait vécu Gauguin. Au lieu-dit Le Trou. Une rue perpendiculaire à la route. La dernière maison avant la mer, une bâtisse aux murs de terre craquelée, bordée de grands cocotiers. Sous la garde de l'énorme masse de la montagne Pelée. Omniprésente et obsédante pour les habitants du nord.

Personne ne viendrait le dénicher là.

Le lendemain matin, Tristan Moreau prit un taxi et suivit la route qui longe la mer jusqu'à Saint-Pierre. Il surveillait l'éblouissante clarté bleue où ciel et mer se confondaient. Il pensa près de Bellefontaine au brusque effondrement de la falaise, un soir vers six heures. La route, complètement recouverte, avait été abandonnée. On n'avait même pas pris la peine de sonder l'éboulis, on avait reconstruit un tronçon à côté. Plus simple. Mais longtemps la rumeur avait couru de gens ensevelis dessous, dans leur voiture. Pourtant aucune disparition n'avait été signalée. *France-Antilles* avait quand même trouvé une victime en titrant: « Éboulement de la falaise de Bellefontaine, 1 mort. » Un ouvrier, qui partait prendre son poste de nuit à la Centrale électrique, n'avait pas pu passer, la route étant coupée. Alors il était rentré chez lui: sa femme était déjà au lit avec un amant, il l'avait tué. « C'est l'île aux cancans », pensa Tristan. (On surnomme la Martinique, l'île aux fleurs.) « Quelle petite nouvelle as-tu à me raconter aujourd'hui?

– Aujourd'hui, je n'en ai aucune, mais... »

Tristan devra rester discret. Sûr que le frère de Don Philippo fera fouiller toutes les îles de la Caraïbe pour le retrouver.

Depuis un an, il travaillait pour Don Philippo, un important trafiquant de drogues et d'armes. Il avait retrouvé là une famille, en quelque sorte. Don Philippo faisait régner sa loi sur toute la région, et Tristan était devenu un exécuteur redouté. D'une froideur effrayante, avec de brusques moments de violence. Il s'était retrouvé en ménage avec une jeune tapineuse, Marie-Dominique. Marie-Do. Il avait été chargé de faire un chantage sur sa petite fille. Avait enlevé l'enfant pendant trois semaines afin de la rendre « docile ». Puis, allez savoir, s'était pris de passion pour la gosse et pour la mère!

Bon Dieu, pourquoi s'était-il acharné sur le boss? Il n'arrivait pas à s'expliquer. Don Philippo avait juste manqué un peu de respect à Marie-Do. Tristan, blême, avait protesté. Don Philippo avait aussitôt sorti son pistolet en rigolant, visé la jeune femme, puis froidement tiré. Il avait simplement dit: « Tu as compris maintenant? C'est moi qui commande. »

Il y avait eu un flash dans la tête de Tristan.

Quand il avait vu Marie-Do à ses pieds la bouche ouverte, couverte de sang, il s'était jeté sur Don Philippo. Avait frappé à coups de poing, violemment. À la tête, dans le ventre. Très violemment. Il ne se contrôlait plus. Dans un état incroyable d'excitation. Il tapait comme un fou. Il avait renversé le boss sur le lit, s'était juché sur lui les mains autour du cou, avait serré fort. Le boss se débattait. Mais Tristan avait une force inouïe.

Au Carbet, juste avant Saint-Pierre, le taxi se trouva bloqué. Une pelleteuse municipale, avec à son bord un vieil employé aux cheveux blancs, et un car scolaire, où deux gamins sérieux comme des papes montaient la garde, suffisaient pour couper la circulation Et paralyser le nord de l'île. Une grande pancarte, avec des caractères fantaisistes, disait ouvertement leur mécontentement: « Messieurs de la Région, merci d'anéantir l'espoir et l'avenir du Nord-Caraïbe. Nous ne manquerons pas de nous en souvenir. » Tristan abandonna le taxi et continua la route à pied. Il se souvenait que c'était déjà comme ça quand il était enfant. Les têtes s'enflammaient vite et la ville

se retrouvait paralysée pour un oui pour un non. Tout était motif à blocage : la libération d'un prisonnier, le licenciement d'un employé, le treizième mois, l'alignement des salaires, le temps de travail… Parfois, on se fâchait à l'intérieur d'un même secteur d'activités, ceux de Fort-de-France contre ceux du Lamentin, de Trinité contre le Nord-Atlantique… Les Blancs dénonçaient la catastrophe pour l'économie de l'île.

Un de ses amis noir lui avait dit :

– J'en ai marre de la France. Je me sens « Amérique ». Je veux m'inscrire dans un lieu naturel qui est la Caraïbe. La Martinique doit se tourner vers ses voisins naturels, ses semblables : la Trinidad, la Dominique… Et les pays d'Amérique, le Canada. Qu'on nous donne une autre chance ! Il est temps de redistribuer les cartes.

À l'époque, Tristan s'en était allé.

Son cœur bondit en apercevant la vieille Perle qui somnolait assise sur une chaise devant sa maison. Elle le regarda avec un étonnement joyeux, et son visage ridé, qui semblait avoir traversé des siècles, s'éclaira.

– Je savais ta venue…

Vite, elle le fit entrer dans sa case pour lui annoncer que deux z'oreilles étaient arrivés ce matin à Saint-Pierre pour le voir.

– Tes amis m'ont dit qu'ils allaient rester en ville en t'attendant, que tu n'allais pas tarder…

– Quoi !

Tristan la regarda stupéfait.

À ce moment, on frappa à la porte.

– Les voilà, dit Perle amusée.

– Ah, merde, je file ! Je t'expliquerai. La petite cour est toujours ouverte sur la plage ?

– Toujou.

– Essaie de les retenir un instant dans le salon…

Avant de refermer le vieux portail en bois, il entendit la négresse leur dire :

– Asseyez-vous, Missieu Tristan va venir tout de suite !

Dehors, la clarté aveuglante le frappa. Il était neuf heures, le soleil déjà haut cognait. Il bondit sur le sable noir, où de minuscules crabes jaunes filaient dans tous les sens.

Comment l'avaient-ils retrouvé si vite ? Quand Don Philippo n'avait plus bougé, Tristan était redevenu très calme, comme si rien ne s'était passé. Il avait laissé le cadavre du boss sur le lit, était descendu tranquillement prévenir le chauffeur qui attendait dans la rue que Don Philippo resterait un moment avec Marie-Do.

– Il te demande de me conduire à l'aéroport.

Il avait pris le premier avion en partance, il était descendu à Kingstown. Et le soir même il quittait Saint-Vincent pour la Martinique.

« Qui a pu deviner que j'ai des attaches avec l'île, je n'en ai jamais parlé ? »

Tristan courait de toutes ses forces en longeant la mer gris bleu. Bon Dieu, que l'air était lourd ! Comme s'il avait subitement une tonne sur les épaules. Il n'avait pourtant que quarante-deux ans. « Je manque d'entraînement. »

En passant, devant les premières maisons du quartier du Mouillage, un berger allemand se mit à aboyer, il tirait furieux sur sa chaîne, mais celle-ci était si courte, qu'il ne pouvait faire que des bonds sur place, il s'étranglait de rage.

En se retournant, Tristan aperçut les deux tueurs qui s'élançaient à sa poursuite. Les reconnut. Des coriaces. La famille de Don Philippo avait bien fait les choses.

Tristan courait maladroitement sur le sable humide, il ressentit un point de côté. Les deux autres gagnaient du terrain.

Il aperçut le marché couvert sur sa droite. S'il pouvait l'atteindre, il aurait peut-être une chance de les semer.

Hors d'haleine, il pénétra sous la halle, et trouva enfin un peu de fraîcheur. Des petits marchands avaient installé des étals rudimentaires : trois caisses, un plateau chargé de légumes et de fruits *pays*. Avec une foule dense, colorée, bruyante. Toutes les senteurs tropicales lui revenaient : curry, cannelle, girofle, thym, fenugrec, paprika, cumin, roucou, bois d'Inde, etc.

Il eut du mal à se frayer un chemin au milieu de la cohue.

Une volumineuse marchande de poissons, jambes écartées, ricana de le voir si pressé. Le vieillissement était rapide dans l'île. Les jeunes beautés resplendissantes qui déambulaient dans les rues de Fort-de-France atteignaient vite cet embonpoint.

À cet instant, il sut qu'ils étaient sur ses talons. Essoufflé, il fit un dernier effort pour atteindre la sortie. Comment ont-ils su ?

– Évidemment, se dit-il quand il se retrouva en pleine lumière, ils ont fait parler la gosse. Je lui racontais les contes de la Pelée…

Elle était fascinée par les histoires de serpents. « Les premiers qui débarquèrent sur l'île au XVII[e] furent terrifiés par le nombre considérable de serpents qui couvraient le sol… » « Quelques jours avant l'explosion de la montagne, et la nuée ardente qui anéantit Saint-Pierre en trois minutes, la ville avait été envahie par les serpents qui quittaient ses pentes… »

Dans le lointain, le sommet brun-vert de la montagne Pelée se détachait sur un coin de ciel bleu ardent. « Sans aucun nuage autour, c'est rare », pensa-t-il.

Il n'entendit pas le coup de feu, mais sentit un poids terrible entre ses épaules, qui le plaqua sur le sable.

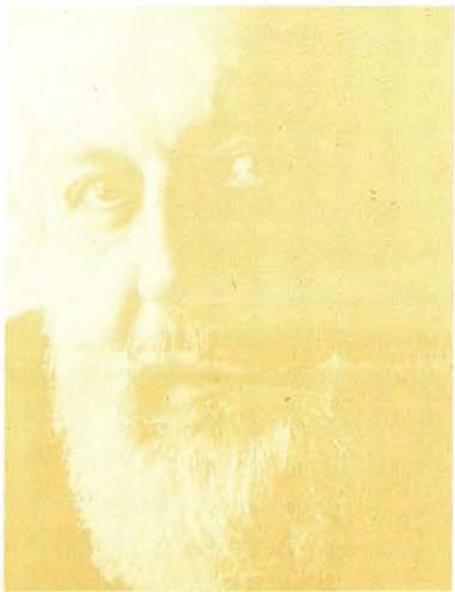
Le soleil lui brûlait la nuque, les épaules.

Il se retourna.

Un des types lui mit le canon de son Beretta dans la bouche.

Tristan eut encore le temps d'apercevoir autour du boucher qui découpait de grands morceaux de bidoche, des chiens faméliques qui attendaient patiemment en jetant des regards craintifs. Il sourit. « Cette île, on devrait l'appeler l'île aux chiens… »

J.V.



Jacques Vallet a publié sept romans dont *L'amour tarde à Dijon* aux éditions Baleine (Le Poulpe, 1997) et *Une coquille dans le placard* (2000), *Monsieur Chrysanthème* (2001) et *Ablibabli* (2003) aux éditions Zulma. Il a fondé la revue d'art et d'humeur *Le fou parle* (1977-1984). Pendant trois ans, il a animé, avec le peintre Christian Zeimert, une émission artistique sur Radio libertaire. Et participe régulièrement aux « Papous dans la tête » sur France culture.

Intox à la sous-préfecture de M...

Yves Frémion

Cette nouvelle appartient à la saga des « Rurales » en cours d'élaboration.

Y AVAIT D'ABORD EU cet article, plutôt bref, peu précis, dans les journaux du coin, un hebdo local et un quotidien régional. Grosso modo, on avait compris que prochainement le tribunal d'instance de notre sous-préfecture, M..., allait être supprimé. Ceci dans le cadre des récentes déclarations du ministre sur la réforme de la procédure d'instruction. À part les gens travaillant dans cette discipline, personne n'avait compris grand-chose.

C'était assez malin. Le ministre de l'époque, un socialiste nommé Haudeuroppe, voulait en effet réformer la procédure, pour qu'il y ait désormais trois juges d'instruction qui se concertent plutôt qu'un seul qui décidait de façon autoritaire, avec le cortège de bévues possibles: erreurs judiciaires, bavures, intérêt personnel, inimitié politique... Mais cette réforme n'était possible que dans les tribunaux de grande instance qui possédaient plusieurs chambres. Dans les cas où il n'y en avait qu'une, comme chez nous, il aurait fallu les tripler au moins pour que cela soit réalisable. Dans la tête du ministre, c'était bien ainsi qu'il l'entendait; il voulait développer les moyens de la justice dans les régions frappées par la désertification. À aucun moment, il n'avait songé à supprimer les petits tribunaux.

En revanche, quelqu'un y avait pensé pour lui. Ici, dans le coin. C'était l'omniprésent Braquedieu, le député du sud du département dont M... était la capitale. Dans son esprit toujours à l'affût avait germé l'idée diabolique. Aussitôt imaginée, il avait dicté à sa secrétaire l'information que nos journaux avaient reprise sans vergogne, sans vérification, sans hésitation. Une information transmise par le député tout-puissant ne se vérifie jamais. On passe, puis on publie ensuite des réactions opposées en droit de réponse si nécessaire, ça anime la vie locale. Que le susdit député soit l'ancien trésorier d'une milice dissoute à la suite de crimes et de délits répétés ne le rendait pas plus suspect, mais craint bien au contraire.

La malice de l'affaire, c'est que nulle part cette information n'était attribuée à Braquedieu. Son nom n'était même pas cité dans un premier temps. L'information apparaissait dans la presse comme le fruit du travail d'investigation des journalistes, alors que ceux-ci s'étaient contentés, le cul sur leur fauteuil, de recopier la note du député.

Donc, dès le lendemain, Braquedieu était passé à la phase deux de sa manœuvre. Prévenu avant tout le monde, et pour cause, il était apparu comme le premier à réagir à l'information dont il était l'auteur. Sous forme d'un communiqué, signé de son nom, le député s'indignait, à la suite de la rumeur annonçant la suppression du tribunal d'instance de M..., de ce nouveau mauvais coup du gouvernement socialiste. Encore une fois, « Paris » décidait, et les pauvres citoyens des petites villes rurales allaient payer le prix fort de ces décisions auxquelles leurs élus n'étaient pas associés. Il annonçait dans la foulée qu'il allait protester immédiatement auprès du ministre pour que ce dernier revienne sur sa décision insensée.

Il avait envoyé en même temps sa lettre à Haudeuroppe, dans laquelle il tempêtait sur le fait qu'une telle idée ait pu être élaborée dans le cabinet ministériel, sans consultation, que les élus locaux apprennent « par la presse » le mauvais coup qui se préparait.

Ces élus locaux étaient d'autant moins consultés sur ce sujet qu'il n'avait jamais été question de supprimer ledit tribunal. Les élus socialistes de la sous-préfecture de M... furent tout aussi indignés, et surtout le maire Larivière, qui était non seulement du même parti que le ministre, mais du même courant à l'intérieur du parti. Qu'on n'ait pas pensé à l'en informer avant tout le monde l'avait mis en fureur. Fureur décuplée de voir que son adversaire de toujours, Braquedieu, l'avait encore grillé sur ce coup-là.

Larivière décrocha son téléphone pour injurier son ami Haudeuroppe. C'est là qu'il apprit avec une stupeur que le ministre partagea, qu'il n'était pas question de supprimer le tribunal de M..., mais bien de l'agrandir. Comme il devait l'expliquer peu après aux juges et au président dudit tribunal et d'autres tribunaux de villes rurales, alertés par cette rumeur, le ministre était victime d'une campagne de dénigrement dont l'origine était à chercher dans l'opposition de droite.

– Pure calomnie! La réforme va permettre d'augmenter le nombre des juges et non de les diminuer, et de mieux décentraliser la justice, pas le contraire!

Larivière demanda à son ami Haudeuroppe de confirmer très vite, par écrit, la bonne nouvelle.

– Tu comprends, lui avait expliqué le maire, l'opposition fait un foin du diable avec cette histoire. C'est pain bénit pour elle. Si la rumeur ne capote pas tout de suite, nous allons avoir l'air minables de ne pas avoir soulevé le lièvre avant eux, ni d'avoir empêché ça.

– Je m'en occupe.

La lettre arriva deux jours plus tard. Deux jours mis à profit par Braquedieu, qui gonfla l'affaire avec un brio d'autant plus exemplaire que la presse n'avait pas grand-chose à se mettre sous la dent en ce moment. Le député la cajolait en l'inondant d'informations exclusives sur toutes sortes de sujets. Les journalistes lui rendaient bien sa complaisance: chaque jour ou chaque semaine, sa photo s'étalait de une à quatre fois par édition dans les pages des organes locaux.

Bien sûr, Larivière avait tenté de répliquer du tac au tac, démentant la rumeur, la ramenant à un pur fantasme de son adversaire. Mais allez convaincre sans amener la preuve de ce que vous avancez. Personne ne le crut. Quand le démenti du ministre arriva, le mal était fait, et la population ne crut pas vraiment au démenti. C'est en effet le fait du pouvoir de toujours démentir par avance ce qu'il s'apprête à réaliser. Le démenti ne faisait que confirmer qu'il y avait bien eu intention de démanteler le tribunal.

Braquedieu fit très fort: il réécrivit au ministre en lui demandant d'insister pour qu'il fournisse une réponse « définitive » aux habitants de M... Bien entendu, la presse reçut, avant le ministre, le double de cette lettre, montrant à quel point le député était aux côtés des citoyens pour conserver son tribunal à une ville de 22 000 habitants. Larivière ne savait plus comment endiguer le flot. Il publiait « mise au point définitive » sur « mise au point définitive » que, dès le lendemain, une perfidie nouvelle de Braquedieu venait remettre en question.

Ne pensons pas que le menu peuple de la bonne ville de M... se souciât plus que cela de maintenir un tribunal dont chacun de ses membres pouvait demain être victime: comme les prisons, les centrales nucléaires ou les usines de traitement des déchets toxiques, un tribunal n'est pas si bien vu dans le paysage. L'enjeu n'était pas là. Mais quand on voit disparaître les usines, les abattoirs, les administrations, les agences de banque et de nombreux commerces, toute amputation supplémentaire est perçue comme une nouvelle atteinte à l'équilibre socio-économique. Même ceux qui n'aimaient guère l'administration judiciaire savaient que la disparition du tribunal n'était pas une bonne chose pour la ville.

Pour Braquedieu, il s'agissait de bien leur faire comprendre que lui seul défendait correctement les intérêts des citoyens de la ville, agressés par le gouvernement, délaissés par leur maire, complice du pouvoir. Cela rassurait les notables, jouait sur les réflexes chauvins des gens du peuple qui se sentaient traités en ploucs par la capitale, pas même dignes d'avoir leur propre tribunal.

Un comble: il faudrait maintenant aller se faire condamner ailleurs, pas même sur place! Larivière était largué: toujours en retard d'une réaction, peu convaincant, semblant nier l'évidence, il ne faisait pas le poids.

Cela dura près de trois semaines.

Tous les jours, Braquedieu trouvait un nouveau prétexte pour reparler de cette affaire: inauguration, manifestation, réception, exposition, émission de TV, communiqué, etc. Son adversaire, irrité de son insistance sur un sujet à ses yeux réglé depuis le début, ne se défendait même plus.

Larivière avait alors publié une nouvelle lettre du ministre, réaffirmant fermement que le tribunal était maintenu, qu'il n'avait jamais été question de le fermer et qu'au contraire deux autres juges s'ajouteraient sans doute prochainement à celui qui était en place, et enfin s'indignant de la campagne de rumeurs. Le débat était clos.

Mais pas pour Braquedieu, qui se devait de porter l'estocade. Ce moment décisif, pour lequel il avait œuvré depuis plus d'un mois, arrivait enfin. Il fit taper un nouveau communiqué à sa secrétaire, en jubilant d'avance. La presse en fit ses choux gras.

« Victoire! », disait notamment ce texte, présenté encore comme un article et non un communiqué de l'intéressé. « Le gouvernement a reculé sous la pression des citoyens de M... Le tribunal est sauvé! L'acharnement du député Braquedieu a payé. Le projet du ministre de la Justice, qui avait pour conséquence, à terme, de priver désormais notre ville de son tribunal, avait soulevé une tempête de protestation. Jacques Braquedieu, qui n'a pas ménagé sa peine pour annuler cette décision, a donc gagné. Une lettre du ministre Haudeuroppe, que nous avons publiée dans notre précédent numéro, confirme que le tribunal ne sera pas démantelé comme prévu. Une bonne nouvelle pour tous les défenseurs de la qualité de vie dans notre région... » et gnagnagna et gnagnagna.

Le recul du ministre était patent.

Il ne restait plus au député Braquedieu qu'à chercher un nouveau bidonnage à monter pour le mois suivant. Il trouva vite. En février, les habitants de la région de M... apprirent que la municipalité socialiste s'apprêtait à vendre au privé l'équipement de loisirs de la « plage » aménagée le long de la rivière, une des fiertés des vieux habitants de la ville. C'était totalement faux, comme précédemment, mais il n'y eut personne, ni dans la presse, ni dans la population, pour le mettre en doute. C'était reparti pour un tour... **Y. F.**

Argentine
Autogestion

Occuper, résister et produire **est le bulletin bihebdomadaire édité par le MNER (Mouvement national d'entreprises récupérées) à Buenos Aires. Ouvert à toutes les entreprises récupérées par leurs salariés. Il est impossible, faute de place, de rendre compte de la diversité des motivations et des conditions qui ont abouti à la reprise en main de ces entreprises par leurs salariés. Voici l'entretien accordé par Hugo Cordoba et Alberto Villafruela, respectivement secrétaire et trésorier de la flambante coopérative.**

DANS LE QUARTIER de Monte Castro (Buenos Aires), six travailleurs se sont résolus à récupérer l'usine de mozzarella Luis del Valle Murua alors qu'elle était sur le point de fermer. L'entreprise, dans ses meilleurs moments, facturait 250000 dollars de marchandises par mois et employait 45 personnes. Mais sous la direction frauduleuse des derniers propriétaires, l'entreprise se surendetta et fonctionna avec un personnel restreint. Dans ces conditions, le dernier chapitre de cette entreprise créée en 1961 allait se terminer, les salariés se refusèrent à cette fin, se battirent, l'occupèrent et la transformèrent en une coopérative.

Aujourd'hui, ils se battent pour la réactiver de façon autogestionnaire.

Quels furent les rapports avec les propriétaires avant la faillite?

Ce fut terrible. Le plan de licenciement fut validé. Pensez qu'ici 45 personnes travaillaient, nous avions une gamme de fromages de première qualité, des clients à travers tout le pays. La marque Septimo Varon a toujours été synonyme de la plus haute qualité, plus de quarante ans de carrière et voyez où nous en sommes. Ce fut un désastre.

Les choses allaient mal, mais, lorsque le propriétaire fondateur mourut, ses enfants finirent de ruiner l'entreprise. Ce fut un gâchis total.

Les fournisseurs et les clients en général, dans leur grande majorité, avaient confiance en nous mais ne voulaient rien avoir à faire avec les patrons. Ces derniers avaient laissé un monceau de dettes. Et ceux qui faisaient toujours face, c'étaient nous autres. Les travailleurs ne mentent jamais, ni n'abusent personne.

Comment se fait-il que vous ayez décidé de former une coopérative?

Après tout le processus de licenciement et de faillite, les patrons partirent et nous six décidâmes d'occuper l'usine et de tenir comme on pouvait. Et c'est en discutant que nous avons décidé de nous constituer en coopérative de travail. Nous avions été roulés: le moins lésé a été volé d'un an et demi de salaires et de primes.

Quelles sont vos priorités?

Pour nous, elles sont de deux ordres. D'abord juridique, pour résoudre la partie légale, qui est assez compliquée. Et l'autre point fondamental, c'est le capital de travail. Cette usine a besoin de 30000 ou 40000 pesos pour récupérer tous les postes de travail (45) et en créer un peu plus aussi. Et ce serait une priorité, par exemple, que l'on impose un impôt sur le PIB ou le secteur le plus riche de la société pour financer les usines récupérées qui furent abandonnées par les patrons et qu'aujourd'hui les ouvriers dirigent.

Pourquoi croyez-vous que le gouvernement ne donne pas de suites aux réclamations des entreprises récupérées?

Il est évident qu'ils ne veulent pas que cette nouvelle façon de travailler en coopérative s'étende et obtienne du succès. Ils ne veulent pas que les travailleurs deviennent indépendants, c'est pourquoi l'exemple des usines récupérées, contrôlées par les travailleurs est dangereux pour eux. Si l'idée se propage et si les usines finissent par être autogérées par les travailleurs... Alors s'ouvrirait un contexte économique et social totalement différent. Aujourd'hui, ces usines sont rentables. Il n'y a pas de travail pénible et elles produisent de la qualité. Nous n'avons pas besoin des patrons. C'est pour cela que nous ne voulons plus jamais de propriétaires. De plus, le climat du labeur change aussi, il y a plus de camaraderie, nous discutons beaucoup, et c'est nous-mêmes qui décidons. Cela se fait entre nous, personne ne décide pour nous.

Cela fait des mois que des investisseurs nous approchent pour investir et relancer la production, mais nous les avons chassés. C'est une tentation forte, mais nous avons décidé de relever le défi et de nous en sortir par nous-mêmes. Nous travaillons tous et gagnons le même salaire. Nous ne voulons rien devoir aux patrons, car qui peut nous assurer qu'ils ne vont pas nous berner une nouvelle fois? C'est pour cela que nous sommes confiants en nous-mêmes. C'est par cette confiance que nous nous en sortirons. Et jamais plus de patrons.

***Occuper, résister et produire*, n° 2.**

un formidable village global

« Au-delà de Porto Alegre… des idées, des expériences et des pratiques d'autogouvernement ». Rencontre internationale de Spezzano Albanese les 21, 22, 23 et 24 août 2003

LE SYSTÈME SOCIAL HIÉRARCHIQUE poursuit inexorablement sa lutte contre toute autre forme de vie pour imposer sa barbarie qui, selon où elle est appliquée, s'appelle flexibilité, sécurité, usage mesuré des ressources naturelles, mission de paix, intervention humanitaire, guerre au terrorisme, guerre infinie, guerre préventive, etc.

Du nord au sud de la planète, des milliers de personnes sont privés de travail. Les services sociaux, désormais aux mains du privé ou de l'État, s'améliorent pour les riches et se détériorent pour les pauvres.

Les mafias économiques et politiques prolifèrent, les appareils répressifs et judiciaires se renforcent contre ceux qui se rebellent et luttent.

On enlaidit et on saccage le territoire, on détruit l'écosystème, on laisse dans la misère la plus complète les populations du Sud à qui on vole leurs ressources naturelles et leurs matières premières.

Partout des guerres pour la domination absolue du globe, tantôt définies comme épuration ethnique, guerre humanitaire, préventive, avec toujours de vrais génocides.

Les peuples, contraints par la barbarie de la guerre, par la faim et la misère, à émigrer, quittent leurs terres pour finir dans des centres d'accueil de la si prisée civilisation occidentale, en attente d'être donnés en pâture aux nouveaux esclavagistes libéraux, à la délinquance et à la mafia.

C'est cela le formidable « village global » qui, chantier actif de la démocratie et du système capitaliste mondial, se construit infatigablement jour après jour.

Le sommeil de la raison crée des monstres

La bourgeoisie a prétendu réaliser la liberté, l'égalité et la fraternité en appuyant son credo social sur la démocratie représentative dans le champ politique et sur le capital dans le champ économique. À la hiérarchie, elle a substitué la hiérarchie; à l'exploitation, l'exploitation; au monstre, des monstres.

Ont subi le même sort les écoles politiques (révolutionnaire ou social-démocrate) qui ont prétendu atteindre à une société égalitaire. C'est donc toujours le triomphe de la domination. La domination des patrons, des institutions hiérarchiques, la domination de la minorité sur la majorité.

Utopistes sont ceux qui veulent la liberté par la liberté. Ironie de l'histoire, donc, l'accusation d'utopisme retombe sur ceux qui l'avaient théorisée, tandis que les aspirations libertaires, contre lesquelles ils avaient lancé leurs accusations, continuent à représenter l'alternative possible à la barbarie.

À l'action libertaire de servir de détonateur

Cette société donnée est une société construite sur un modèle plutôt qu'un autre. Elle peut être détruite et reconstruite sur un nouveau modèle. Ceux qui ne se reconnaissent pas dans ce modèle peuvent, s'ils le veulent, reformuler et pratiquer, libres et égaux, le vivre-en-société hors de l'enclos hiérarchique.

De nouveaux horizons s'entrouvrent pour l'action libertaire, horizons qui nécessitent des analyses approfondies, d'ardentes discussions et une radicale pratique sociale autogestionnaire, antiautoritaire et antihiérarchique.

Nouveaux projets pour dessiner ensemble un avenir qui saura s'orienter vers des réalisation effectives dès aujourd'hui. Si la pratique revendicative représente sans doute une gymnastique révolutionnaire servant à faire comprendre aux exploités et aux opprimés qu'en luttant ils peuvent améliorer leurs conditions de vie, la pratique révolutionnaire vise la réalisation d'une société alternative à la domination. Il faut donc dès aujourd'hui :

– Démasquer dans l'économie les contradictions et les paradoxes du pouvoir;

– Ne pas se séparer de ceux qui luttent, les stimuler en les aidant à comprendre qu'il est possible de se transformer en acteurs de notre façon de vivre en société, en acteurs d'une pratique d'organisation politique et économique non hiérarchique;

– Inciter ceux qui luttent à ne pas s'arrêter à revendiquer auprès des patrons, à ne pas occulter les causes qui rendent possible l'exploitation et le profit, à diriger la lutte vers l'expropriation et la socialisation des moyens et des instruments de production, à projeter l'action vers l'autogestion économique en relançant par exemple le coopérativisme des origines, à construire un réseau autogestionnaire de producteurs et de consommateurs autonomes de l'État et du pouvoir économique, et en mettant ce réseau en relation avec les luttes de travailleurs salariés des classes les plus défavorisées;

– Agir dans la sphère politique et sociale de la communauté dans laquelle chacun de nous vit et opère avec une pratique qui ne se limite pas à participer ou à faire fonction de contrôleur des décisions des administrations de l'État, démontrer avec la pratique communaliste de la démocratie directe comment les premiers intéressés (travailleurs, chômeurs, retraités, étudiants, etc.) peuvent eux-mêmes résoudre leurs problèmes à la base.

Voilà, c'est sur une pratique libertaire telle que celle-là que nous pensons qu'il est temps de nous interroger. Une pratique qui ne se nourrit pas d'illusions réformistes ni d'une révolution brève et rapide, mais bien d'une pratique gradualiste révolutionnaire qui, trouvant sa force dans le conflit, se projette, jour après jour, hors des institutions du pouvoir, avec des structures auto-organisées et autogestionnaires qui, à partir des municipalités, préfigurent la « société autre »: la société de l'autogestion.

La FMB (Fédération municipale de base de Spezzano Albanese), structure communaliste libertaire opérant dans le social depuis environ dix ans, mue par l'exigence de commencer à discuter autour de tout cela, exigence qui semble partagée par les autres structures autogestionnaires de base opérant dans le social, vous invite à une rencontre internationale sur le thème « Au-delà de Porto Alegre… idées, expériences et pratiques d'autogouvernement » qui aura lieu à Spezzano Albanese les 21, 22, 23 et 24 août 2003.

F. M. B.

Anartiste

LE NUMÉRO DEUX de cette revue de nouvelles libertaires vient de paraître. Comme annoncé en août 2002 dans le premier numéro, par le groupe La Vache Folle [1] de la FA, quarante pages proposées, contenant les contributions de nos amis écrivains, peintres, dessinateurs, poètes, photographes, chanteurs, voyageurs, chroniqueurs. En vente à Publico, au prix de 6 euros le numéro. Abonnements: deux numéros par an, 10 euros. Chèque à l'ordre de « Anartiste » à adresser à Publico ou directement à la revue au 117, rue de la Réunion - Paris 20e.

1. Née en 1987, « La Vache Folle » a réalisé des brochures, des manifestations artistiques, un colloque dont les actes ont été publiés sous le titre « Art et Anarchie ».

Enrico Baj, le cœur sur la main

Il peignait des monstres à mourir de rire et d'effroi, mais c'est le cœur sur la main qu'il a vécu, l'ami Baj. Un bon morceau de la bibliothèque du Cira a pu être construit grâce à sa générosité; la traduction et la publication de la *Révolution inconnue* de Voline en russe lui sont largement redevables. Combien de fois n'a-t-il pas donné aux compagnons anars des lithographies, des objets, des textes, la libre utilisation de ses œuvres (et, m'a-t-on dit, de sa table et de son cellier)!

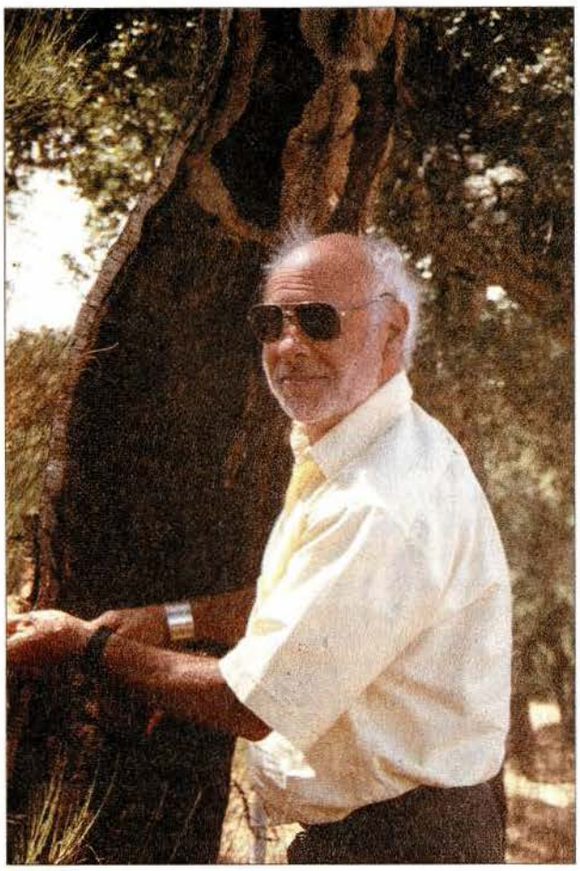
Quand il avait pu exposer les *Funérailles de l'anarchiste Pinelli* à Genève – contrepartie d'un don important de ses œuvres au Cabinet des estampes de la Ville? –, nous avions été invitées à la plus bajesque des réceptions: avant les petits fours, discours champignacien de la mairesse, une vraie figure de Rubens (qui ne savait évidemment rien des tragiques événements qui avaient conduit, en décembre 1969, à la défenestration du compagnon Pinelli à Milan), dans une salle surchargée de rubans, de pompons, d'attaches de rideaux fanfreluchées, toutes merceries dont il aimait orner ses figures de généraux et de bonnes femmes. Les mains le démangeaient de se servir, il ricanait légèrement et nous étions prêtes à faire barrage de nos corps pour qu'il puisse se remplir les poches. La bonne éducation avait fini par prendre le dessus.

Vingt-cinq ans plus tard, c'est à nouveau le petit doigt en l'air que je l'ai rencontré, sur le Monte Verità en Suisse italienne, mausolée d'un mouvement post-romantico-artistico-anarcho-naturiste, où il présentait son *Monument à Bakounine*. Celui-ci – une caisse, un chevalet, la photocopie du visage de notre aïeul commun, le tout à répétition – avait été créé pour une exposition collective à Berlin, où une série d'artistes avaient construit ou détruit une série de monuments au susdit. Dans l'auditoire du Monte Verità, on avait parlé d'art et d'histoire et d'anarchisme avec sérieux et sourires. Peter Schrembs et moi-même avons alors soigneusement démonté l'idée même d'un monument, avec exercices pratiques à la clef: ciseaux et papier, vin et verres, clous et marteaux, épitaphes et épigrammes (vous pouvez voir et lire tout cela dans le joli volume publié en italien par La Baronata à Lugano, *Baj Bakunin, atti del convegno*). Baj était plus d'accord avec nous qu'avec les critiques d'art professionnels.

C'est ce qui ressort bien des deux ouvrages traduits par Jean-Manuel Traimond et publiés récemment par l'Atelier de création libertaire à Lyon: un recueil d'articles, *Sous l'art, l'or*, et des conversations avec Paul Virilio, le *Discours sur l'horreur de l'art*. Plus les « œuvres d'art » actuelles perdent tout sens, plus le monde moderne perd la tête, plus les marchands se remplissent les poches. L'œuvre de Baj, elle, fait sens: en témoignent aujourd'hui ses catalogues, ses expositions, ses livres (plusieurs titres publiés chez Elèuthera à Milan), jusqu'aux détournements et aux reprises. À partir de silhouettes réalisées d'après des personnages de ses grandes fresques, les *Funérailles de Pinelli*, l'*Apocalypse*, des copains milanais ont monté un spectacle impressionnant dont il subsiste une vidéo, *Re Ubu a Cernobyl*. Mais, merde, le chancre de Tchernobyl a eu raison de notre Ububaj.

Marianne Enckell
Cira Lausanne

En quatrième de couverture:
Dogon pump, 1994, sur fond d'Ubu.



Philippe Garnier

20 mai 1935
21 juin 2003

Un autre compagnon nous a quittés

Philippe Garnier est décédé le samedi 21 juin 2003. Il est enterré dans le village de Villeconin (91) où il a vécu de longues années.

Psychiatre et psychanalyste, il s'était rapproché du mouvement libertaire dans les années 90, au moment de la guerre du Golfe. Il adhère à la Fédération anarchiste via le groupe Février, puis, à la disparition de ce groupe, à titre individuel.

L'une de ses premières collaborations aux productions libertaires concerne la brochure *Psychanalyse et Anarchie*, éditée par l'Atelier de création libertaire en 1995 (qui en est aujourd'hui à sa cinquième édition). Les propos des auteurs visent à faire exister des passerelles entre deux grilles de lecture du monde et des êtres humains: l'anarchisme et la psychanalyse, deux démarches souvent réprimées par les régimes totalitaires.

Philippe cherche à élucider le lien psychanalyse-anarchie et à approfondir cette distinction entre « s'en passer » et « s'en servir ».

En 1996, Philippe participe au colloque de Grenoble, sur la culture libertaire. Avec René Berthier, ils traitent de la question des anarchistes et du droit.

En 2001, lors des quatrièmes rencontres « Liber terre » à Bieuzy-les-Eaux, qui proposaient comme thème « Parlons-nous d'amour », la contribution de Philippe porte sur le couple, institution et/ou lieu de désir.

Très intéressé par Radio libertaire, il est en contact fréquent avec Nelly Trumel de l'émission « Femmes libres », avec René Berthier pour les « Chroniques du nouvel ordre mondial ». À son tour, en 1995, il attrape le virus du « radioteur » et il crée une émission, « Dissidences », qui aura lieu une fois par mois, le dimanche de 14 heures à 15h30. Dans cette émission, l'idée générale de Philippe est d'interroger ce qui « dérange » dans tous les sens: dans un premier temps, la notion de pouvoir, puis la psychanalyse et la sociologie et, plus récemment, la créativité et les mouvances de la société.

En parallèle, il faisait partie du comité de rédaction de la revue *Réfractions* et il y écrit plusieurs articles. Il a participé à la coordination du prochain numéro dont la parution est prévue pour octobre 2003: « Créativité, inventivité, *poïésis* ».

À ses proches, à ses amis, nous exprimons notre tristesse.

Le dimanche 7 septembre, de 14 heures à 15h30, une dernière émission « Dissidences » sera réalisée pour évoquer sa mémoire et ses travaux et lui rendre hommage. Un article plus approfondi est également prévu.

Pour le secrétariat de Radio libertaire
pour la Fédération anarchiste,
Élisabeth Claude

fédération anarchiste

145, rue amelot, 75011 paris – www.federation-anarchiste.org

Aisne (02)
Gpe Kropotkine, c/o Athénée lib.,
8, rue Fouquerolles, 02000 Merlieux
Alpes-Maritimes (06)
Liaison Antibes, c/o Publico
Ardèche (07)
Groupe d'Aubenas,
c/o la Question sociale, BP 15,
07170 Villeneuve-de-Berg
Ardennes (08)
Liaison Ardennes,
c/o la Question sociale, BP 66,
08120 Bobigny-sur-Meuse
Ariège (09)
Groupe la Locale, c/o Publico
Aveyron (12)
Liaison Sud-Aveyron, c/o SAP,
BP 2, Montlaur, 12400 St-Affrique
Calvados (14)
Liaison Caen, c/o Publico,
le.pere.duchesne@caramail.com
Cantal (15)
Groupe la Pierre noire,
c/o Publico
Charente-Maritime (17)
Gpe Bakounine, c/o ADIL, BP 3,
17350 Port-d'Envaux,
groupe-michel-bakounine@federation-anarchiste.org
Corrèze (19)
Liaison Corrèze, c/o Publico
Côte d'or (21)
Groupe la Mistoufle,
c/o les Voix sans maître,
7, rue du Dr-Chaussier,
21000 Dijon
Côtes-d'Armor (22)
Groupe Jes Futuro, c/o CEL,
BP 38, 22301 Lannion cedex
Groupe Jes Futuro, c/o CEL,
1, rue Yves-Creston, 22000 St-Brieuc,
jesfuturo@voila.fr
Creuse (23)
FA de la Creuse, c/o Alayn Dropsy,
Rizat 9, 23270 Ladapeyre
Dordogne (24)
Liaison Périgueux,
c/o Athénée libertaire,
7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux
Doubs (25)
Gpe Proudhon, c/o CESL, BP 121,
25014 Besançon cedex,
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
Librairie l'Autodidacte,
5, rue Marulaz, Besançon
Eure-et-Loire (28)
Groupe de Chartres, c/o Publico
Finistère (29)
Gpe les Temps nouveaux,
c/o Cercle d'études libertaire
BP 51044,
29210 Brest cedex 1
Liaison Quimper c/o Publico
Gard (30)
Gpe Gard-Vaucluse, c/o AGDIR,
BP 5018, 30900 Nîmes.
fa-30-84.org
Gironde (33)
Groupe Emma-Goldman,
c/o Athénée libertaire,
7, rue du Muguet,
33000 Bordeaux
groupe-emma-goldman@federation-anarchiste.org
Cercle Jean-Barrué,
c/o Athénée libertaire,
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
Gpe Lapeyre, 61, rue Pauly,
33130 Bègles
Ille-et-Vilaine (35)
Gpe la Commune, MJC La Paillette,
rue du Pré-de-Bris, BP 3806,
35038 Rennes cedex
fa-rennes@fr.st, www.fa-rennes.fr.st
9, rue Malakoff, 35000 Rennes
Tél : 02 99 67 92 87
Perm. les mercredis et samedis
de 15 h à 19 heures
Indre (36)
Liaison Châteauroux, c/o Publico
Isère (38)
Groupe Jules-Vallès, c/o la Faille,
BP 2 301, 38033 Grenoble cedex 2
Jura (39)
Groupe Lucio c/o la Maison du Peuple, 12 rue de la Poyat,
39200 Saint-Claude
Landes (40)
Liaison Élisée-Reclus,
13, avenue Joffre, 40110 Morcenx
Loire (42)
Groupe Nestor-Makhno, c/o FA,
Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42028 St-Étienne cedex 01
Groupe Penser-Agir, c/o Publico,
penser-agir@caramail.com
Loire Atlantique (44)
Gpe de Nantes, c/o ACLN, BP 60 221, 44002 Nantes cedex,
groupe-nantes@federation-anarchiste.org, fanantes.org
Loiret (45)
Gpe El-Quico, c/o Asile des rêves,
BP 21 447, 45004 Orléans cedex.
Liaison Montargis, c/o Publico
Maine et Loire (49)
Groupe d'Angers, c/o ACLN,
BP 60 221, 44002 Nantes cedex
Manche (50)
Liaison Carentan, c/o GREL, BP 12,
50130 Octeville cedex
Groupe de Cherbourg, c/o GREL,
BP 12, 50130 Octeville cedex
facherbourg@yahoo.fr
Meurthe et Moselle (54)
Groupe Jean-Roger-Caussimon,
c/o CRES, 76, rue Léonard-Bourcier, 54000 Nancy
Groupe Marée noire,
c/o Planète verte, BP 22,
54002 Nancy,
maree-noire.info,
contact@maree-noire.info
liaison-toul@federation-anarchiste.org
Morbihan (56)
Gpe Francisco-Ferrer, cité Allende,
boîte n°19, 12, rue Colbert,
56000 Lorient
fedeanar56@yahoo.fr
Groupe René-Lochu,
c/o Maison des associations,
6, rue de la Tannerie, 56000 Vannes
fedeanar56@yahoo.fr
Moselle (57)
Groupe de Metz, c/o Publico
Liaison Voline, c/o ACL, BP 16,
57145 Noiseville
groupe-voline@federation-anarchiste.org
Nord (59)
GroMéLiFA, c/o ALDIR, BP 79,
59370 Mons-en-Barœul
groupe-lille@federation-anarchiste.org, lille.cybertaria.org
Pas-de-Calais (62)
Liaison FA, c/o la Mouette enragée,
BP 403, 62206 Boulogne/Mer cedex
Bas-Rhin (67)
Gpe de Strasbourg, c/o ACLS,
1 A, place des Orphelins,
67000 Strasbourg
groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org, fastrasbg.lautre.net
Tél: 06 67 83 76 13
Liaison Bas-Rhin, c/o Remon,
BP 35, 67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org
Haut-Rhin (68)
Liaison Haut-Rhin, c/o Publico
Rhône (69)
UL de Lyon: groupes Déjacque,
Durruti, Kronstadt, c/o Librairie la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc,
69001 Lyon
Saône et Loire (71)
Groupe la Vache noire,
c/o ADCL, BP 516,
71322 Chalons-sur-Saône cedex
Sarthe (72)
Groupe Lairial, c/o FA,
4, rue d'Arcole, 72000 Le Mans
Savoie (73)
Gpe Acratie, c/o CRI libertaire,
67, rue Saint-François-de-Sales,
Maison des Associations,
73000 Chambéry
acratie.lautre.net, acratie@lautre.net
Groupe Maurienne, c/o Publico
Haute Savoie (74)
Groupe Atanar, BP 2,
74480 Plateau-d'Assy
atanar@no-log.org
Paris (75)
Librairie du Monde libertaire,
145, rue Amelot, Paris 11e
Tél : 01 48 05 34 08
La librairie est ouverte du lundi au vendredi de 14 h à 19 h 30 et le samedi de 10 h à 19 h 30.
Bibliothèque la Rue,
10, rue Robert-Planquette, Paris 18e,
ouverte le samedi de 15h 30 à 18 h.
Groupe Berneri, c/o Publico
Groupe Claaaaaash,
c/o librairie Publico
groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org
Groupe Maurice-Joyeux,
c/o librairie Publico
Groupe la Vache-folle,
c/o Publico
Groupe La Villette, c/o Publico
Groupe Louise-Michel, c/o la Rue,
10, rue Robert-Planquette, Paris 18e
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org
Groupe Pierre-Besnard,
c/o publico
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org
Groupe Idées noires (Paris sud),
c/o Publico,
ideesnoires.fa@noos.fr
Seine Maritime (76)
Groupe Clément-Duval,
c/o APPEL, BP 1042,
76205 Dieppe cedex
Groupe de Rouen, c/o librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire,
76000 Rouen,
farouen@chez.com
Seine et Marne (77)
Groupe Sacco-et-Vanzetti,
c/o GRELE,
1 bis, rue Émilie, 77500 Chelles
Liaison Melun, c/o Publico
Var (83)
Groupe Nada, c/o ACL, BP 5137,
83093 Toulon cedex
groupe-nada@federation-anarchiste
Vaucluse (84)
Groupe Gard-Vaucluse,
c/o AGDIR, BP 5018,
30900 Nîmes. *fa-30-84.org*
Vendée (85)
Liaison La Roche, c/o ACLN,
BP 60221, Nantes cedex 1
Haute-Vienne (87)
Groupe de Limoges, c/o Publico
Essone (91)
Groupe Anarchie au CAES
c/o Funansom'bul, 1 rue Edouard-Bonté, 91130 Ris Orangis
RAT, c/o Publico
Hauts-de-Seine (92)
Groupe Idées noires c/o Publico.
ideesnoires.fa@noos.fr
Seine-Saint-Denis (93)
Groupe H.-Poulaille, c/o Publico
Groupe de Montreuil, c/o Publico
Grpe Commune libre de Drancy,
c/o Publico
Val-de-Marne (94)
Groupe Élisée-Reclus, c/o Publico
Val-d'Oise (95)
Groupe de Cergy, c/o Publico
Belgique
Gpe Alliance libertaire, c/o Publico,
groupe-alliance-libertaire@federation-anarchiste.org